

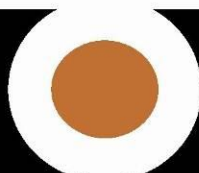


Commune de Gainneville

Révision du Plan d'occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation

Volume 3 – Rapport environnemental



Février 2018



REVISION DU POS EN PLU :

Prescrite le 15/12/14

Enquête publique du 20/11/17 au 21/12/17 (inclus)

Approuvée par délibération du 22/02/18

CACHET :



ABC

Alban BOURCIER Consultant

SIRET Le Havre 444 496 434 00028

AMENAGER DURABLEMENT LES TERRITOIRES DE DEMAIN

1. CONTEXTE ET MOTIVATIONS DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	5
2. CONSISTANCE DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	7
3 - ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D’URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES	8
3.1. <i>Correspondances réglementaires</i>	8
3.2. <i>Articulation du PLU avec les autres documents de planification mentionnés à l’article L.122-4 du Code de l’Environnement</i>	8
3.2.1. Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) de l’ex-région Haute Normandie	9
3.2.2. Le SDAGE (Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux) du bassin Seine Normandie	11
3.2.3. Le SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie) de l’ex-région Haute Normandie	13
3.2.4. Le SDAEP (Schéma Départemental d’Alimentation en Eau Potable) de Seine Maritime	14
3.2.5. Le PDEDMA (Plan départemental d’élimination des déchets ménagers et assimilés) de Seine Maritime	16
3.2.6. La Directive Territoriale d’Aménagement (DTA) de l’estuaire de la Seine	17
3.2.7. Le SCot (Schéma de cohérence territoriale) Le Havre Pointe de Caux Estuaire	19
3.2.8. La charte paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire	23
3.2.9. Le Plan de déplacements urbains (PDU) de la CODAH	24
3.2.10. Le Programme local de l’habitat (PLH) de la CODAH	25
3.3. <i>Prise en compte dans le PLU des politiques internationales, européennes et nationales</i>	26
3.3.1. Biodiversité et milieux naturels	26
3.3.2. Paysage et patrimoine	28
3.3.3. Ressource en eau et assainissement	28
3.3.4. Nuisances, pollutions (air, sol) et gestion des déchets	30
3.3.5. Risques naturels et technologiques	31
4. ANALYSE DE L’ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT	33
4.1. <i>Correspondances réglementaires</i>	33
4.2. <i>Caractéristiques des thématiques et zones susceptibles d’être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU</i>	34
4.2.1. Contexte réglementaire	34
4.2.2. Singularités du PLU de Gainneville	34
5. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR L’ENVIRONNEMENT	37
5.1. <i>Dimensions écologique et patrimoniale</i>	38
5.1.1- L’espace	38
5.1.2 – Paysage	42
5.1.3 - Le patrimoine architectural et urbain	43
5.1.4 - La faune et la flore	44
5.1.5 - La préservation de la ressource en eau	45
5.1.6 - Les risques naturels	46
5.1.7 - Les risques technologiques et activités humaines	47
5.2 - <i>Dimensions relatives aux équipements et déplacements</i>	48
5.2.1 – Aux échelles infra-communale et communale	48
5.2.2 - A l’échelle supra communale	49
6. <i>Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l’environnement</i>	50
6.1 – <i>Correspondances réglementaires</i>	50
6.2.1 - Spécifications du processus évaluatif	50
6.2.2 - Déclinaison dans le cadre des différentes phases du PLU	51
6.3 – <i>Modalités d’association et de concertation</i>	52
6.2 – <i>Evolutions du PLU et environnement</i>	53
6.2.1 - Justification des objectifs démographiques et protection de l’environnement	53
6.2.2 - Justification du projet urbain et protection de l’environnement	54
6.2.3 – Potentiels d’ouverture à l’urbanisation non retenus dans le PLU arrêté	60
6.2.4 – Justification des ouvertures à l’urbanisation retenus dans le PLU arrêté	62
6.2.4.1 – Les sites urbanisables à court terme	62
6.2.4.2 – Les secteurs d’ouverture à l’urbanisation à long terme	63
7 - PRESENTATION DES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER (ERC) LES CONSEQUENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L’ENVIRONNEMENT	65
7.1 – <i>Les mesures d’évitement du PADD</i>	66
7.1.1 – Les enjeux issus du diagnostic	66
7.1.2 – Traduction des mesures d’évitement dans les orientations stratégiques du PADD	66
7.2 – <i>Les mesures d’évitement du règlement écrit</i>	68
7.2.1 - La gestion des eaux pluviales	69
7.2.2 - La gestion de l’eau potable	69
7.2.3 - La gestion des eaux usées	69

7.2.4 - La collecte des déchets	70
7.2.5 - La gestion des constructions.....	70
7.2.6 - La gestion des clôtures.....	71
7.2.7 - La gestion des espaces libres et des plantations.....	71
7.2.8 - La gestion du stationnement	71
7.2.9 - La gestion de la performance énergétique et environnementale	71
7.2.10 - La gestion des autres réseaux et infrastructures	72
7.2.11 - Les risques inondation et érosion	72
7.2.12 - Le risque effondrement	72
7.2.13 - Le risque technologique.....	73
7.2.14 – Les nuisances sonores	74
7.2.15 – La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre	75
7.2.16 – La sécurité des usagers	75
7.2.17 – La gestion des déchets	75
7.2.18 – La qualité de l’eau	75
7.2.19 – La gestion de la performance énergétique	76
7.2.20 – La qualité de l’air	76
7.2.21 – La promotion des modes doux.....	77
7.3 - <i>Synthèse des mesures d’évitement</i>	77
7.4 – <i>Les mesures de réduction du PADD</i>	80
7.4.1 – Les enjeux au droit des zones de développement	81
7.4.2 – Traduction des mesures de réduction dans les orientations stratégiques du PADD	81
7.5 – <i>Les mesures de réduction introduites dans les OAP</i>	81
7.5.1 – Le secteur de requalification du « centre-bourg »	81
7.5.2 – Le secteur du pôle d’équipements sportifs de la Plaine de la Paix.....	82
7.5.3 – Le secteur de développement commercial au Nord de la RD.6015	83
7.6 – <i>Synthèse des mesures de réduction</i>	84
8 - PRESENTATION DES MODALITES DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L’ENVIRONNEMENT.....	85
8.1 – <i>éléments de cadrage</i>	85
8.2 - <i>Précisions méthodologiques</i>	85
8.3 - <i>Elaboration et sélection des indicateurs</i>	86
8.4 – <i>Dispositif de suivi et d’application des mesures environnementales du PLU</i>	87
8.4.1- Habitat et fonctionnement urbain	87
8.4.2 - Transport et déplacements.....	89
8.4.3 - Activités économiques	89
8.4.4 - Paysage et patrimoine	90
8.4.5 - Environnement	91

1. Contexte et motivations de l'évaluation environnementale

La commune de Gainneville est soumise à une procédure d'évaluation environnementale conformément aux textes qui la régissent, dont les principaux sont rappelés ci-après :

- Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (articles L.121-1 et suivants et R.121-1 et suivants du Code de l'Urbanisme).
- L'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 transposant la directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement du Conseil Européen, relative à l'évaluation des Incidences de certains Plans et Programmes sur l'Environnement (EIPPE) ;
- Le décret n°2005-608 du 27 mai 2005, relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme aux articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 à R.104-8 ;
- Le décret n° 2005-613 du 27 mai 2005 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement qui est à l'origine des articles R.122-17 et suivants du Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle II, portant engagement national pour l'environnement a considérablement remanié les articles L.122-4 et suivants du Code de l'Environnement et L.104-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à l'évaluation environnementale (étant relevé que ces dernières dispositions ne peuvent être issues du décret du 27 mai 2005 comme indiqué dans le texte).

Le PLU de la commune de Gainneville fait l'objet d'une évaluation environnementale, car il a été établi, après un examen au cas par cas (article R.104-8 du Code de l'urbanisme), que le parti d'urbanisme initialement présenté était susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE.

A ce titre, Gainneville, commune à dominante rurale de 4665 hectares, avec 2645 habitants en 2013 (INSEE), semble présenter d'importants enjeux environnementaux et est concernée par quelques zonages réglementaires, servitudes ou inventaires.

Ainsi, la commune est concernée par :

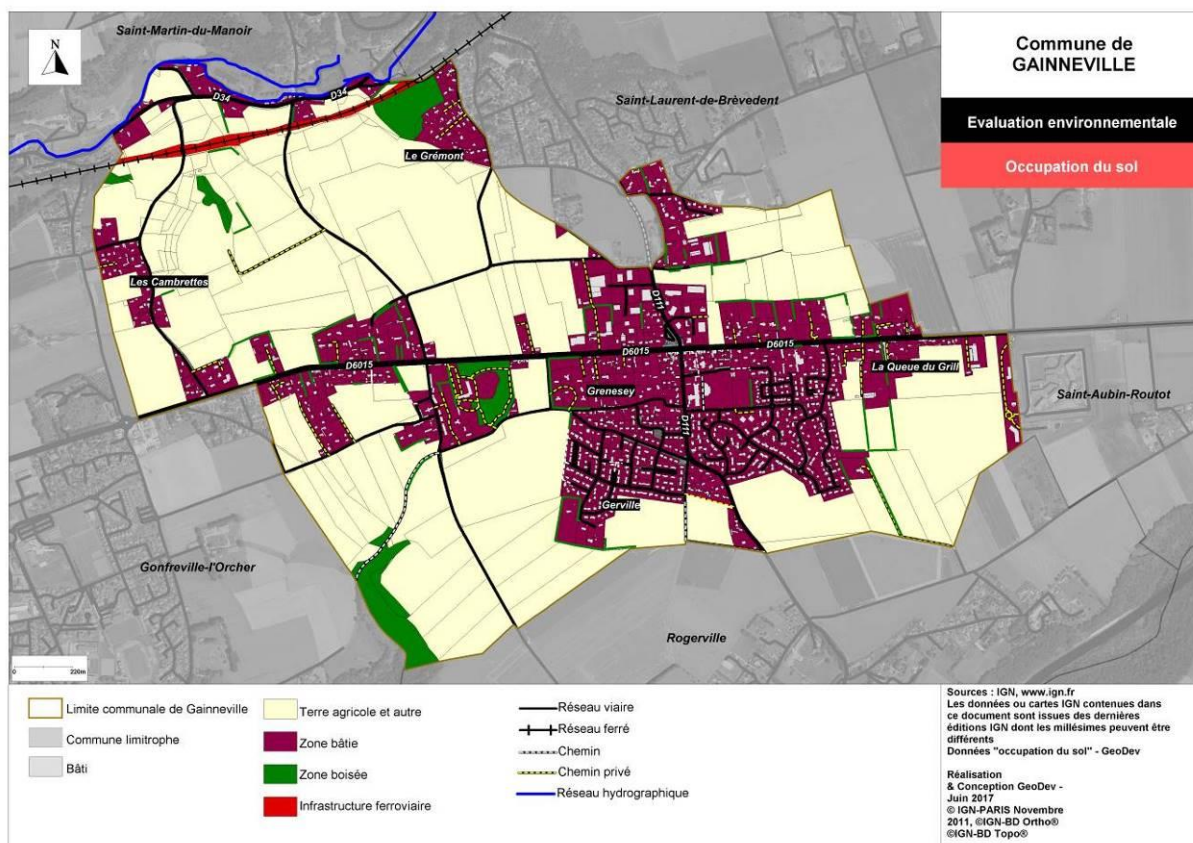
- La ZNIEFF terrestre de type 2 « Les falaises et les vallonnes de l'estuaire de la Seine » ;
- Les espaces forestiers occupent 35,50 ha, dont 14,60 ha préservés au titre des « espaces boisés classés » (Code de l'urbanisme) ;
- Quatre-vingt-seize (96) alignements boisés composant un linéaire total de 7,16 km ;
- Des zones humides, coïncidant avec les secteurs humides aux abords de la rivière du Saint-Laurent en limite de Saint-Martin du Manoir, pour une surface totale de 2000 m² ;
- Sept (7) vergers, désormais préservés au titre du Code de l'urbanisme ;
- Un (1) arbre isolé identifié au titre du Code de l'urbanisme ;
- Sept (7) mares ou ouvrages hydrauliques, identifiés au titre du Code de l'urbanisme ;
- Quatre (4) haies et fascines identifiées au titre du Code de l'urbanisme ;
- Des réservoirs boisés (SRCE) : bois des Marettes, au Sud-Ouest ;
- Des réservoirs aquatiques (SRCE) : les zones humides en limite Nord de la commune ;
- Des corridors sylvo-arborés à faible déplacement (SRCE) : parcs des Jonquilles et de la Vallée ;
- Des corridors zone humide à faible déplacement ;
- Des corridors à fort déplacement (SRCE) : espaces agricoles ouverts, secteurs Ouest de la commune ;
- Neuf (9) sites archéologiques, dont quatre (4) localisés et cinq (5) non localisés.

Il convient de souligner que l'emprise de la ZNIEFF de type II est peu conséquente sur Gainneville puisque ne couvrant que 5,9 ha. Cependant, elle demeure révélatrice de la richesse naturelle relative qui caractérise le territoire communal.

A ce titre, il est important d'attirer l'attention sur le fait que tout ce qui n'est pas obligatoirement concerné par des dispositions environnementales encadrées, se trouve très impacté par la présence de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques à préserver, notamment les

corridors pour espèces à fort déplacement sur le plateau agricole ouvert. Il convient ainsi de veiller à limiter l'impact du projet d'urbanisme sur ces milieux naturels qu'il convient de maintenir en périphérie d'une grande agglomération (Le Havre).

Il s'agit de préciser qu'aucun site NATURA 2000 n'est localisé sur le territoire de Gainneville. Les sites NATURA 2000 les plus proches sont situés à au moins 6 km des limites du territoire communal ; il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) de l'**estuaire de la Seine** et de la Zone de Protection spéciale (ZPS) de l'**estuaire et marais de la Basse Seine**.



Ces nombreuses entités à caractère environnemental motivent le fait que la commune de Gainneville soit considérée comme présentant une réelle sensibilité environnementale impliquant d'évaluer les incidences du projet de PLU sur l'environnement.

Considérant les textes en vigueur, il est demandé que les impacts sur la préservation des paysages naturels, la biodiversité, les continuités écologiques, les risques naturels, la qualité de la ressource en eau potable, le maintien de la qualité écologique des milieux aquatiques et des zones humides, ainsi que la préservation des abords des monuments historiques, soient évalués.

Le présent rapport environnemental fait état des diverses évolutions qui ont permis de remédier aux aspects négatifs du parti d'urbanisme par prise en compte des points édictés ci-dessus, dans une perspective d'amélioration continue tout au long de la phase d'élaboration du projet. Ces modalités sont précisément décrites au chapitre 6 du présent volume, même si il est important de signaler que cette prise en considération du capital environnemental a été effective dès le début de l'étude.

Il apparaît important de souligner enfin que l'étude du parti d'urbanisme soumis au filtre de l'évaluation environnementale permet de souligner l'effet déterminant de la démarche itérative, car il semble que seules les ambitions initiales en matière d'extension des surfaces artificialisées aient motivé la décision de la MRAE dans le cadre de la procédure de cas par cas. Le parti d'aménagement finalement soumis décrit des zones de développement dans des proportions plus acceptables et moins agressives pour l'environnement.

2. Consistance de l'évaluation environnementale

La circulaire du 12 avril 2006, relative à l'évaluation de certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification ayant une incidence notable sur l'environnement, précise le contenu de l'évaluation environnementale.

De plus, le contenu du rapport de présentation d'un PLU est défini aux articles R. 151-1 à R. 151-4 du code de l'urbanisme. Il comprend notamment un diagnostic, une analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis ainsi qu'une analyse de l'état initial de l'environnement. Il comporte également les justifications sur la cohérence interne du PLU et sur les dispositions réglementaires retenues.

Enfin, au titre de l'évaluation environnementale, le rapport :

1. Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du Code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
2. Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
3. Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
4. Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
5. Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
6. Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisage, si nécessaire, les mesures appropriées ;
7. Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

La finalité est donc d'élaborer un projet d'aménagement et d'urbanisme respectant un équilibre entre développement, préservation des ressources naturelles et prise en compte des préoccupations environnementales.

3 - Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes

3.1. Correspondances réglementaires

Le présent rapport a été réalisé en application des parties législative et réglementaire du Code de l'urbanisme. Est rappelé ci-dessous le contenu réglementaire déjà formalisé au titre du Code de l'Urbanisme dans les autres pièces constitutives du dossier de PLU.

Contenu réglementaire de l'évaluation environnementale	Correspondance avec les documents constitutifs du PLU
Objectifs et enjeux du PLU de Gainneville	Rapport de Présentation Volume 1 : « Diagnostic et besoins » Se référer à tous les tableaux qui récapitulent les atouts, faiblesses et enjeux, en fin de chacun des chapitres de ce volume Rapport de Présentation Volume 2 : « Justifications du PLU » Chapitre 2 : « Justifications du règlement écrit et du zonage »
Choix retenus pour établir le PADD au regard des objectifs de protection de l'environnement aux niveaux national, communautaire et international	Rapport de Présentation Volume 2 – « Justifications du PLU » Chapitre 1 : « Justifications du PADD »
Articulation du PLU de Gainneville avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-2 du Code de l'Environnement	Rapport de Présentation Volume 1 : « Diagnostic et besoins » Chapitre 1 : « Contexte territorial » Sous-chapitre 1.2 : « L'intercommunalité »

Sont ainsi déjà appréhendées les articulations du PLU de Gainneville avec :

- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie ;
- La Directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'estuaire de la Seine ;
- Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Le Havre Pointe de Caux Estuaire ;
- Le Plan de déplacements urbains (PDU) de la CODAH ;
- Le programme local de l'habitat (PLH) de la CODAH ;
- Le Plan climat énergie territorial (PCET) de la CODAH ;
- Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) ;
- La charte paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

Cependant, la présente évaluation reprend, pour certains de ces documents, les dispositions ayant trait aux ressources, risques, déchets ainsi qu'au cadre de vie et patrimoine naturel concernant plus particulièrement Gainneville.



3.2. Articulation du PLU avec les autres documents de planification mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement

Des compléments d'information sont apportés au présent chapitre quant aux dispositions nationales et internationales à considérer en sus de celles déjà mentionnées dans les autres volumes du rapport de présentation du PLU de Gainneville.

3.2.1. Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) de l'ex-région Haute Normandie

⇒ Vocation du document

Ce document a été instauré par la loi ENE (dite loi Grenelle II) pour la mise en œuvre de la trame verte et bleue au niveau régional.

Le schéma régional de cohérence écologique comprend notamment, outre un résumé non technique :

- Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ;
- Un volet identifiant les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides mentionnés respectivement aux 1° et 2° du II et aux 2° et 3° du III de l'article L. 371-1 du Code de l'Environnement ;
- Une cartographie comportant la trame verte et la trame bleue ;
- Les mesures contractuelles permettant, de façon privilégiée, d'assurer la préservation et, en tant que de besoin, la remise en bon état de la fonctionnalité des continuités écologiques ;
- Les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques pour les communes concernées par le projet de schéma.

Le SRCE a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural.

A cet effet, ces trames contribuent à :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

Le SRCE Haute Normandie, élaboré par la DREAL de Haute-Normandie, a été approuvé par le Conseil régional de Haute-Normandie le 13 octobre 2014 et adopté par arrêté préfectoral le 18 novembre 2014. Il se caractérise essentiellement par :

- Un inventaire des milieux supports présentant cinq types de sous-trames : boisements / haies / coteaux calcaires / zones humides / réseau hydrographique ;
- La prise en compte des clos-masures et des hameaux anciens comme éléments constituant un lien entre les différents réservoirs de biodiversité ;
- Une méthode de modélisation par sous-trames permettant de définir les zones de perméabilité et de mettre en évidence les zones de fragmentation de la TVB (infrastructures de transport, zones urbanisées, lignes hautes tensions, surfaces agricoles de plus de 50 ha d'un seul tenant...) ;
- Un grand principe au niveau régional est de connecter les vallées du bord de mer avec les vallées du bord de Seine (corridors régionaux). S'ajoutent les corridors locaux définis à l'échelle

- des communes et des communautés de communes, et la définition de corridors locaux dans les zones de perméabilité (vérifications et ajustements possibles selon les connaissances du terrain) ;
- La définition d'enjeux cartographiques et d'actions prioritaires.

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec le SRCE**

Les orientations du PLU vont dans le sens du SRCE puisque les divers réservoirs de biodiversité et les nombreux corridors écologiques sont désormais préservés au maximum dans la version aboutie du document d'urbanisme par la transcription des dispositions relatives aux zones A et N. De plus, les divers espaces de perméabilité propices aux déplacements des espèces correspondant aux différents corridors écologiques ont été intégrés tout au long de la réflexion et préservés, voire confortés en termes de protection dans le cadre du présent PLU.

Dans cette perspective, le règlement préserve et valorise les éléments du paysage contribuant fortement à l'identité paysagère de la commune et en maintenant le cadre de vie agréable de la population. Les mesures ont porté sur la protection des quelques zones humides, des formations arborescentes, et des prairies existantes, concrétisant ainsi la protection des continuités écologiques qui structurent le territoire communal.

Les espaces naturels, qu'ils soient sensibles, remarquables ou ordinaires, ont été identifiés au titre du Code de l'Urbanisme. Ainsi, les zones boisées ont été préservées au maximum. Il semble aussi que le projet d'urbanisme ait permis de concrétiser **l'objectif prioritaire d'instauration d'une continuité fonctionnelle identifiée dans le SRCE (sur la façade littorale, l'estuaire de la Seine en étant partie prenante).**

Les réservoirs boisés et aquatiques répertoriés dans le SRCE vont conserver leur vocation puisque majoritairement positionnés en dehors de toute zone constructible à vocation d'habitation. Ainsi, le rôle écologique des réservoirs et leur inscription visuelle dans le paysage se trouvent pérennisés par le biais du PLU de Gainneville. Il faut donc souligner que **les zones à dominante naturelle ont finalement été épargnées de tout projet d'aménagement** et également classées au titre du Code de l'Urbanisme.

Cependant, les limites arrêtées du projet d'extension de la zone d'activité sur l'espace agricole, actuellement inscrit dans le PLU, comme zone d'urbanisation à long terme (2AUe), empiètent de manière importante sur un corridor à fort déplacement. Il conviendra sans doute de veiller à l'instauration d'importantes mesures de réduction lorsqu'une future procédure d'évolution du document d'urbanisme viendra doter ce secteur d'un règlement.

Dans l'ensemble, la mise en relation des entités écologiques est concrétisée par des dispositions de préservation au titre du Code de l'urbanisme des différents corridors présents sur le territoire communal. Les emprises spatiales des corridors et réservoirs sont ainsi **clairement identifiés comme zones à maintenir hors de portée de tout projet générant nouvelle fragmentation et artificialisation.** La perméabilité écologique de ces milieux se trouve ainsi confortée.

Le document d'urbanisme veille donc très largement à limiter les impacts sur les milieux naturels (emprises, fonctionnalités) et intègre les enjeux du développement de la trame verte et bleue préalablement identifiés.

A cet effet, le PLU permet également de correctement étirer la richesse écologique depuis le secteur estuarien vers l'intérieur des terres grâce à la préservation des zones humides, des espaces boisés, puis des mares, vergers et alignements boisés... Enfin, la perméabilité des espaces urbanisés a été largement favorisée par les multiples réflexions menées tout au long de l'étude sur la nature en ville, l'instauration de clôtures ajourées, la préservation des trames végétales...

De fait, il est important de souligner que la seule zone de développement destinée à des habitations, est localisée en secteur Urbain Central (Uc) sous forme de reconversion des espaces

sportifs. Ces derniers seront transférés dans le secteur AUI au Sud de l'enveloppe bâtie, dans la continuité immédiate de cette dernière, avec une très faible artificialisation du site. Cette zone de développement des équipements sportifs ne s'affiche donc pas véritablement comme une extension urbaine, mais comme un espace de transition entre la tâche agglomérée et le secteur agricole. Le potentiel de densification des enveloppes bâties a également été mis en évidence pour atteindre les objectifs démographiques édictés. Un dernier secteur de développement destiné aux habitations est également affiché comme secteur d'urbanisation à long terme au Sud-Sud-Est de l'enveloppe bâtie et dans sa continuité immédiate, limité au Sud par un secteur agricole inconstructible. Tout comme pour le secteur 2AUe, il conviendra de veiller à l'instauration de mesures d'évitement et d'intégration de ce futur secteur à vocation d'habitation lorsqu'une procédure d'évolution du PLU aura été réalisée. En revanche, il convient de préciser, contrairement au secteur 2AUe, qu'aucun corridor ou réservoir n'est recensé dans cette partie du territoire communal.

3.2.2. Le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) du bassin Seine Normandie

⇒ Vocation du document

Ce document supra-communal a pour objectif de mettre en place une gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin Seine Normandie. Ce dernier couvre 25 départements et 9000 communes, dont Gainneville.

Le SDAGE a pour enjeux :

- la gestion et la protection des milieux aquatiques ;
- la gestion qualitative de la ressource ;
- la gestion quantitative de la ressource ;
- la prévention et la gestion des risques.

Le schéma 2016-2021 a été approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin, le 20 décembre 2015. Il s'agit d'un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau. Il est accompagné d'un programme de mesures qui décline les orientations du SDAGE en actions et moyens pour parvenir à l'objectif de bon état écologique des masses d'eau en 2021.

Il se fixe 8 défis :

1. Défi 1 : diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ;
2. Défi 2 : diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;
3. Défi 3 : réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants ;
4. Défi 4 : protéger et restaurer la mer et le littoral ;
5. Défi 5 : protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;
6. Défi 6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ;
7. Défi 7 : gérer la rareté de la ressource en eau ;
8. Défi 8 : limiter et prévenir le risque d'inondation.

...et 2 leviers :

- I. Levier 1 : acquérir et partager les connaissances pour relever les défis ;
- II. Levier 2 : développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis.

⇒ Articulation du PLU de Gainneville avec le SDAGE

Depuis la loi du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen, le PLU doit intégrer dans un rapport de compatibilité les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Le PLU a été rendu compatible avec les orientations, les dispositions et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définies. Ces défis sont traduits en orientations que le PLU s'est employé à respecter. A titre d'exemple :

- **Orientation 1** : continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux ;
- **Orientation 25** : protéger les nappes à réserver pour l'alimentation en eau potable future ;
- **Orientation 30** : réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation ;
- **Orientation 33** : limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation ;
- **Orientation 136** : prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme ;
- **Orientation 144** : étudier les incidences environnementales des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement sur le risque inondation ;
- **Orientation 145** : maîtriser l'imperméabilisation et les débits de fuite en zones urbaines pour limiter le risque d'inondation à l'aval.

Le parti d'urbanisme retenu contribue en partie à la réussite du premier défi puisqu'aucune des zones d'ouverture à l'urbanisation arrêtée (à l'exception des secteurs 2AU qu'il n'est pas possible de prendre en considération, compte tenu de l'absence de contenu) n'est programmée en véritable extension d'urbanisation. De plus, le potentiel de densification est essentiellement localisé dans l'enveloppe bâtie desservie par **les réseaux d'assainissement collectif**.

Il faut néanmoins insister sur le fait que la « restauration des milieux aquatiques » est largement rendue opérationnelle par la protection au titre du Code de l'urbanisme des zones humides, des mares et des dispositions édictées au droit des axes de ruissellement.

La commune de Gainneville est couverte en totalité par le Plan de prévention des risques inondations (PPRI) du bassin versant de la Lézarde. Approuvé le 6 mai 2013, ce PPRI s'impose au document d'urbanisme et constitue dès lors une servitude d'utilité publique.

A cet effet, Gainneville apparaît exposée au risque inondation par « débordement de cours d'eau », de « ruissellement », de « remontée de nappe » et par « érosion et coulées boueuses » (6 arrêtés de catastrophe naturelle de 1986 à 2003).

Depuis le 23 octobre 2017, la commune est également identifiée comme faisant partie du Territoire à risque important d'inondation (TRI) du Havre. Cette disposition devrait aboutir à l'élaboration prochaine d'un Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI).

Il faut constater la prompte prise en considération du risque inondation par le biais des modalités formalisées à partir du Plan communal d'aménagement d'hydraulique douce (PCAHD). Ce plan recommande le maintien et la création d'aménagements linéaires et surfacique afin de diminuer la vulnérabilité de la commune au ruissellement.

Il faut donc stipuler que le PLU de Gainneville s'appuie sur une cartographie précise des axes de ruissellement et des zones d'expansion des ruissellements permettant **d'interdire toute nouvelle construction et augmentation de la vulnérabilité dans les secteurs exposés**.

De plus, des prescriptions ont été détaillées dans le règlement écrit pour la **gestion maîtrisée des eaux pluviales**.

Depuis le 27 juillet 2015, la commune de Gainneville est aussi concernée par le Plan de prévention des risques littoraux (PPRL) par submersion marine de la plaine alluviale Nord de l'embouchure de l'estuaire de la Seine. Ce plan devra être finalisé pour décembre 2019. Un règlement est prévu pour imposer des prescriptions en termes de construction. Néanmoins, il faut constater que Gainneville semble peu concernée par le risque de submersion marine, compte tenu de sa situation de

plateau. Seul le fond de vallée du Saint-Laurent pourrait être éventuellement impacté par une élévation conséquente du niveau marin.

Finalement, par sa portée juridique et les caractéristiques du territoire communal, le PLU de Gainneville répond aux orientations du SDAGE, ou tout du moins, n'est certes pas en contradiction avec ces dernières.

3.2.3. Le SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie) de l'ex-région Haute Normandie

⇒ Vocation du document

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), est un document à portée stratégique visant à définir à moyen et long terme les objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables et d'amélioration de la qualité de l'air. Il a été introduit par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et est élaboré par le Préfet de région, en étroite collaboration avec le Président du Conseil régional.

Le PLU doit aussi prendre en compte les PCET (Plan climat énergie territorial) qui eux doivent être compatibles avec les SRCAE. En l'absence d'un plan d'actions issu d'un PCET à décliner au niveau communal, Le document d'urbanisme de Gainneville doit cependant être compatible avec les orientations du SRCAE de l'ex-Haute Normandie.

Ce dernier a été arrêté le 21 mars 2013 par le Préfet de l'ex-région Haute-Normandie, suite à l'approbation du Conseil Régional le 18 mars 2013, en application du décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie.

Le SRCAE présente la situation et les objectifs régionaux dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie ainsi que leurs perspectives d'évolution aux horizons 2020 et 2050. Il est l'aboutissement d'une démarche concertée avec les acteurs du territoire à travers trois sessions d'ateliers sectoriels : bâtiment, industrie et entreprise, énergies renouvelables ; transport et mobilité ; agriculture et forêt.

Les orientations du SRCAE sont organisées en fonction de neuf défis qui définissent la stratégie régionale pour le climat, l'air et l'énergie :

1. Responsabiliser et éduquer à des comportements et une consommation durables ;
2. Promouvoir et former aux métiers stratégiques de la transition énergétique ;
3. Actionner les leviers techniques et financiers pour une diffusion des meilleures solutions d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de polluants ;
4. Aménager durablement le territoire et favoriser les nouvelles mobilités ;
5. Favoriser les mutations environnementales de l'économie régionale ;
6. S'appuyer sur l'innovation pour relever le défi énergétique et climatique ;
7. Développer les énergies renouvelables et les matériaux biosourcés ;
8. Anticiper la nécessaire adaptation au changement climatique ;
9. Assurer le suivi et l'évaluation du SRCAE.

⇒ Articulation du PLU de Gainneville avec le SRCAE

Le PLU assure sa compatibilité avec le SRCAE par la mise en œuvre de différentes orientations en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et du développement des énergies renouvelables, comme démontré au chapitre 7 du présent rapport environnemental.

Le choix définitif de développement de la commune de Gainneville a été effectué en prenant en compte les principes de soutenabilité et de gestion économe de l'espace. La négociation in itinere déclenchée par l'évaluation environnementale sur la base de la doctrine « ERC » a ainsi permis la mise en conformité du projet en termes de préoccupations écologiques (prise en compte exhaustive de la trame verte et bleue).

A cet effet, il est encore une fois important de signifier que le parti d'urbanisme adopté fait que le seul espace à urbaniser est délimité à l'intérieur de l'enveloppe bâtie. Le futur complexe sportif, peu artificialisé, est en continuité immédiate de la zone agglomérée, au Sud. Les divers objectifs d'aménagement (densification) ont été maîtrisés afin de préserver les composantes paysagères et les secteurs très sensibles de la commune.

Le développement de l'habitat est planifié au sein du périmètre urbanisé afin d'éviter toute artificialisation importante des espaces agricoles et naturels et, optimiser une localisation au plus près des services et équipements du centre-bourg. Une telle option a été clairement affichée par l'équipe municipale dès le commencement de l'étude et progressivement affirmée (§ 6.2.1, § 6.2.2, § 6.2.3 & § 6.2.4).

Le PLU intègre des mesures destinées à améliorer les dessertes au moyen des modes de déplacement doux (déplacements intra-communaux), même s'il faut regretter une très faible desserte des transports en communs qui permettrait d'espérer un meilleur report modal dans le cadre des migrations alternantes.

Des dispositions réglementaires permettent d'inciter au développement d'initiatives en faveur de l'habitat écoresponsable et de la valorisation des énergies renouvelables. Ainsi, la municipalité souhaite développer la qualité urbaine en encourageant le recours aux énergies renouvelables (notamment l'énergie solaire, la biomasse étant plus difficile à promouvoir à destination des particuliers). Le PADD incite à l'intégration architecturale des technologies renouvelables pour toute construction et au sein des paysages. La diversité des formes bâties est également autorisée afin d'optimiser l'orientation et l'exposition des constructions. Le règlement peut difficilement reprendre ces dispositions qui ne relèvent pas des prescriptions, mais de l'incitation.

Gainneville est aussi partie prenante du **PCET de la CODAH**, élaboré en 2008 et baptisé « Pep's l'énergie partagée ».

Ce plan comprend un programme d'actions afin de répondre à deux grands objectifs :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- Anticiper, prévenir et apporter des solutions face au changement climatique enclenché et à la fin annoncée des hydrocarbures à bas coût.

Les propos développés auparavant illustrent la contribution de la commune Gainneville aux objectifs du PCET de la CODAH.

3.2.4. Le SDAEP (Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable) de Seine Maritime

⇒ Vocation du document

Le schéma départemental d'alimentation en eau potable a pour objectif de trouver des solutions pérennes de sécurisation de l'alimentation en eau potable. Il vise à mettre à la disposition des collectivités un outil d'aide à la décision afin de fournir à l'horizon 2020, une eau conforme aux normes, en quantité suffisante et à un prix acceptable.

Les solutions proposées pour fiabiliser l'alimentation en eau relèvent de la protection à l'amont des points de captage d'eau, la recherche de nouveau point d'eau, l'interconnexion et le traitement des points d'eau.

⇒ Articulation du PLU de Gainneville avec le SDAEP

Le document d'urbanisme de Gainneville décline correctement les dispositions du SDAEP puisque qu'il est clairement édicté que toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Le PLU fait état d'une politique de préservation de la ressource en eau notamment à travers la préservation des zones naturelles perméables et par le fait que les nouvelles habitations soient systématiquement assainies en collectif, à l'exception de quelques parcelles d'habitat de part et d'autre de la RD.34, dans la vallée au Nord et, quelques habitations en retrait Sud de la RD.6015 à l'Est de l'ancien centre-bourg, rue de l'Eglise.

A Gainneville, l'eau potable est produite et distribuée par la **CODAH**. Ce service est assuré par une gestion en régie.

L'eau potable, consommée par les abonnés de la commune de Gainneville, provient des captages de **Saint-Laurent-de-Brévedent**, qui ne sont pas saturés et pourraient supporter de nouveaux branchements.

La qualité de l'eau de la commune est conforme aux normes l'Agence Régionale de la Santé de Haute-Normandie (ARS).

A priori, les **capacités de production et de distribution d'eau potable sont adaptées pour satisfaire les besoins liés à de nouveaux raccordements à Gainneville.**

En guise de rappel, la commune de Gainneville est concernée par deux périmètres de protection de captage : les périmètres de protection rapproché et éloigné de la source et du forage Durecu de Saint-Martin du Manoir et, le périmètre rapproché des sources et forages de Saint-Laurent de Brévedent.

Le périmètre éloigné concerne la totalité du Nord de la commune, depuis la RD.6015 ; les périmètres rapprochés concernent la Vallée (Source et Forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir). Dans ce cadre, des prescriptions relatives aux fuites et infiltrations d'eaux (pluviales et usées) doivent être respectées et certaines activités humaines sont interdites (carrières, etc.).

Enfin, il convient de souligner, comme détaillé au chapitre 7, que plusieurs orientations sont édictées de manière à respecter les petit et grand cycles de l'eau :

- Réaliser des dispositifs nécessaires à la collecte et à la gestion des eaux pluviales à la parcelle ;
- Favoriser l'infiltration des eaux à la parcelle, sauf en cas d'impossibilité technique ;
- Intégrer, dès leur conception, des dispositions techniques dites alternatives tel que le stockage, l'infiltration dans les espaces verts (noue, bassin filtrant...), la récupération des eaux de toitures ;
- Gérer de manière globale et intégrée les eaux pluviales au droit des opérations de développement selon un schéma d'aménagement d'ensemble de la zone ;
- Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux, et ceux visant à la limitation des débits évacués d'une parcelle devront être réalisés de manière appropriée et en adéquation avec l'opération et le terrain ;
- Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le milieu récepteur (fossés, cours d'eau, réseau...) ;
- La commune étant non équipée d'un réseau d'assainissement des eaux pluviales, des mesures sont édictées pour assurer la maîtrise des débits et l'écoulement des eaux de ruissellements par le biais des actions préconisées par le Plan communal d'aménagement d'hydraulique douce (PCAHD).

3.2.5. Le PDEDMA (Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés) de Seine Maritime

⇒ **Vocation du document**

La loi 92-6646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement, oblige chaque département à être couvert par un Plan départemental (ou interdépartemental) d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PEDMA).

Ce document fixe les grands objectifs de prévention et de gestion durable des déchets ménagers et assimilés pour les dix années à venir :

- Dresser un inventaire des types, des quantités et des origines des déchets à éliminer, y compris par valorisation, et des installations existantes appropriées ;
- Recenser les documents d'orientation et les programmes des personnes morales de droit public et de leurs concessionnaires dans le domaine des déchets ;
- Enoncer les priorités à retenir compte tenu notamment des évolutions démographiques et économiques prévisibles.

Le premier PEDMA, élaboré sous l'égide du Préfet, a été approuvé par arrêté préfectoral du 4 août 1998. Son élaboration a été l'occasion, pour les collectivités, d'engager une réflexion sur la modernisation de la gestion des déchets, qui s'est traduite, notamment, par un développement de la collecte sélective, l'implantation de déchetteries et la fermeture d'installations non conformes.

Soumis à une procédure de révision en 2006, ce plan a été adopté le 30 mars 2010 par délibération du Conseil Général. Il dresse aujourd'hui le cadre légal de la gestion des déchets dans le département.

Les principales orientations du PDEDMA de Seine-Maritime pour les dix prochaines années sont les suivantes :

- Réduire la production des déchets,
- Favoriser davantage la valorisation matière et organique ;
- Améliorer le service en déchetterie ;
- Créer deux centres de tri ainsi qu'un centre de stockage pour les Déchets Industriels Banals ;
- Organiser l'élimination des déchets dans la région de Dieppe ;
- Réhabiliter les décharges brutes à impact fort.

Le Plan met l'accent sur la réduction des déchets. Il ambitionne une réduction de la quantité des déchets collectés de l'ordre de 20 kg/hab/an en 2014 et de 60 kg/hab/an en 2019.

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec le PEDMA**

Le parti d'aménagement retenu consiste à privilégier un développement urbain maîtrisé **en favorisant l'intérieur du tissu urbain existant ou en continuité immédiate** (zone à vocation d'habitation). Ces dispositions permettent d'optimiser le système de collecte de déchets déjà en place.

La gestion des déchets, leur collecte et leur traitement, est une compétence assurée par **la Communauté de l'agglomération havraise (CODAH)**.

La déchetterie la plus proche est celle de Gonfreville-l'Orcher, située sur la zone d'activités du Parc de l'Estuaire, à 6 km environ de Gainneville.

En outre, **la CODAH** assure l'ensemble des opérations suivantes :

- la collecte en porte à porte ;

- la gestion des points d'apports volontaires ;
- l'accueil dans les déchetteries du territoire ;
- le transport vers les centres de traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- la valorisation et le traitement des déchets collectés.

Les modalités de collecte sont les suivantes :

- La collecte des recyclables (verre et emballages) est organisée en points d'apport volontaire ;
- La collecte en porte à porte des ordures ménagères est planifiée tous les jeudis.

3.2.6. La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'estuaire de la Seine

⇒ **Vocation du document**

Le Code de l'Urbanisme stipule que les PLU doivent être compatibles avec la DTA, document d'aménagement et d'urbanisme qui exprime les enjeux de l'Etat sur un territoire donné. Les collectivités locales, lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme doivent s'assurer que leur document est en compatibilité avec les orientations de ce document.

La Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de Seine a été approuvée par décret en Conseil d'Etat le 10 juillet 2006, elle met en avant trois grandes orientations :

1. Concrétiser l'ouverture internationale de l'estuaire et de la baie de Seine, en confortant les fonctions portuaires et logistiques de proximité, desservant les ports par les infrastructures de transport, optimisant l'offre foncière en matière d'activités et organisant les structures d'accompagnement ;
2. Préserver et mettre en valeur les milieux naturels et ruraux, le littoral et les paysages, en pérennisant le système estuarien, en tenant compte des enjeux du littoral et en préservant le patrimoine rural et paysager ;
3. Accompagner l'organisation d'un ensemble métropolitain sur Caen, Rouen, Le Havre, en confortant l'ensemble métropolitain en matière de fonctions stratégiques, en améliorant les échanges, en maîtrisant l'étalement urbain et en réaménageant les centres-villes, et en favorisant un développement équilibré de part et d'autre de l'estuaire s'appuyant sur le réseau des villes petites et moyennes qui conservent sur les territoires ruraux un rôle important de polarisation et d'animation du territoire.

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec la DTA de l'estuaire de la Seine**

A priori, il semble que la commune de Gainneville soit concernée par les trois orientations.

Concernant l'orientation n° 1, il conviendra de veiller à minimiser l'impact sur l'environnement de l'implantation de futures zones d'activités, des infrastructures inhérentes à ce type de développement. Une veille devra être assurée en phase programmation dans une perspective d'évitement maximum des nuisances, en phase « chantier » et, après l'achèvement des opérations afin d'envisager d'éventuelles mesures de réduction, voire de compensation.

L'objectif 2 de l'orientation 2 est décliné en 4 sous objectifs dont deux sont traductibles sur le territoire communal :

1^{ER}-OBJECTIF - METTRE EN VALEUR LES GRANDS ENSEMBLES NATURELS ET PAYSAGERS CARACTERISTIQUES DE LA NORMANDIE

Pour répondre à cet objectif, le PLU de Gainneville a inscrit dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables un certain nombre d'orientations allant dans ce sens :

- **Protéger** les éléments du patrimoine naturel participant au paysage identitaire de Gainneville (alignements boisés, mares, vergers, boisements...) ;
- Maintenir les **perspectives paysagères et les coupures d'urbanisation**.

Dans le zonage et dans le règlement écrit, ces orientations ont ainsi été traduites :

- Par **la préservation des perspectives paysagères** et de l'activité agricole : aucun secteur d'ouverture à l'urbanisation ;
- Par **la conservation du caractère rural** de la commune ainsi que la typicité du Pays de Caux : le règlement écrit impose que les alignements boisés existants soient conservés ou remplacés par des haies en essences locales. Les alignements boisés qui seront créés devront également être composés d'essences locales ;
- Par **le classement des espaces boisés, des alignements boisés, des zones humides, des vergers et des mares** au titre du Code de l'Urbanisme.

2^{EME} OBJECTIF : PREVENIR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

La commune de Gainneville est concernée par trois risques naturels : **le risque inondation et le risque effondrement lié aux cavités souterraines**

Le risque technologique est présent sur le territoire communal par le biais des exploitations agricoles. Sur les quatre (4) sièges d'exploitation, trois (3) relèvent du Régime sanitaire départemental (RSD). La dernière est une exploitation maraîchère qui ne présente aucun risque au regard de la réglementation en vigueur.

D'autres nuisances et risques liés aux activités humaines sont également répertoriés sur le territoire communal :

- Huit (8) sites susceptibles d'être pollués (inventaire BASIAS) coïncidant avec d'anciens sites industriels majoritairement englobés dans l'enveloppe bâtie, à l'exception d'un, localisé à proximité du bois des Marettes au Sud-Ouest ;
- Un (1) site pollué est officiellement inventorié (Source BASOL) correspondant à une station-service TOTAL sise rue de la Libération ;
- Trois (3) lignes aériennes de transport d'électricité ;
- Deux (2) canalisations sous pression dédiées au transport de gaz, exploitées par la société GRT Gaz ;
- Une (1) voie classée à grande circulation générant une zone d'inconstructibilité de 75 m de part et d'autre de la RD.6015, en dehors des espaces déjà urbanisés ;
- Quatre (4) zones bruit distribuées comme suit : une zone de bruit de catégorie 4 qui s'étend sur 30 m de part et d'autre de l'axe de la RD.111, une zone de bruit de catégorie 2 qui se déploie sur 250 m de part et d'autre de l'axe de la RD.6015, une zone de bruit de catégorie 3 qui se développe sur 100 m de part et d'autre de l'axe de la RD.6015 et, une zone de bruit de catégorie 4 qui concerne une zone de 30 m de part et d'autre de l'axe de la RD.6015 (voir carte au 4.4.7 du volume 1 du rapport de présentation).

La protection des biens et des personnes par rapport aux risques est l'une des orientations prioritaires du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune.

Ces orientations se sont traduites dans le règlement écrit et dans le zonage :

- Par la maîtrise de l'urbanisation aux abords des exploitations agricoles majoritairement implantées au sein ou à proximité des zones bâties ;
- Par la mise en place de périmètres de risque autour de chaque axe de ruissellement selon l'importance et l'occurrence du risque ;
- Par la réalisation d'une étude de Recensement des Indices de Cavités Souterraines et par des prescriptions particulières en termes de constructions dans le règlement écrit. Le risque lié aux effondrements de falaise est également traité dans le PLU via la déclinaison de la doctrine départementale de la DDTM dans les pièces réglementaires ;
- Par la prise en considération des dispositions inhérentes aux voies classées à grande circulation et aux zones de bruit.

D'autres dispositions ont été traduites dans le règlement écrit et dans le zonage de Gainneville :

- Par la prise en compte des entités relevant du patrimoine à dominante naturelle ;
- Par la prise en considération du risque inondation ;
- Par la gestion économe des espaces (comblement des espaces interstitiels pour l'habitat) ;
- Par la promotion du report modal (instauration d'un réseau de cheminement doux...).

Concernant l'orientation n° 3, la commune de Gainneville est identifiée comme partie intégrante de l'agglomération du Havre. A ce titre, elle est concernée par cette orientation particulière. Le projet urbain doit notamment viser à :

- Conforter les pôles urbains (actions de renouvellement urbain, accessibilité des zones d'emplois et des équipements...) ;
- Tirer un parti optimal des axes structurants des transports collectifs ;
- Privilégier à leur périphérie un modèle de développement polycentrique.

3.2.7. Le SCoT (Schéma de cohérence territoriale) Le Havre Pointe de Caux Estuaire

⇒ Vocation du document

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire qui vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé.

Depuis l'entrée en application de la loi « ENE », dite « Grenelle II », les documents d'urbanisme (SCoT, PLU et Cartes Communales) doivent respecter les grands objectifs de développement durable détaillés dans l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Les grands principes de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, qui avaient introduit les SCoT et les PLU, sont donc renforcés : le renouvellement urbain et le développement maîtrisé, la diversité des fonctions urbaines et rurales, la mixité sociale, la prévention des risques, soit autant de grandes orientations réaffirmées.

La loi « ENE », dite Grenelle II ont également intégré de nouveaux principes à respecter dans les documents d'urbanisme :

- L'utilisation économe de l'espace ;
- La préservation des surfaces agricoles et forestières ;
- La diminution des obligations de déplacements ;
- Le développement des Technologies de l'Information et de la Communication ;
- La préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- La préservation de la biodiversité et des écosystèmes.

La loi ALUR (loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé) de mars 2014 réorganise la hiérarchie des normes des documents d'aménagement du territoire et renforce le rôle intégrateur du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale).

L'opposabilité d'un document dit de rang supérieur par rapport à un PLU se traduit par des relations de conformité, de compatibilité, ou de prise en compte. Ainsi, un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

Selon l'article L131-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU de Gainneville doit ainsi intégrer un **rapport de compatibilité** avec **le Schéma de Cohérence Territoriale Le Havre Pointe de Caux**.

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire qui vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé.

Le SCoT expose alors un projet partagé par les collectivités, il exprime les objectifs et les choix de développement pour le territoire.

Le SCoT Le Havre Pointe de Caux a été approuvé le 13 février 2012.

L'élaboration du PADD du SCoT s'est articulée autour de 5 grands axes :

1. Assurer le rayonnement : une condition de vitalité métropolitaine ;
2. Développer la compétitivité : l'impensable défi ;
3. Accroître la qualité de vie : facteur décisif d'attractivité ;
4. Structurer le territoire ;
5. Améliorer les conditions de déplacements.

Le Document d'Orientations Générales retient, quant à lui, quatre (4) grandes orientations à mettre en œuvre, que sont :

1. Assumer les spécificités pour renforcer l'identité et la différenciation ;
2. Encourager le rayonnement afin de donner envie et d'attirer ;
3. Développer la compétitivité pour renforcer le positionnement dans l'économie internationale ;
4. Mettre en œuvre des critères exigeants pour le renforcement de la qualité de vie.

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec le SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire**

La commune de Gainneville est plus particulièrement concernée par les orientations 1, 3 et 4 qui prévoient :

ORIENTATION 1 – ASSUMER LES SPECIFICITES POUR RENFORCER L'IDENTITE ET LA DIFFERENCIATION

1.4. S'APPUYER SUR LES CARACTERISTIQUES PAYSAGERES DU PLATEAU DE CAUX

L'objectif est de mettre en valeur les éléments paysagers du plateau de Caux :

- **identifier, préserver, restaurer les structures paysagères identitaires** ;
- **promouvoir le patrimoine hydrographique et naturel** en conjuguant les constituants d'un plan vert et bleu ;
- **organiser des liaisons entre les valleuses et vallons du front de Seine et les crêtes de falaise** ;
- **entretenir et restaurer les boisements en bords de falaises** ;
- **promouvoir les sentiers de randonnée** et les connecter aux réseaux voisins.

Le projet de PLU valorise la qualité paysagère de Gainneville. Aussi, les grandes unités paysagères sont préservées autant que possible au sein des zones Agricole et Naturelle.

Les éléments du patrimoine naturel ont été identifiés et certains classés au titre du Code de l'Urbanisme. Les règles d'urbanisme ont également été déterminées pour préserver la qualité paysagère (articles 11 & 13).

1.5. LES BOURGS ET LES VILLAGES

L'objectif est d'identifier les **éléments identitaires** et les inscrire dans les projets d'aménagement, réaliser une étude déterminant les points forts du paysage à valoriser ou à recomposer pour tout programme d'extension urbaine.

Les éléments du patrimoine bâti ont été identifiés et certains classés au titre du Code de l'Urbanisme. Les clos-masures traditionnels ont fait l'objet de dispositions particulières (secteur), soixante-cinq (65) éléments bâtis ponctuels et sept (7) éléments bâtis linéaires ont été identifiés, valorisant quelques belles demeures, des établissements de santé et pointant des bâtiments de caractère réhabilitables.

1.7. TRAITER ATTENTIVEMENT LES INTERFACES

Pour traiter les **interfaces entre les milieux urbain et rural** il s'agit de **maintenir des espaces significatifs** (espaces publics de la trame des continuités écologiques verte et bleue) et d'**appuyer les fronts urbains sur des limites paysagères ou géographiques** afin de créer des transitions lisibles, de préserver des corridors écologiques et de participer à la maîtrise des ruissellements d'origine agricole.

Pour traiter **l'interface entre le plateau et la plaine alluviale**, il s'agit de **protéger les valleuses** dans leur triple fonction de voies de circulation, de corridors écologiques et de zone d'écoulement des eaux pluviales.

Le PLU de Gainneville préserve, en l'état actuel du parti d'urbanisme, les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité de toute urbanisation. De plus, des coupures d'urbanisation ont été instaurées et la continuité du terroir agricole assurée.

1.8. LA SPECIFICITE TOPOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE

L'objectif est de **mettre la gestion de l'eau pluviale au centre de la conception des projets, garantir la qualité paysagère et bâtie des entrées de ville** le long des axes majeurs.

Le PLU de Gainneville prend en compte les dispositions préconisées par le Plan communal d'aménagement d'hydraulique douce (PCAHD) et décline les actions d'aménagement pour lutter contre le risque lié au ruissellement. La gestion des eaux pluviales à la parcelle est traitée dans le règlement écrit.

ORIENTATION 3 - DEVELOPPER LA COMPETITIVITE POUR RENFORCER LE POSITIONNEMENT DANS L'ECONOMIE INTERNATIONALE

3.5. L'AGRICULTURE

L'objectif est de **maintenir l'agriculture, proscrire le mitage, limiter au maximum le développement des hameaux et éviter l'installation d'infrastructures ou d'équipements déstructurant les exploitations**. Il est également nécessaire d'inscrire ces espaces en zone A ou N des PLU, de prévoir les passages nécessaires à libre circulation des engins agricoles dans le cadre du développement urbain et de soutenir des aménagements paysagers favorisant la biodiversité et la lutte contre le ruissellement.

Outre le potentiel d'urbanisation du centre-bourg, le territoire de Gainneville est relativement préservé de l'urbanisation et largement dédié à l'agriculture plurifonctionnelle et diversifiée. Le projet du SCoT prévoit de conserver cette organisation territoriale de façon pérenne.

ORIENTATION 4 - METTRE EN ŒUVRE DES CRITERES EXIGEANTS POUR LE RENFORCEMENT DE LA QUALITE DE VIE

4.1. UN TERRITOIRE STRUCTURE AUTOUR D'UNE ARMATURE URBAINE POLYCENTRIQUE

Le PLU de Gainneville permet de seulement urbaniser le centre-bourg de Gainneville, identifié comme **un des principaux potentiels d'urbanisation** du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

4.2. UNE TRAME VERTE ET BLEUE

Les réservoirs boisés et aquatiques répertoriés dans le SRCE vont conserver leur vocation puisque majoritairement positionnés en dehors de toute zone constructible à vocation d'habitation. Ainsi, le rôle écologique des réservoirs et leur inscription visuelle dans le paysage se trouvent pérennisés par le biais du PLU de Gainneville. Il faut donc souligner que les zones à dominante naturelle ont finalement été épargnées de tout projet d'aménagement et également classées au titre du Code de l'Urbanisme.

La mise en relation des entités écologiques est concrétisée par des dispositions de préservation au titre du Code de l'urbanisme des différents corridors présents sur le territoire communal. Les emprises spatiales des corridors et réservoirs sont ainsi clairement identifiés comme zones à maintenir hors de portée de tout projet générant fragmentation et artificialisation. La perméabilité écologique de ces milieux se trouve ainsi confortée.

4.3. UN ENVIRONNEMENT SAIN ET SECURISE

L'objectif est de **restreindre les zones imperméabilisées, restaurer autant que possible les zones d'expansions de crue, enherber – reboiser les zones-tampons**, prendre en compte le PPRI, privilégier les **ouvrages d'hydraulique douce** dans les projets et ne pas augmenter les rejets dans le milieu naturel.

Le PLU de Gainneville reprend et traduit réglementairement avec rigueur les dispositions préconisées par le Plan communal d'aménagement d'hydraulique douce (PCHAD). Il considère également le risque effondrement lié à la présence d'indices de cavités souterraines.

4.4. DES CONDITIONS DE VIE ATTRACTIVES POUR TOUS

L'objectif est de privilégier la **densification des bourgs et des villages**, **localiser les extensions urbaines en continuité des taches urbaines**, travailler sur des formes urbaines **moins consommatrices d'espace** et mettre en œuvre les conditions de **mixité des populations**.

Le parti d'urbanisme retenu privilégie la densification du centre-bourg. La seule zone de développement est au centre de la zone agglomérée.

3.2.8. La charte paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire

⇒ **Vocation du document**

La Charte Paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire a été signée le 21 octobre 2011. Les élus se sont engagés à mettre en œuvre une stratégie d'actions définie au travers de trois axes principaux :

1. Mettre en avant les fondements et principes concernant la qualité du cadre de vie ;
2. Valoriser et aménager le territoire pour le rendre plus attractif ;
3. Se doter d'outils et de compétences pour réussir.

Les grandes actions et orientations de la Charte Paysagère ont été reprises et intégrées dans le SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec la Charte paysagère du Pays Le Havre Pointe de Vaux Estuaire**

La déclinaison à l'échelle de la commune de Gainneville apparaît évidente dans la mesure où les dispositions du SCoT ont toutes été correctement traduites dans le PLU, quand la commune était concernée.

Il convient cependant de rappeler ce qui doit être affiché dans le cadre de ladite charte.

L'essentiel de la surface communale est vouée à peu évoluer à l'échelle temporelle du PLU. Elle se compose majoritairement, d'un point de vue paysager, d'un espace agricole ouvert et de quelques boisements périphériques.

Le PLU de Gainneville permet de préserver les espaces à vocation agricole en privilégiant le maintien du maraîchage, de l'élevage et de la prairie.

La trame verte et bleue, sur Gainneville, se compose de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques qui présente un intérêt certain pour le fonctionnement écologique à une échelle plus large que le seul territoire communal.

Il faut enfin souligner que Gainneville constitue un pôle urbain secondaire dans le cadre du SCoT. A ce titre, le territoire communal a vocation à accueillir des activités économiques supplémentaires sur le long terme (2AUe).

3.2.9. Le Plan de déplacements urbains (PDU) de la CODAH

⇒ **Vocation du document**

Ce plan détermine, dans le cadre d'un périmètre de transport urbain, l'organisation du transport des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement sur dix ans. Tous les modes de transports sont concernés, ce qui se traduit par la mise en place d'actions en faveur des modes de transports alternatifs à la voiture particulière : transports en commun, deux roues, marche, etc.

La première révision du PDU de la CODAH a été approuvée le 14 mars 2013. Plusieurs enjeux sont au cœur de ce document, qui se décline en 8 orientations et 19 actions. Les scénarios du PDU sont prévus pour le court-moyen terme (2012-2017) et le long terme (2022).

Certaines seront à prendre en compte dans la définition du projet d'urbanisme de la commune de Gainneville (voir 1.2.2.2 du volume 1 du rapport de présentation).

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec le PDU de la CODAH**

Sont exclusivement rappelés ci-après les orientations et actions ayant vocation à contribuer à l'amélioration du bilan environnemental de la commune.

Mieux articuler transports et urbanisme

Gainneville est partiellement comprise dans la zone d'influence de la halte ferroviaire Saint-Laurent / Gainneville, située sur le territoire de Saint-Laurent-de-Brévedent, à 1,8 km du centre-bourg, soit quatre minutes en voiture.

En terme de développement territorial, la zone d'activités des Jonquilles est identifiée comme projet d'aménagement dans le PDU de la CODAH et classée comme zone à urbaniser à long terme dans le PLU de Gainneville (2AUe).

Les objectifs sont le renforcement de la cohérence entre l'urbanisme et les transports et la concentration des densités urbaines sur les centralités et les projets urbains.

Répondre aux enjeux de desserte TC des centralités

A Gainneville, l'objectif est d'offrir une possibilité de développement durable aux communes desservies par les gares à condition qu'elles densifient autour des gares.

Favoriser la pratique de la marche à pieds et l'usage du vélo

Un des objectifs est de favoriser l'usage du vélo à l'échelle de la CODAH. Des liaisons intercommunales (Gainneville / Harfleur ; Rogerville / Saint-Laurent-de-Brévedent) traversent la commune.

Mettre en cohérence l'usage de la voiture et la vie urbaine

Dans le but de poursuivre le Schéma Directeur d'usage des voiries et de décliner des principes d'évolution par type de voie, les objectifs affichés portent sur l'amélioration de la lisibilité du réseau de voirie (aménagements) et son accessibilité, l'amélioration du cadre de vie et la sécurité sur les voies traversant des zones urbaines ou résidentielles, le partage de la voirie et, le report modal vers les modes doux et les transports en commun. A Gainneville, il s'agira d'aménager la RD.6015 afin de sécuriser la traversée de la commune.

Prendre en compte la logistique urbaine

Dans le but d'adapter des itinéraires dédiés aux transports de marchandises pour les zones d'activités, l'objectif est d'adapter sur Gainneville les infrastructures routières et veiller aux raccordements des futures implantations ou extensions des zones d'activités aux réseaux.

Limitier les nuisances et les pollutions, améliorer la sécurité et le cadre de vie

A Gainneville, les objectifs portent notamment sur l'optimisation de l'utilisation du réseau de voiries, l'amélioration de la sécurité par la réduction des délais d'intervention et d'alerte des usagers (premier objectifs du Plan de Gestion de Trafic), la surveillance du réseau et, la gestion des dysfonctionnements de façon concertée.

Faire partager et connaître les enjeux de la mobilité durable

Les objectifs du PDU sont de promouvoir le PDU de la CODAH sur le territoire communal, de favoriser l'intermodalité et de faciliter un meilleur partage de l'espace public.

3.2.10. Le Programme local de l'habitat (PLH) de la CODAH

⇒ **Vocation du document**

Il s'agit d'un document de prévision et de programmation visant à répondre aux besoins en logements de la population.

Le programme d'actions du PLH est structuré autour de 7 axes d'intervention :

1. Porter les efforts sur la rénovation et l'adaptation du parc ;
2. Réhabiliter les parcs privés anciens déradés en secteur diffus ;
3. Massifier la rénovation énergétique ;
4. Adapter l'effort de construction à la demande ;
5. Organiser la mixité et le parcours résidentiel ;
6. Apporter des réponses adaptées aux besoins des personnes âgées et handicapées, des jeunes et des étudiants, aux personnes défavorisées et aux gens du voyage ;
7. Assurer le suivi et l'évaluation du programme d'action du PLH.

⇒ **Articulation du PLU de Gainneville avec le PDU de la CODAH**

La commune de Gainneville, faisant partie de la CODAH, est soumise aux dispositions du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2016/2021, adopté en Conseil Communautaire le 7 juillet 2016.

Pour les communes périurbaines, dont Gainneville fait partie, le PLH fixe un objectif de production de logements sociaux de 20%, soit environ 115 logements sociaux neufs construits entre 2016 et 2021. Cela représente une moyenne d'environ dix constructions par commune périurbaine.

Globalement, le PLH décline un objectif à minima de soixante-douze (72) constructions neuves entre 2016 et 2021 pour la seule commune de Gainneville, soit une moyenne annuelle de production de douze nouveaux logements.

3.3. Prise en compte dans le PLU des politiques internationales, européennes et nationales

3.3.1. Biodiversité et milieux naturels

⇒ **La loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature**

Cette loi stipule que « les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres écologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation et des ressources qui peuvent valoriser les territoires ». Elle précise qu'il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine dans lequel il vit et de contribuer à la protection de l'environnement.

Les modalités définitives édictées dans le cadre du règlement écrit et du plan de zonage du PLU de Gainneville permettent de respecter les dispositions imposées par la loi.

⇒ **La loi n° 95-101 du 2 février 1995, dite « loi Barnier »**

Cette loi instaure l'inventaire départemental du patrimoine naturel, qui est établi par l'Etat dans chaque département. Il recense les sites, paysages et milieux naturels, ainsi que les mesures de protection de l'environnement, les moyens de gestion et de mise en valeur qui s'y rapportent.

Le projet de PLU de Gainneville a été élaboré en prenant en compte ces obligations lorsqu'elles ont été portées à connaissance.

⇒ **La directive européenne n° 92/43 dite « Habitats » du 21 mai 1992**

La directive de l'Union européenne 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages, plus généralement appelée **directive habitats faune flore** ou encore **directive habitats** est une mesure prise afin de promouvoir la protection et la gestion des espaces naturels à valeur patrimoniale que comportent ses États membres, dans le respect des exigences économiques, sociales et culturelles. Elle s'appuie pour cela sur un réseau cohérent de sites écologiques protégés, le réseau Natura 2000.

Le projet de PLU de Gainneville a été élaboré en prenant en compte cette directive même si puisque le territoire n'est pas concerné par des sites Natura 2000. Une analyse des incidences du projet de PLU sur l'ensemble du patrimoine naturel a été menée, y compris en matière de nature ordinaire, cette dernière pouvant constituer des refuges et habitats banals, mais indispensables.

⇒ **La circulaire n°91-71 du 14 mai 1991 relative aux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)**

L'inventaire des ZNIEFF est un outil de connaissance du patrimoine naturel de France. Il constitue une des bases scientifiques majeures de la politique de protection de la nature. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques en tenant compte du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice. La prise en compte d'une zone dans le fichier ZNIEFF ne lui confère cependant aucune protection réglementaire.

Bien que l'inventaire ZNIEFF ne constitue pas un document opposable aux tiers, sa prise en compte est une nécessité dans toutes les procédures préalables aux projets d'aménagement, et ne pas en tenir compte conduit à des recours contentieux qui font aujourd'hui jurisprudence.

Il convient de distinguer deux types de ZNIEFF :

- Les **ZNIEFF de type I**, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les **ZNIEFF de type II** qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Une (1) seule Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est localisée sur le territoire de Gainneville. Une (1) ZNIEFF de type 2 :

- *La ZNIEFF terrestre de type 2 : Les falaises et les vauzeuses de l'estuaire de la Seine.*

L'emprise de cette ZNIEFF est peu conséquente sur Gainneville puisque ne couvrant que 5,9 ha. Cependant, elle demeure révélatrice de la richesse naturelle relative qui persiste au sein d'un territoire communal en périphérie d'une vaste agglomération.

⇒ **La loi ENE (dite Grenelle II) du 12 juillet 2010**

Elle introduit la notion de continuité écologique et de trames verte et bleue. L'objectif est la lutte contre la perte de biodiversité en favorisant le déplacement de la faune et donc, le brassage génétique des espèces ainsi qu'un accès facilité aux espaces de repos, de chasse...

La version finale du PLU de Gainneville a été élaborée en accord avec les grands principes de cette loi. Ainsi, en fixant un cadre au développement futur du territoire, par une politique en faveur de la recherche de formes urbaines plus denses, la limitation des consommations foncières, le non-développement de zones d'habitat diffus, le document d'urbanisme ainsi finalisé contribue à lutter véritablement contre les consommations d'espaces naturels, forestiers et agricoles.

Comme déjà explicité précédemment, l'analyse spécifique de la trame verte et bleue menée à l'échelle communale a permis de mettre en évidence la préservation réelle des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. Les principaux enjeux étant d'enrayer la perte de biodiversité, d'améliorer les connaissances sur les espaces naturels et de mieux intégrer la nature en ville par le biais des réflexions qui ont été menées en élaborant le document d'urbanisme.

Le PLU de Gainneville, dans sa version finale négociée en faveur de l'environnement, va dans le sens des orientations imposées par la loi en rappelant la nécessité de respecter la réglementation thermique en vigueur, en encourageant le recours aux énergies renouvelables, en faisant la promotion d'un urbanisme soutenable au moyen de nouvelles formes urbaines, plus compactes et moins énergivores. Ces dispositions permettent de contribuer à la transition énergétique, donc de lutter contre le changement climatique.

Il est tenu compte de la trame verte et bleue dans les opérations d'aménagement par la préservation de la végétation et des petits milieux existants, par la perméabilité des clôtures au droit des zones de passage afin d'autoriser le déplacement des espèces.

3.3.2. Paysage et patrimoine

⇒ La loi du 2 mai 1930 instaurant les sites classés et inscrits

Une liste est établie par la commission départementale des sites, paysages et perspectives, comportant les monuments naturels et les sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

Dans le présent cadre, il convient de rappeler que la commune de Gainneville n'accueille ni site classé (0), ni site inscrit (0). Le site classé du Château d'Orcher et le site inscrit du Parc du château d'Orcher sont bien trop éloignés de la commune de Gainneville pour être considérés dans le cadre de cette évaluation environnementale. Les périmètres de ces derniers n'empiètent en rien sur le territoire communal étudié.

Il convient de souligner cependant que les effets juridiques des classements sont nombreux et se concrétisent en urbanisme par les dispositions suivantes :

- *Aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un délai de 12 mois, sauf autorisation spéciale et sous réserve de l'exploitation courante des fonds ruraux et de l'entretien normal des constructions ;*
- *De même, les monuments naturels et les sites qui sont classés ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale ;*
- *Le permis de démolir est obligatoire pour toute démolition de construction ;*
- *Le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping sont interdits sauf dérogation accordée par l'autorité administrative après avis de la CDNPS. Par ailleurs, l'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée, est interdite ;*
- *L'affichage et la publicité sont totalement interdits sur les monuments naturels et les sites classés.*

Les inscriptions instaurent une protection légère imposant pour l'essentiel une obligation de déclaration de travaux et aménagement non liés à l'exploitation et à l'entretien normal des terrains. Elle n'entraîne pas d'interdiction totale de modification des lieux mais instaure un contrôle sur toute action susceptible d'en modifier les caractéristiques.

La loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 dite loi « paysage »

Cette loi instaure la protection et la mise en valeur des paysages d'intérêt général. Chaque collectivité publique est le gestionnaire et le garant du paysage dans le cadre de ses compétences et doit à ce titre en assurer la protection et la mise en valeur.

Le règlement écrit du PLU de Gainneville fait un recours généralisé aux articles L.151-19 et L.151-23 permettant de préserver les entités paysagères d'intérêt, tant du point de vue cadre de vie que du point de vue écologique.

3.3.3. Ressource en eau et assainissement

⇒ La loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992

L'article 1 stipule que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. [...] Son usage [...] appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis ». Vingt ans après l'adoption de la première loi sur l'eau de 1964, cette nouvelle loi permet de planifier la gestion de la ressource à travers l'instauration des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), à l'échelle des grands bassins versants, et les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), qui eux s'appliquent à une échelle plus locale.

Les dispositions relatives à la loi sur l'eau du PLU de Gainneville sont édictées aux paragraphes 1.2.4.2 du Volume 1 du rapport de présentation et commentées au paragraphe 3.2.2 du présent rapport environnemental. En l'absence de SAGE, il n'est pas fait état de dispositions opposables s'imposant au PLU.

⇒ **La directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil, dite Directive Cadre sur l'Eau (DCE)**

Cette directive donne un objectif de « bon état écologique » des eaux continentales, souterraines et côtières de l'ensemble de l'Union Européenne. Pour les eaux souterraines, elle ajoute de plus un objectif de bon état quantitatif et chimique.

Elle prévoit l'élaboration, dans le cadre de districts hydrographiques, des plans de gestion présentant la situation actuelle des ressources en eau et les objectifs environnementaux à atteindre pour ces ressources.

⇒ **La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006**

Cette loi transpose en droit français la DCE afin d'arriver aux objectifs qu'elle a posés. En particulier, elle vise le bon état des eaux d'ici 2015, l'amélioration des conditions d'accès à l'eau pour tous, davantage de transparence dans le fonctionnement du service public de l'eau, et enfin la rénovation de l'organisation de la pêche en eau douce. La loi sur l'eau, codifiée aux articles L.210-1 à L.218-81 dans le Code de l'Environnement, instaure une gestion globale, qualitative et quantitative de l'eau et impose de soumettre à déclaration ou autorisation les ouvrages, installations, travaux ou activités susceptibles d'affecter la ressource en eau et le milieu aquatique.

Les procédures d'autorisation et de déclaration de telles installations sont réglementées aux articles R.214-1 à R.214-6 du Code de l'Environnement. Des dossiers spécifiques de déclaration ou d'autorisation dont le contenu est fixé au Code de l'Environnement, partie réglementaire (articles R.214-32 et R.214-6) doivent fournir les éléments d'appréciation des incidences des travaux sur les milieux aquatiques et les usages associés.

La législation prévoit également la mise en place de périmètres de protection autour des points d'eau utilisés pour la production d'eau potable.

Le PLU de Gainneville est décliné dans le juste prolongement des objectifs de ladite loi puisque des modalités de protection et de préservation de la ressource en eau sont clairement définies. En présence de zones humides et de mares, les dispositions en vigueur apparaissent essentiellement préventives dans la mesure où la vulnérabilité de la ressource en eau est quasi-nulle au regard du projet de PLU. De plus, la seule zone d'urbanisation planifiée dans le cadre du présent document d'urbanisme donne lieu à des orientations d'aménagement et de programmation qui intègrent la gestion des eaux de ruissellement.

Il convient de signifier également le recours au Plan communal d'aménagement d'hydraulique douce (PCAHD). Par ce biais, la commune mène une politique de gestion des phénomènes de ruissellement pour préserver les ressources en eau souterraine des risques de pollution et met progressivement en place sur son territoire des ouvrages de collecte, de stockage et de régulation des eaux de ruissellement pour lutter contre les inondations et protéger ainsi les biens et les personnes.

Trois principaux secteurs de ruissellement ont été identifiés :

- Les ruissellements provenant du plateau agricole, au Nord de la RD.6015, qui se dirigent vers la vallée du Saint-Laurent ;
- L'axe qui traverse l'espace urbain de la Côte des Châtaigniers et qui se dirige vers Saint-Laurent-de-Brévedent ;
- Les axes qui prennent naissance au Sud de la RD.6015, au niveau du parc des Jonquilles et qui se dirigent vers le Bois des Marettes.

3.3.4. Nuisances, pollutions (air, sol) et gestion des déchets

⇒ **La directive européenne 2008/50/CE du 18 mai 2008**

Elle concerne la qualité de l'air ambiant et un air pur en Europe, et fixe notamment des objectifs de qualité de l'air ambiant afin d'éviter, de prévenir et de réduire les effets nocifs pour la santé et l'environnement. Elle prévoit également la mise à disposition du public des informations sur la qualité de l'air.

⇒ **La Loi sur l'air 96-1236 du 30 décembre 1996**

La Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie datée de 1996, reprise dans le Code de l'Environnement, affirme le droit à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et fonde les conditions de la surveillance de la qualité de l'air et de l'information du public. Cela se traduit par des actions visant à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, et à préserver la qualité de l'air.

Le PLU de Gainneville prévoit le maintien et l'amélioration du réseau de cheminement doux intra-communal de manière à apporter sa contribution à de moindres émissions de gaz à effet de serre, en incitant le report modal de la voiture vers les modes actifs.

Il convient dès lors de souligner que les emplacements réservés n° 1a, 1b et 2, identifiés dans le cadre du PLU de Gainneville (Titre VII du règlement écrit), ont pour vocation, de compléter le réseau de cheminement doux de la commune.

⇒ **La loi-cadre sur le bruit du 31 décembre 1992**

La loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite loi "Royal" ou loi "bruit", premier texte global en la matière, constitue sans doute le premier effort notable de formulation d'un texte fondateur renforçant la législation existante sans forcément remanier ni remplacer les textes précédents en matière de bruit.

Cette loi cadre a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Dans tous les domaines où il n'y est pas pourvu par des dispositions spécifiques, elle a pour but de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précaution des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement. Les dispositions prévues par cette loi :

- Instaurent des mesures préventives pour limiter les émissions sonores ;
- Réglementent certaines activités bruyantes ;
- Fixent de nouvelles normes applicables aux infrastructures de transports terrestres ;
- Instaurent des mesures de protection des habitants touchés par le bruit des transports aériens financées par une taxe sur les aéroports ;
- Simplifient la constatation des infractions et créent de nouvelles catégories d'agents de l'Etat et des communes habilités à les constater ;
- Renforcent les mesures judiciaires et administratives pour l'application de la réglementation.

En matière d'urbanisme, par exemple, la loi « Bruit » limite la constructibilité au droit des structures qui émettent de fortes nuisances sonores (aéroport, voie à grande circulation...). Sur le plan de l'acoustique des bâtiments, la loi impose une isolation renforcée près des zones affectées par les transports bruyants. L'accès aux niveaux sonores via les documents d'urbanisme informe le citoyen sur les nuisances auxquelles il s'expose en choisissant son lieu d'habitation.

L'arrêté du 30 mai 1996, complété par celui du 27 mai 2016, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit est venu préciser les modalités d'application de la loi cadre en :

- Déterminant, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transport terrestres recensées ;
- Fixant la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces infrastructures ;
- Fixant les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- En déterminant, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres en fonction des critères prévus par le décret 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres.

La commune de Gainneville est concernée par le classement de deux (2) voies bruyantes :

- *La RD.111 se voit appliquer un périmètre de 30 mètres de part et d'autre de l'axe de la route, uniquement dans la côte des Châtaigniers, en limite de Saint-Laurent de Brévedent ;*
- *la RD.6015 se voit appliquer un périmètre de 250 mètres (catégorie 2) de part et d'autre de l'axe de la route en sortie d'agglomération à l'Ouest, un périmètre de 100 mètres (catégorie 3) de part et d'autre de l'axe de la route en périphérie de l'enveloppe bâtie et, un périmètre de 30 mètres (catégorie 4) de part et d'autre de l'axe de la route pour le secteur urbain central.*

3.3.5. Risques naturels et technologiques

⇒ **La loi n°76-633 du 19 juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement.**

Sont soumis aux dispositions de cette loi les usines, ateliers, dépôts, chantiers, carrières et d'une manière générale les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Le territoire de Gainneville comprend quatre (4) sièges d'exploitations agricoles. Sur ces quatre (4) sites, trois (3) relèvent seulement du Régime sanitaire départemental (RSD).

⇒ **La Loi n°77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques.**

Les dispositions de cette loi tendent à protéger l'homme et son environnement contre les risques qui peuvent résulter des substances chimiques, c'est-à-dire des éléments et de leurs combinaisons, tels qu'ils se présentent à l'état naturel ou qu'ils sont produits par l'industrie, tant à l'état pur qu'incorporé dans des préparations.

Afin de minimiser toute éventuelle exposition aux produits chimiques, le PLU de Gainneville stipule, pour tous les secteurs à vocation d'habitat, que les constructions à vocation agricole, forestière et industrielle sont interdites (à l'exception des exploitations agricoles déjà implantées à proximité des zones d'habitation pour lesquelles des périmètres de réciprocité ont été générés).

Cette réglementation des usages est précisée au sein de l'article 1 « Occupations et utilisations du sol interdites » des zones à dominante d'habitat. De plus, il est important de rappeler que le volume n°1 du rapport de présentation du PLU revêt une valeur informative non négligeable, tout autant qu'il contribue à la communication de la connaissance et à la sensibilisation sur le sujet.

De plus, il faut souligner que la commune de Gainneville est concernée par deux (2) canalisations sous pression de transport de gaz exploitées par la société GRT gaz, réglementées par l'arrêté du 4 août 2006 du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et du ministre délégué à l'industrie.

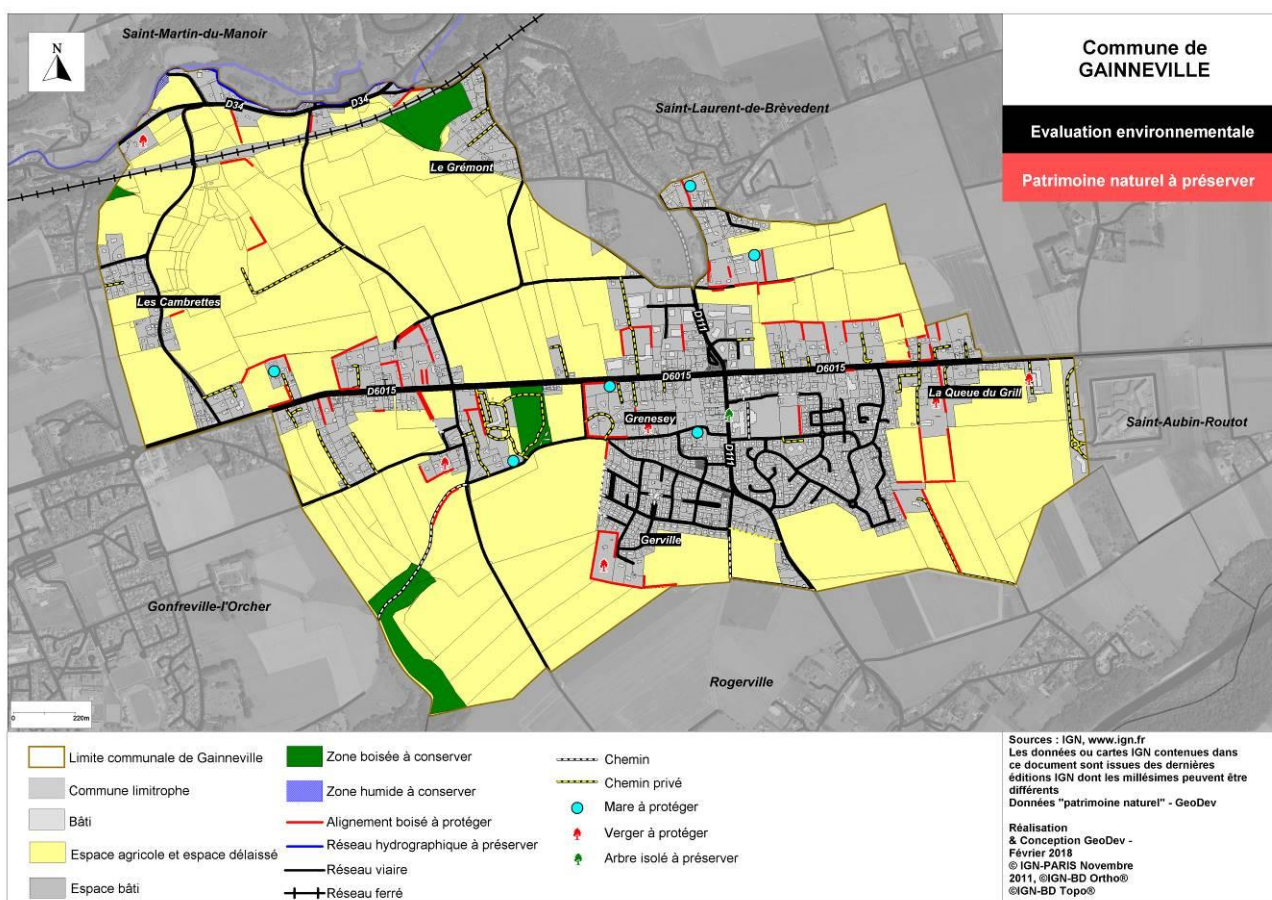
4. Analyse de l'état initial de l'environnement

4.1. Correspondances réglementaires

Le présent rapport a été réalisé en application des parties législative et réglementaire du Code de l'urbanisme. Est rappelé ci-dessous le contenu réglementaire déjà formalisé au titre du Code de l'Urbanisme dans les autres pièces constitutives du dossier de PLU.

Contenu réglementaire de l'évaluation environnementale	Correspondance avec les documents constitutifs du PLU
<p>Etat initial de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Milieu physique et patrimoine géologique • Risques naturels • Espaces naturels et entités paysagères • Nuisances et risques liés aux activités humaines • Synthèse de l'état initial de l'environnement 	<p>Rapport de Présentation Volume 1 : « Diagnostic et besoins » Chapitre 4 : « Etat initial de l'environnement »</p>

Le patrimoine à dominante naturelle de Gainneville



4.2. Caractéristiques des thématiques et zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU

4.2.1. Contexte réglementaire

L'intégration de l'environnement dans les politiques publiques, amorcée par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, a été renforcée par la directive européenne n°2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Ainsi, la directive 2001/42/CE a introduit l'obligation d'évaluer les incidences de certains plans et programmes, qui sans autoriser par eux-mêmes la réalisation de travaux, risquent d'affecter la protection de l'environnement.

L'article L.414-4 du Code de l'Environnement et les articles R.414-19 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2010-365 du 9 avril 2010, soumettent à l'obligation de réaliser une « évaluation des incidences Natura 2000 », les documents d'urbanisme susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

Ainsi, le dit article L.414-4 du Code de l'Environnement précise que : « Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 " :

1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ».

4.2.2. Singularités du PLU de Gainneville

Comme déjà explicité, suite à un examen au cas par cas, les dispositions du Code de l'Environnement ont été traitées dans le cadre de l'évaluation environnementale et le contenu de l'article R.414-23 du Code de l'Environnement a donc dû être formalisé.

De plus, plusieurs dispositions applicables aux éléments répertoriés aux titres des articles du Code de l'Urbanisme ont été introduites dans le règlement écrit afin de renforcer les prescriptions en matière de protection et de restauration de l'environnement.

⇒ Patrimoine bâti identifié au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme

72 éléments bâtis (65 éléments ponctuels et 7 éléments linéaires) ont été identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

L'objectif de cette démarche est d'éviter toute dénaturation des critères qui confèrent le caractère remarquable à ces éléments du patrimoine bâti. Le détail des prescriptions est exposé au titre V du règlement écrit « Dispositions applicables aux éléments répertoriés au titre des articles L151-19, L151-23, L151-38, L113-1 et L113-2 du CU ».

⇒ Vergers protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme

6 vergers / espaces plantés ont été identifiés à Gainneville.

Pour ces entités :

- Tous travaux ayant pour effet de détruire ou modifier un verger / espaces planté identifié sur le règlement graphique, en application de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme, doit faire l'objet d'une déclaration préalable ;
- La coupe d'arbres dans un ensemble de verger est autorisée, à condition de conserver la surface de verger identifiée par unité foncière dans le règlement écrit.

⇒ **Alignements boisés identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme**

7,16 km d'alignements boisés, 4 haies et fascines et, 1 arbre isolé ont été identifiés à Gainneville.

Au droit de ces éléments identifiés :

- Tous travaux ayant pour effet de détruire ou modifier un alignement boisé identifié sur le règlement graphique, en application de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme, doit faire l'objet d'une déclaration préalable ;
- Tout abattage implique une nouvelle plantation obligatoire en essence locale, à proximité immédiate de l'arbre abattu ;
- Un recul minimum de 15 mètres par rapport aux alignements boisés identifiés est imposé pour toutes les nouvelles constructions. Cette disposition ne s'applique pas aux annexes, extensions et changements de destination des bâtiments existants, aux bâtiments à vocation agricole ou forestière et aux bâtiments d'intérêt collectif.

⇒ **Mares protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme**

6 mares ont été identifiées à Gainneville.

Pour ces entités :

- Tout comblement est interdit. En conséquence, les débits de fuite de ces mares et ouvrages hydrauliques doivent être maintenus et préservés de toute obstruction.
- Un recul minimum de 5 mètres par rapport aux berges des mares identifiées est imposé pour toutes les nouvelles constructions. Cette disposition ne s'applique pas aux annexes, extensions et changements de destination des bâtiments existants, aux bâtiments à vocation agricole ou forestière et aux bâtiments d'intérêt collectif.

⇒ **Zones humides protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme**

2000 m² de zones humides ont été identifiés à Gainneville.

Pour ces milieux :

- Au sein des zones humides identifiées, toute nouvelle construction ou installation remettant en cause les caractéristiques de ces espaces est interdite. Les exhaussements et affouillements y sont uniquement autorisés en cas de travaux nécessaires au maintien en l'état ou à la régulation de l'alimentation en eau desdites zones humides
- La végétation caractéristique d'une zone humide doit être préservée, y compris sur les berges des plans d'eau et des mares.

⇒ **Espaces Boisés Classés – L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme**

14,6 ha d'Espaces Boisés Classés ont été identifiés à Gainneville.

Les articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme définit le régime réglementaire applicable aux espaces boisés classés « EBC ». Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Un recul minimum de 15 mètres par rapport aux Espaces Boisés Classés est imposé pour toutes les nouvelles constructions. Cette disposition ne s'applique pas aux annexes, extensions et changements de destination des bâtiments existants, aux bâtiments à vocation agricole ou forestière et aux bâtiments d'intérêt collectif.

⇒ **Les Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)**

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

Une (1) Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) est localisée sur le territoire de Gainneville : la ZNIEFF terrestre de type 2 : Les falaises et les valleuses de l'estuaire de la Seine.

ZNIEFF II « Les falaises et les valleuses de l'estuaire de la Seine »

D'une superficie de 1024,91 ha au total, la ZNIEFF de type II des falaises et Valleuses de l'estuaire de la Seine se situe sur la rive droite de la basse vallée de la Seine.

Elle est en liaison écologique avec deux ZNIEFF de type I qu'elle héberge : « Le vallon de Rogerville » et « les coteaux et falaises du cap du Hode à Saint-Victor d'Ymonville ». Aucune de ces deux ZNIEFF de type I n'est représentée sur le territoire communal de Gainneville.

La répartition et l'agencement des habitats répertoriés ont motivé la délimitation de la zone. Cette ZNIEFF est particulièrement menacée par la fermeture du milieu, l'envahissement par des espèces ou groupes exogènes et par l'abandon de systèmes cultureux et pastoraux ayant donné lieu à l'apparition de friches.

Cette ZNIEFF est particulièrement caractérisée par la présence d'habitats déterminants comme les pelouses calcicoles sèches, les formations herbeuses sur débris rocheux, des ruisselets, des éboulis et des falaises continentales et rochers exposés. S'ajoutent à ces entités, des forêts de frênes et d'aulnes des ruisselets, des prairies mésophiles et des chênaies atlantiques mixtes à jacinthes des bois.

A cet effet, un grand nombre d'amphibiens, d'insectes, d'oiseaux et de petits mammifères trouvent refuge de manière sédentaire ou temporaire dans ces habitats.



5. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement

L'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme rappelle les objectifs que les documents d'urbanisme, tels que les Plans Locaux d'Urbanisme, doivent poursuivre :

- « La protection des espaces naturels et des paysages » ;
- « La préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages » ;
- « La prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature » ;
- « La préservation des espaces affectés aux activités agricoles » ;
- « La sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti » ;
- « Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et ruraux ».

L'élaboration du PLU de Gainneville fait l'objet d'une évaluation environnementale, conformément aux dispositions de l'article R.104-8 du Code de l'Urbanisme, après qu'il ait été établi, suite à un examen au cas par cas, que des incidences notables sur l'environnement pouvait survenir.

« Font également l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1 les documents suivants qui déterminent l'usage de petites zones au niveau local :

1° Les plans locaux d'urbanisme :

a) Qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ;

b) Qui comprennent les dispositions des plans de déplacements urbains mentionnés au chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie du code des transports ;

2° Les cartes communales qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, au regard, notamment, de la superficie du territoire auquel elles s'appliquent, de la nature, de la sensibilité et de l'étendue des territoires couverts par les secteurs qu'elles déterminent ;

3° Les schémas d'aménagement prévus à l'article L. 121-28.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les critères en fonction desquels les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales font l'objet d'une évaluation environnementale. »

La révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme de Gainneville a été réalisée dans le souci du respect des objectifs mentionnés dans cet article L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

Le rapport de présentation du projet de PLU décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement. Cette analyse porte sur les répercussions futures de l'application du projet communal traduit dans le PLU. Différentes approches thématiques de la notion d'environnement sont à décliner : consommation d'espace, paysage, biodiversité, risques naturels et technologiques, qualité de l'air...

Si elle concerne la totalité du territoire communal, l'analyse des incidences notables prévisibles du plan sur l'environnement s'attarde particulièrement sur les sites de projets, secteurs amenés à évoluer à l'horizon temporel du PLU.

5.1. Dimensions écologique et patrimoniale

5.1.1- L'espace

⇒ Approche globale

La surface des zones urbaines est passée de **60,13 ha dans le POS à 125,08 ha dans le PLU**. Le doublement des zones urbaines s'expliquent notamment par l'intégration des zones d'ouverture à l'urbanisation déjà urbanisées lors de la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme. Les zones NB du POS, en périphérie du centre-bourg de Gainneville, ont également été classées en zone urbaine du PLU.

Dans le cadre de la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme de Gainneville, l'équipe municipale s'est attachée à répondre à plusieurs objectifs, notamment celui de limiter la consommation d'espace. Pour cela, et avant d'envisager ouvrir de nouveaux terrains à l'urbanisation, un premier travail d'estimation des densifications possibles a été réalisé et pris en compte dans le potentiel de constructions du PLU. A titre d'exemple, la requalification du centre-bourg, sur le site des équipements sportifs, doit permettre de confirmer la centralité, d'accueillir des formes d'habitat mixte en limitant les incidences sur les espaces agricoles et naturels (environ 70 logements sur 2,2 ha).

Aussi, le pourtour des secteurs périphériques (Up, Ur et Ut) a été délimité de façon à ne pas agrandir la tache bâtie, tout en favorisant une densification maîtrisée. Les secteurs d'habitat diffus ont été intégrés aux espaces naturels ou agricoles au sein desquels ils sont compris.

Malgré tous les éléments présentés ci-dessous, trois sites d'ouverture à l'urbanisation ont été identifiés par le Conseil Municipal. L'objectif de limitation de la consommation d'espaces est particulièrement perceptible en comparant les surfaces d'ouverture à l'urbanisation pour l'habitat du POS et celles du PLU : **66,95 ha dans le POS contre 20,51 ha pour le PLU**.

Il est à noter que sur les 20,51 ha de d'ouverture à l'urbanisation, seulement **5,29 ha sont immédiatement urbanisables**. En effet, l'urbanisation des zones 2AUa (2,32 ha dédiés à l'habitat) et 2AUe (12,9 ha dédiés aux activités économiques) est subordonnée à une procédure de modification ou une révision du présent document d'urbanisme, lorsque les sites seront desservis de façon suffisante par les réseaux (assainissement, eau potable et énergie) et qu'un besoin plus concret sera projeté.

Le PADD prévoit une consommation d'espaces globale de 22 ha, décomposée comme suit :

- 2,5 ha pour le développement de l'habitat ;
- 13 ha pour le développement économique, surface à ajuster à 14 ha pour la cohérence des pièces du document d'urbanisme ;
- 5,5 ha pour le développement des équipements sportifs.

La partie réglementaire du projet prévoit une consommation globale de 21,5 ha, répartie de la façon suivante :

- zone 2AUa de 2,3 ha pour le développement de l'habitat ;
- zone 2AUe de 12,8 ha pour la zone d'activités des Jonquilles + 1,2 ha pour le terrain situé à l'Est de Leader Price ;
- 5,2 ha pour la zone AUI de la Plaine de la Paix (et non 7,9 ha, 2,7 ha à l'Est de la Plaine de la Paix sont maintenus en zone Agricole).

Lors de l'examen au cas par cas du PLU par la MRAE de Normandie, 22,4 ha étaient intégrés dans les différentes zones AU (AUa, AUe, AUI), qui étaient alors toutes immédiatement urbanisables.

En ce qui concerne la surface des **zones agricoles**, elle est passée de **231,6 ha dans le POS à 280,6 ha dans le PLU**, soit presque 61% du territoire communal. Cette augmentation s'explique par la réintégration en zone Agricole de terrains qui étaient identifiés en zone d'ouverture à l'urbanisation dans le POS.

Enfin, la surface des **zones naturelles** est passée de **100,8 ha dans le POS à 35,45 ha dans le PLU**. Cette diminution s'explique notamment par l'intégration des zones NB du POS dans le secteur Up (Urbain Périphérique) du PLU. La zone ND du POS correspondant à la Vallée, au Nord de la commune, a été préservée en zone Naturelle stricte dans le PLU.

POS			PLU		
	Superficie (ha)	% de la surface communale		Superficie (ha)	% de la surface communale
Zones Urbaines					
UE	12,45	2,71	Uc	6,15	1,33
UF	30,21	6,57	Ua	49,96	10,82
UFa	5,36	1,17	Up	41,31	8,95
UG	8,32	1,81	Ur	9,27	2,01
Uz	3,79	0,82	Ut	4,79	1,04
			Ue	12,26	2,66
			Us	1,34	0,29
TOTAL	60,13	13,09	TOTAL	125,08	27,09
Zones A Urbaniser					
NA	26,99	5,87	2AUa	2,32	0,50
NAa	2,43	0,53	2AUe	12,9	2,79
NAb	8,89	1,93	AUI	5,29	1,15
NAc	1,18	0,26			
NAe	5,03	1,09			
NAz	10,05	2,19			
ZAC	12,38	2,69			
TOTAL	66,95	14,57	TOTAL	20,51	4,44
Zones Agricoles					
NC	231,60	50,40	A	279,7	60,59
			Aj	0,9	0,19
TOTAL	231,60	50,40	TOTAL	280,6	60,78
Zones Naturelles					
NB	26,14	5,69	N	35,45	7,68
NBh	3,37	0,73			
ND	21,88	4,76			
NDh	8,97	1,95			
NDr	40,44	8,80			
TOTAL	100,8	21,94	TOTAL	35,45	7,68
TOTAL	459,48	100	TOTAL	461,64	100

⇒ **Besoins liés à l'habitat**

Dans le cadre de la révision du POS en PLU de Gainneville, l'équipe municipale s'est attachée à limiter la consommation d'espace, comme avancé dans les orientations du PADD. Avant d'envisager de nouvelles ouvertures à l'urbanisation, une réflexion sur la densification des espaces urbains et sur le renouvellement urbain. Ainsi, **environ 69% des logements attendus** d'ici 10 ans (soit 101 logements sur les 145 logements à produire) seront réalisés par **densification du tissu bâti** existant (dont 70 logements dans le cadre de l'opération de **requalification des équipements sportifs** (Uc), sans impact sur les surfaces des espaces naturels et agricoles).

Pour atteindre l'objectif de 145 nouveaux logements d'ici 10 ans, **un secteur d'ouverture à l'urbanisation à long terme**, sur une surface totale de 2,3 ha, a été identifié. Ce site constitue une **extension urbaine vers les espaces agricoles** au Sud du centre-bourg. Si la zone 2AUa est ouverte à l'urbanisation, **la consommation d'espaces agricoles induite par le volet habitat du PLU sera alors estimée à 2,3 ha**.

Pour rappel, sur les 14,3 ha consommés entre 2003 et 2015 pour l'habitat, 87,4% de la consommation d'espace s'est effectuée en extension de l'urbanisation et 12,6% en densification de la tache bâtie existante. Le projet de PLU vise donc à **diviser par 5 la consommation d'espaces agricoles pour l'habitat sur la prochaine décennie, tout en travaillant sur la compacité des formes urbaines**.

L'identification de la zone 2AUa a été réfléchi sur la base d'une analyse multicritères (cohérence du fonctionnement urbain au Sud de la RD.6015, contraintes territoriales, etc.), avec le souci de **limiter les atteintes à l'activité agricole**. Entouré des espaces bâtis et de la RD.111, l'ouverture à l'urbanisation à long terme du site 2AUa n'engendrera pas de morcellement de l'espace agricole.

Sur la base des prescriptions du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire (limiter au maximum le développement des hameaux), le pourtour des **secteurs périphériques et hameaux historiques de Gainneville, (Up, Ur, Ut) a été délimité de façon à ne pas agrandir l'enveloppe bâtie délimitée dans le POS**, tout en permettant une densification maîtrisée. Ces espaces situés en périphérie du centre-bourg sont des espaces bâtis structurés qui regroupent au moins une vingtaine de logements et qui s'appuient sur une organisation spatiale d'un seul tenant : le Village, la Côte des Châtaigniers, les Cambrettes, etc.

⇒ **Besoins liés aux activités économiques**

Outre pour l'habitat, le projet de PLU sera générateur **de consommation d'espaces agricoles ou naturels pour le développement des activités économiques**. Le PLU intègre, sur une surface réduite à 12,9 ha, les besoins liés à l'aménagement de la première tranche de la zone d'activités des Jonquilles, identifiée dans les documents supra-communaux. Il s'agit de la zone 2AUe, dont l'urbanisation nécessitera une **procédure d'évolution** du document d'urbanisme.

Concernant la consommation d'espaces liée au développement économique, il s'agit de rappeler que cette zone d'activités est déclarée d'intérêt communautaire depuis 2006. Portée par la CODAH, elle s'insère dans une stratégie de développement économique inscrite au SCoT du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire. La consommation foncière qu'elle engendre est à appréhender à une échelle communautaire, qui dépasse le cadre communal. Néanmoins, il s'agit de préciser que sa surface a été réduite à l'horizon temporel du présent PLU, la réalisation de ce projet nécessitant une réflexion approfondie avec les différents acteurs.

Le PADD identifie cette zone qui aura vocation à accueillir des activités de santé et artisanales et des PME/PMI dans le domaine des énergies renouvelables et de la transformation de produits issus de l'agriculture biologique, sur le long terme



⇒ **Besoins liés aux infrastructures et équipements**

Le projet de PLU sera également générateur **de consommation d'espaces agricoles ou naturels pour les besoins d'équipements et d'infrastructures** détaillés dans le PADD et traduits en emplacements réservés sur le plan de zonage : environ 5 650 m² au Sud du Village pour l'aménagement d'un itinéraire de mode doux (emplacements réservés n°1a et n°1b). Cette équipement participera néanmoins à limiter l'usage de la voiture individuelle.

Enfin, le secteur AUI, dédié au **développement des équipements sportifs** de Gainneville, consommera **5,29 ha** d'espaces non urbanisés. Le déplacement des équipements sportifs sur le site de la Plaine de la Paix constituera une extension urbaine de l'ordre de 5,2 ha. Le besoin en foncier pour ce projet est justifié par la nécessaire relocalisation des équipements sportifs, mais également par la volonté politique de développer de nouveaux équipements sportifs, en lien avec les besoins des associations gainnevillaises et en relation avec la commune voisine de Rogerville, et de maintenir des espaces libres pour les activités du centre de loisirs.

Aussi, il s'agit d'appréhender les besoins en stationnement sur l'emprise de la Plaine de la Paix, à la différence des équipements implantés dans le centre-bourg où les usagers stationnaient leur véhicule dans le tissu bâti ou sur la voirie publique, faute d'emplacements suffisants.

La surface de 5,2 ha identifiée pour les équipements publics ne constitue pas une consommation d'espaces valorisés par l'agriculture. En effet, cette prairie communale, déjà mobilisée pour les manifestations ponctuelles n'est pas déclarée au Registre Parcellaire Graphique de 2016.

Synthèse « Gestion économe de l'espace »	
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)	
Maintien des enveloppes bâties actuelles des hameaux et des secteurs périphériques	
Optimisation des ressources foncières dans les espaces urbanisés	
Requalification du centre-bourg avec la création de 70 logements sur le site des équipements sportifs	
Préservation des espaces naturels de la Vallée	
Identification d'un site d'ouverture à l'urbanisation dédié à l'habitat sur le long terme (2,32 ha) nécessitant une évolution du document d'urbanisme	
Identification d'un site d'ouverture à l'urbanisation dédié aux activités économiques sur le long terme (12,9 ha) nécessitant une évolution du document d'urbanisme	
Nouvelles constructions ponctuelles dans les secteurs périphériques sans impact sur les espaces agricoles et naturels	
Consommation d'espaces de 5,29 ha pour les équipements sportifs sur le secteur de la Plaine de la Paix	

5.1.2 – Paysage

⇒ Approche globale

La préservation du paysage communal est une des priorités du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Gainneville. En effet, les orientations ont pour but de **préserver les perspectives et coupures paysagères**, mais également de **conserver les grands éléments du paysage** comme les principaux massifs boisés, les alignements d'arbres, les mares, les vergers, etc. qui constituent le support de la trame verte et bleue locale. La préservation du paysage de Gainneville se concrétise par l'identification de ces éléments identitaires qui seront préservés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Les **principales perspectives paysagères vers les espaces ouverts, en particulier le long de la RD.6015**, ont été intégrées en zone Agricole ou Naturelle. Aussi, le maintien des enveloppes bâties des hameaux et des sites d'habitat diffus au sein des espaces naturels doit permettre de conserver les vues remarquables sur le territoire gainnevillais.



Les **principales coupures d'urbanisation** ont été identifiées et le PADD vise à les préserver. C'est notamment le cas des différentes coupures d'urbanisation identifiées entre Gonfreville-l'Orcher et Le Village, ou encore La Queue du Grill et Saint-Aubin-Routot.

La commune souhaite également que les constructions s'intègrent harmonieusement dans le paysage. Dans cette optique, des prescriptions en termes de hauteurs, de matériaux et de couleurs ont été imposées dans le règlement écrit.

⇒ Zoom sur les zones d'ouverture à l'urbanisation

L'ouverture à l'urbanisation du **secteur AUI**, dédié au développement d'un pôle sportif, n'aura pas d'impact paysager fort, compte-tenu de sa situation dans le prolongement de l'espace bâti, au Sud du centre-bourg. L'OAP réalisée sur ce site impose un écran phonique et/ou visuel en limite des espaces bâtis. Elle impose également le maintien du masque végétal sur la frange Sud-Est du site, le but étant de gérer l'interface avec l'espace agricole ouvert. Il est à noter que ce masque végétal n'est pas prolongé en limite de Rogerville. En effet, la commune voisine développera également un pôle sportif en limite de Gainneville ; les équipements pourront être mutualisés par les deux communes.

L'ouverture à l'urbanisation à long terme de la **zone 2AUa**, dédiée à l'habitat, pourrait éventuellement impliquer un impact paysager sur l'entrée Sud-Est du centre-bourg, le long de la RD.111. Une attention particulière devra être portée au traitement de cette entrée d'agglomération lorsque l'aménagement de ce secteur sera étudié. Lors de la procédure d'évolution du document d'urbanisme, une Orientation d'Aménagement et de Programmation devra être réalisée pour définir les grands principes d'urbanisation du site. L'OAP devra notamment détailler les **mesures visant à maîtriser l'impact paysager** de l'urbanisation de ce secteur : traitement paysager des limites séparatives, entre l'opération et les espaces agricoles, hydraulique douce, etc.



L'impact paysager de la **zone 2AUe**, dédiée aux activités économiques, pourrait être plus significatif, compte-tenu de sa localisation le long de la RD.6015. Par sa localisation et son emprise, la zone 2AUe pourrait contribuer au comblement d'une coupure d'urbanisation le long de la RD.6015 et remettre en cause un cône de vue vers la vallée du Saint-Laurent.

Tout au long de la phase d'études, l'équipe municipale est restée attachée au respect de la **bande d'inconstructibilité de 75 mètres** par rapport à l'axe de la RD.6015, en application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme, afin d'éviter la création d'un front bâti massif constitué de bâtiments économiques le long de la route départementale.

Toutefois, les conditions d'urbanisation du site et l'impact paysager qui en découle seront déterminés lors de la procédure d'évolution du PLU, dans la deuxième tranche de vie du PLU (d'ici 5 à 10 ans), lorsque le schéma d'aménagement de la zone aura été conjointement validé par l'équipe municipale et l'intercommunalité.

Synthèse « Qualité paysagère »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Préservation du patrimoine naturel contribuant à l'identité paysagère du plateau agricole cauchois
Amélioration du traitement végétal des interfaces urbaines et agricoles/naturels
Préservation des vues vers les espaces urbains, les espaces ouverts agricoles naturels
Evolution encadrée du paysage du centre-bourg liée aux ouvertures à l'urbanisation
Développement progressif de la commune : deux zones 2AU nécessitant une procédure d'évolution du document d'urbanisme
Développement progressif de la commune : deux zones 2AU nécessitant une procédure d'évolution du document d'urbanisme
Impact paysager de la zone 2AUe (long terme) à travailler lors de la procédure d'évolution du PLU (comblement d'une ouverture visuelle le long de la RD.6015)

5.1.3 - Le patrimoine architectural et urbain

⇒ Approche globale

Cette thématique est étroitement liée aux enjeux paysagers détaillés précédemment. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Gainneville, dans son volet « Paysage et Patrimoine », s'appuie notamment sur une orientation relative à la préservation de l'habitat à caractère patrimonial. Cette orientation s'est traduite dans le document d'urbanisme par **l'identification des constructions qui contribuent à l'identité communale** au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, au nombre de 72 (65 éléments ponctuels et 7 éléments linéaires).

De plus, et ce sur toute la commune, les **prescriptions d'urbanisme qui réglementent la qualité urbaine, architecturale et paysagère des constructions** (chapitre 2) contribueront à répondre à la volonté communale de préserver le paysage caractéristique du Pays de Caux.

La commune de Gainneville n'est pas concernée par un périmètre de protection de Monuments Historiques, un site inscrit ou un site classé.

Synthèse « patrimoine architectural et urbain »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Préservation du patrimoine bâti et culturel contribuant à l'identité paysagère du plateau agricole cauchois
Harmonisation des aspects extérieurs des constructions, en lien avec l'identité communale

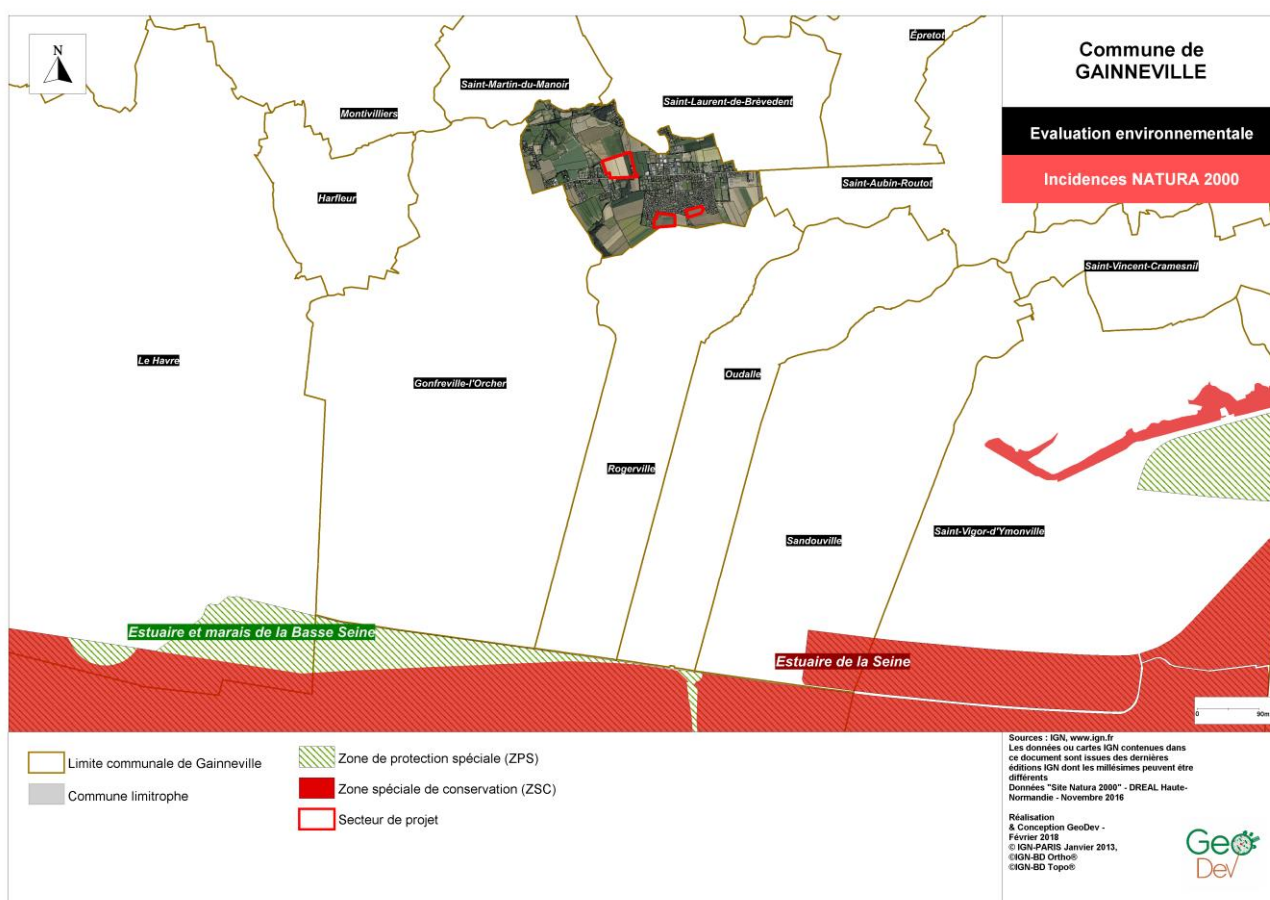
5.1.4 - La faune et la flore

⇒ Approche globale

Le territoire de Gainneville est très partiellement couvert par le périmètre de la ZNIEFF de type II « Les falaises et les vauzeuses de l'Estuaire de la Seine ». Il est à noter que le secteur concerné est un espace de boisement classé en zone naturelle dans le PLU et en Espaces Boisés Classés (EBC) au titre de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. **La ZNIEFF de type II ne subira pas les incidences du projet communal d'urbanisme.**



Aucune incidence, négative ou positive, sur les sites Natura 2000 les plus proches n'est identifiée, en lien avec la mise en œuvre du PLU de Gainneville.



La mise en réseau des espaces naturels est une des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune, bien qu'elle soit située en retrait des secteurs prioritaires pour la continuité de la trame verte et bleue du SRCE.

Les **principaux réservoirs de biodiversité**, sur la partie Nord du territoire (la Vallée, Le Grémont et les Cambrettes), à l'Est du site des Jonquilles (Le Village) et l'espace boisé au Sud-Ouest de la commune (Les Marettes), ont été identifiés en **zone Agricole et Naturelle** ; leur emprise ne devrait pas être remise en cause par le projet d'urbanisme.

Les **corridors écologiques stratégiques** qui encadrent ces boisements correspondent principalement à des espaces agricoles ouverts : la Vallée, le Village et les Marettes. Ces corridors ne comprennent pas de construction, qui ne devrait pas accueillir de nouvelles constructions à l'échelle temporelle du PLU. Aussi, l'aménagement de **jardins familiaux**, entre les secteurs des Marettes et des Jonquilles, pourrait constituer un site – relais sur le plateau agricole ouvert qui pourrait favoriser le déplacement des espèces entre ces différents corridors et réservoirs de biodiversité.

Les principaux boisements ont été classés en zone Naturelle et les éléments du patrimoine naturel (alignements boisés, mares, vergers, etc.) ont été classés au titre du L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Le règlement écrit prévoit ainsi un **recul de 15 mètres par rapport aux alignements boisés et de 5 m depuis le haut de la berge des mares. La conservation de ces éléments de la trame verte et bleue constitue un gage de maintien dans le temps d'une faune et d'une flore diversifiées.**

Pour conserver le cortège floristique typique des alignements boisés et des mares du Pays de Caux, la commune a imposé leur préservation et que le renouvellement potentiel d'alignements boisés se fasse en essences locales dont une liste sera à disposition des habitants de Gainneville. Ces petits éléments du patrimoine naturels sont autant de refuges pour la faune locale caractéristique.

A noter que **la surface d'Espaces Boisés Classés a légèrement augmenté, passant de 11,2 ha dans le POS à 14,6 ha dans le PLU.** Cette évolution s'explique par une adaptation de l'emprise des EBC en fonction de l'occupation du sol effective. Un **recul minimum de 15 mètres par rapport aux Espaces Boisés Classés** est imposé pour toutes les nouvelles constructions.

⇒ **Zoom sur les zones d'ouverture à l'urbanisation**

La zone 2AUe, secteur de développement de l'activité économique à long terme, est en partie concernée par un corridor fort déplacement. Toutefois, il s'agit d'un emplacement stratégique pour le développement économique, en entrée de l'Agglomération havraise et le long d'un axe routier majeur (RD.6015). La **perméabilité du site, au droit du parc boisé des Jonquilles** sera donc recherchée dans le futur document d'urbanisme pour limiter la remise en cause la continuité de la TVB sur ce secteur.

Les autres sites de développement retenus sont localisés en retrait des secteurs de sensibilité de la TVB.

Synthèse « faune et flore »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Maintien des emprises grands ensembles naturels (boisements, zones humides)
Préservation des éléments de la nature ordinaire (mares, vergers, alignements boisés)
Mise en relation des site de la TVB par l'aménagement de jardins familiaux (entre les Marettes et les Jonquilles)
Limiter la remise en cause de la TVB lors de l'aménagement à long terme de la zone d'activités des Jonquilles

5.1.5 - La préservation de la ressource en eau

⇒ **Approche globale**

Gainneville est concernée par trois périmètres de captage au Nord de la RD.6015 :

- Périmètre éloigné de protection de la source et du Forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir ;
- Périmètre rapproché de protection de la source et du Forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir ;
- Périmètre rapproché de protection des sources et forages de Saint-Laurent-de-Brévedent.

Dans ces périmètres de protection, le règlement écrit rappelle qu'il s'agira de respecter les prescriptions des Déclarations d'Utilité Publique, annexées au PLU.

Il est à noter que le site d'ouverture à l'urbanisation immédiate AUI (équipements sportifs) est situé en retrait de ces périmètres de protection de captage.

De manière générale, le territoire communal est tout de même concerné par la nécessaire présentation de la ressource en eau. Le règlement écrit prévoit ainsi le raccordement systématique au réseau d'eau potable pour toute construction le nécessitant, et au réseau de collecte des eaux usées quand il existe.

La majeure partie des secteurs urbains est raccordée au réseau de collecte des eaux usées. Gainneville est rattachée à la station d'épuration Edelweiss du Havre, qui possède des **capacités suffisantes pour supporter la réalisation du projet communal**.

Il en est de même pour l'alimentation en eau potable. Les sources de Saint-Laurent-de-Brévedent ne sont pas saturées à ce jour et pourraient **supporter de nouveaux branchements** (cf. Volume 1).

Quelques zones humides sont recensées à Gainneville. Afin d'être préservées, celles-ci ont été identifiées sur le plan de zonage, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

⇒ **Zoom sur les zones d'ouverture à l'urbanisation**

La localisation des sites AU et 2AU a pris en compte la présence des réseaux d'assainissement et d'eau potable. Ce choix est conforme aux objectifs du SDAGE qui vise l'amélioration des réseaux collectifs afin que ceux-ci traitent l'ensemble des eaux usées.

La zone 2AUe est comprise dans le périmètre éloigné de protection de la source et du Forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir. Lors de son ouverture à l'urbanisation, l'évolution du PLU devra être adaptée aux prescriptions de la Déclaration d'Utilité Publique, annexée au PLU.

Synthèse « ressource en eau »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Préservation des emprises des périmètres de protection de captage
Maintien des zones humides
Augmentation du volume d'eau potable consommée et d'eaux usées produites sur le territoire communal
Prise en compte des prescriptions des DUP dans les périmètres de protection de captage

5.1.6 - Les risques naturels

⇒ **Approche globale**

Situé à proximité de réseaux hydrographiques, plusieurs axes de ruissellement sont présents sur le territoire communal. Ces axes sont identifiés dans le **Plan Communal d'Aménagement d'Hydraulique Douce** réalisé par le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe de Caux – Etretat.

La commune est également couverte en totalité par le **Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Lézarde**, approuvé par arrêté préfectoral le 6 mai 2013. Les données du PPRI sont intégrées au volume Servitudes et Annexes du PLU, il s'agit d'une Servitude d'Utilité Publique s'imposant au PLU et donc aux autorisations d'urbanisme. Les trois sites d'ouverture à l'urbanisation (immédiat et long terme) ne sont pas concernés par le PPRI.

Le règlement écrit impose certaines règles pour assurer une **gestion des eaux pluviales adaptée à chaque opération** : un maximum d'emprise au sol des constructions, des espaces libres non imperméabilisés, le maintien des éléments du patrimoine naturel, etc.

Par précaution, le règlement écrit autorise aussi les ouvrages techniques, dont les ouvrages hydrauliques, sur tout le territoire communal.

Par ailleurs, un **recensement des indices de cavités souterraines et à ciel ouvert** a été réalisé en 2012 par le bureau d'études GeoDev afin de permettre la traduction risque « effondrement » en urbanisme. Ainsi, l'intégration de cette étude dans le PLU de Gainneville a donné lieu à la mise en place de **rayons d'inconstructibilité autour de chaque indice le nécessitant**, conformément à la **doctrine départementale de la DDTM de Seine-Maritime**. Cette mesure a pour but de limiter l'exposition des biens et des personnes au risque effondrement.

Dans les zones bâties concernées par des présomptions de cavités souterraines, la constructibilité des zones de risque reste conditionnée à la levée du risque, à la charge du propriétaire du terrain.

⇒ **Zoom sur les zones d'ouverture à l'urbanisation**

Le Nord-Est du secteur AUI est concerné par un **périmètre d'inconstructibilité lié à la présence d'un indice de cavité souterraine**. Si la municipalité souhaite implanter un équipement dans ce périmètre, des investigations pour lever le risque seront nécessaires.

Les zones d'ouverture à l'urbanisation à long terme ne sont pas concernées par un périmètre de risque naturel.

Synthèse « risques naturels »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Meilleure connaissance des risques naturels
Maintien à distance des projets de développement urbain vis-à-vis des zones de risques
Optimisation de la gestion des eaux pluviales
Augmentation des surfaces imperméabilisées

5.1.7 - Les risques technologiques et activités humaines

⇒ **Approche globale**

Le territoire gainnevillais est concerné par des risques technologiques :

- Un site pollué inventorié dans la base de données BASOL : il s'agit d'une station-service TOTAL, qui n'est plus en activité à ce jour ;
- 8 anciens sites industriels ou activités de service potentiellement pollués inventoriés dans la base de données BASIAS.

De plus, la commune est concernée par le risque « Transport de Matières Dangereuses » par voie routière (RD.6015), par voie ferroviaire (voie ferrée située au Nord de la commune) et par canalisation (gaz).

⇒ **Zoom sur les zones d'ouverture à l'urbanisation**

D'une manière générale, les zones AU et 2AU ne sont pas concernées par les sites pollués (BASOL) ou potentiellement pollués (BASIAS).

Seule la zone 2AUe est située à proximité de la RD.6015 et est donc concernée par le risque « Transport de Matières Dangereuses ». Toutefois, il s'agit d'un secteur de développement d'activités économiques à long terme. Ainsi, il n'y aura pas de nouveaux logements sur le site.

Le PADD identifie le site pour l'accueil d'activités de santé, artisanales ainsi que des PME/PMI dans le domaine des énergies renouvelables et de la transformation de produits issus de l'agriculture biologique. Les futures activités n'augmenteront pas le risque de « Transport de Matières Dangereuses » sur la commune.

Synthèse « risques naturels »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Maintien à distance des projets de développement urbain vis-à-vis des zones de risques
Augmentation du volume de déchets produits à l'échelle communale
Risque de pollution liée à l'exploitation des infrastructures de transport de matières dangereuses (RD.6015, voie ferrée, canalisations)

5.2 - Dimensions relatives aux équipements et déplacements

5.2.1 – Aux échelles infra-communale et communale

Le projet communal vise à développer un village de « **courtes distances** », propice au développement de modes de déplacements alternatifs à la voiture. La zone 2AUa, à vocation principale d'habitation, par sa localisation en centre-bourg ou à proximité immédiate, devra permettre le développement des déplacements doux à long terme. Les services communaux (mairie, école, salle polyvalente, équipements sportifs, etc.) seront donc accessibles à pieds via un réseau de sentes piétonnes connexes existantes ou imposées dans la future Orientation d'Aménagement et de Programmation et les différents emplacements réservés définis sur le plan de zonage.

Par ailleurs, les secteurs d'habitat diffus n'autoriseront pas les nouvelles constructions à vocation d'habitation et les secteurs Up, Ur et Ut encadreront davantage l'urbanisation dans les espaces périphériques, ce qui devrait limiter les difficultés de circulation à l'écart du bourg aggloméré, sur un réseau viaire parfois étroit et sinueux.

Compte-tenu du parti d'aménagement (§ 1 « Les justifications du PADD » - Volume 2 du Rapport de présentation) choisi par le Conseil Municipal de Gainneville, les déplacements piétons devraient être favorisés dans les années futures : les équipements publics, réaménagés en secteur AUI, seront situés à proximité des espaces bâtis et de la zone 2AUa, dédiée au développement urbain à long terme. Dans ce sens, **le PLU est un véritable outil pour structurer l'organisation spatiale de la commune, et les déplacements qui y sont liés.**

Le transfert des équipements sportifs en périphérie Sud du centre-bourg devrait générer de nouveaux flux de circulation à l'échelle du centre-bourg, autant pour les déplacements en voiture que pour les personnes s'y rendant à pied. **Une attention particulière devrait être portée aux circulations aux abords de la RD.111.**

L'article 3 (Accès et Voirie) du règlement écrit, traitant des voies et accès aux parcelles, est particulièrement fourni. Pour tenir compte du gabarit du réseau de voiries, le règlement écrit interdit tout nouvel accès sur la RD.6015 (tous les secteurs) et sur la RD.111 (à l'exception du secteur Uc). Le règlement écrit prévoit également que toute nouvelle entrée soit traitée en entrée charretière dans les secteurs périphériques (Up, Ur, Ut), liés à une activité (Ue, Us, AUe), agricoles et naturels. Le stationnement devra également être assuré sur les terrains privés.

En termes d'infrastructures de transports, les prévisions économiques et démographiques restent modérées dans le cadre de ce PLU. Le réseau départemental et communal pourra supporter la hausse des flux attendue tandis qu'une voirie de desserte interne et adaptée selon les besoins sera réalisée pour chacun des sites d'ouverture à l'urbanisation, à court, moyen et long terme.

5.2.2 - A l'échelle supra communale

Les villes du Havre, Montivilliers, Gonfreville-l'Orcher ou encore Saint-Romain-de-Colbosc correspondent aux pôles de services mais également au bassin d'emploi des Gainnevillais. Par conséquent, un renforcement des flux de circulation notamment vers le Havre et la zone industrielle, via la RD.6015, est à prévoir. En effet, ce pôle, en plus des services proposés sur le territoire Gainnevillais, offrent tous les commerces, grandes surfaces et services dont Gainneville ne dispose pas sur son territoire.

Compte-tenu des distances relativement importantes pour relier Gainneville au centre du Havre et de l'offre relativement limitée en matière de transport en communs, une légère augmentation du trafic automobile est à prévoir, en particulier sur la RD.6015, axe stratégique du Département de Seine-Maritime.

Le PLU dispose de certaines orientations (projets ou règles) favorables aux modes de circulation douce, en adéquation avec les objectifs de développement durable. Celles en faveur des transports collectifs peuvent difficilement être ambitieuses en raison du fait qu'il ne s'agit pas d'une compétence communale mais intercommunale ou départementale. Néanmoins, le PLU propose une urbanisation propice au développement des transports collectifs notamment en développant, dès que possible, les nouveaux secteurs à une distance raisonnable des arrêts de bus présents dans le centre-bourg.

En termes de pollution de l'air, il faut considérer qu'il n'y a pas de nouveaux déplacements engendrés par l'accueil de nouvelles populations. Ces déplacements existaient auparavant, mais pas sur les mêmes tracés : il s'agit d'un report des déplacements entre Gainneville et l'hyper-centre havrais notamment.

Néanmoins, compte tenu de la faible quantité de voitures supplémentaires sur le réseau viaire apportée par le projet communal, les effets sur la qualité de l'air ne devraient pas être perceptibles à l'échelle communale.

Synthèse « transport et déplacements »
Incidences prévisibles du PLU (positives, mitigées et négatives)
Amélioration des conditions de déplacements doux
Amélioration des conditions des déplacements automobile
Augmentation des circulations autour de la RD.111, liée aux zones AUI et 2AUa
Augmentation des flux automobiles vers les bassins d'emplois et pôles de proximité (RD.6015)

6. Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

6.1 – Correspondances réglementaires

Le présent rapport a été réalisé en application des parties législative et réglementaire du Code de l'urbanisme. Est rappelé ci-dessous le contenu réglementaire déjà formalisé au titre du Code de l'Urbanisme dans les autres pièces constitutives du dossier de PLU.

Contenu réglementaire de l'évaluation environnementale	Correspondance avec les documents constitutifs du PLU
Motifs de localisation des secteurs de développement et raisons pour lesquelles d'autres secteurs n'ont pas été retenus	<p>Rapport de Présentation Volume 1 : « Diagnostic et besoins » Chapitre 5 : « Expression du projet communal au regard des besoins »</p> <p>Rapport de Présentation Volume 2 : « Les justifications du PLU » Chapitre 1 : « Les justifications du PADD »</p>

6.2 - Méthodologie d'évaluation

En application du 6^{ème} alinéa de l'article R.122-20 du Code de l'Environnement, est décrite ci-après la manière dont l'évaluation a été réalisée.

6.2.1 - Spécifications du processus évaluatif

Comme édicté par les textes en vigueur, l'évaluation environnementale est **une démarche d'évaluation itérative** qui accompagne l'élaboration du PLU et contribue à l'enrichir progressivement.

A cet effet, trois étapes d'analyse ont été considérées dans le cadre de la réalisation de cette évaluation environnementale :

- **Lancement du PLU** (évaluation ex-ante, *a priori* ou prospective) : il s'agit d'une première évaluation qui vise à éclairer des choix par l'élaboration de plusieurs scénarios avant d'engager la déclinaison des desideratas politiques et stratégiques de la commune, surtout lorsque ces choix entraînent des changements en partie irréversibles (projets d'aménagement, par exemple) ;
- **Au cours de l'élaboration du PLU** (évaluation *in itinere* ou chemin faisant) : il s'agit de mettre en place des moyens permettant de mesurer, au fur et à mesure de l'avancement du PLU, les progrès ou les dérives afin d'apporter des actions correctrices, de réviser les moyens ou encore les objectifs ;
- **A l'issue du projet arrêté de PLU** (évaluation ex-post, *a posteriori* ou rétrospective) : il s'agit de mesurer l'efficacité du PLU ayant une certaine antériorité, afin d'en retenir des enseignements pour les futures orientations (estimation de l'exécution du Plan à 6 ans et mise en place des indicateurs).

Conformément à ce phasage, les enjeux et les objectifs du PLU de Gainneville ont été affinés tout au long de la procédure de son élaboration. Le travail effectué en concertation avec les élus a permis d'évoluer depuis les premiers enjeux environnementaux de l'état initial de l'environnement à la définition des orientations du PADD traduites à des degrés différents dans le règlement (les prescriptions et les recommandations) et le zonage.

Le présent document a d'ailleurs pour vocation de restituer l'évolution du document d'urbanisme tout au long de son élaboration, pour chaque zone et chaque secteur en ayant pris soin de répondre à toutes les remarques formulées par les personnes publiques associées.

Constituant une démarche ouverte et orientée vers l'amélioration continue du PLU, cette évaluation a ainsi été territorialisée et participative.

L'évaluation environnementale étant directement liée au pilotage du PLU, les mesures, les résultats et les singularités du projet de PLU ont été appréciés selon plusieurs critères (pertinence, efficacité, efficience, impact (effectivité) et utilité) visant à identifier les éventuels conflits d'usage entre les entités environnementales et la future destination des sols.

La grille d'analyse établie à l'aide de ces critères a pour vocation de renvoyer à l'expression de plusieurs dimensions de l'évaluation environnementale et de correctement argumenter le scénario adopté in fine (le parti d'aménagement au regard des considérations environnementales) :

- **Que s'est-il passé ?** (*La dimension cognitive*) : mesurer des effets propres du PLU au regard des objectifs qui ont été édictés ;
- **A-t-on bien fait ?** (*La dimension normative*) : aider les élus à porter un jugement sur la valeur de la politique déclinée dans le PLU ;
- **Comment faire mieux ?** (*La dimension instrumentale*) : contribuer à l'amélioration du PLU au regard des préoccupations environnementales.

La finalité de cette démarche évaluative ainsi structurée est d'apprécier aussi objectivement que possible les conséquences des orientations stratégiques du PLU sur l'environnement.

6.2.2 - Déclinaison dans le cadre des différentes phases du PLU

Une démarche selon quatre étapes itératives a été développée dans le cadre du PLU de Gainneville afin de prendre en compte simultanément les modalités de l'évaluation environnementale :

1. La reprise des enjeux environnementaux qui ont été mis en avant lors de la phase de diagnostic et exposés dans le rapport de présentation.
2. L'identification des entités environnementales qui couvrent le territoire de Gainneville, menée par le biais d'un travail de recensement, de hiérarchisation et de cartographie des diverses contraintes à l'aménagement.
3. L'inventaire partagé des grandes orientations environnementales à prendre en compte au titre du véritable guide stratégique et politique qu'est le PADD. En effet, dans le cadre du questionnaire de prospective territoriale qui a été transmis aux élus de manière à ce que chacun expose sa vision du territoire communal à 10 ans, des questions centrées directement (espaces boisés à préserver...) ou implicitement (verdissement du territoire...) sur l'environnement ont été formulées.
4. Les justifications du zonage et du règlement sont issues d'une réflexion menée autour de l'urbanisation future du territoire communal et conditionnée par les enjeux environnementaux.

Chaque thématique environnementale a donc été analysée en fonction des objectifs du PADD et du règlement applicable. Les incidences prévisibles sur l'environnement de la mise en œuvre du PLU ont ainsi pu être identifiées dès la phase de conception des projets d'aménagement et lors de la prise en compte des orientations imposées par les documents de planification avec lesquels le PLU doit être compatible.

La précision de l'évaluation environnementale est fonction de la localisation des projets et des zones urbanisées ou destinées à le devenir. Ainsi, une analyse détaillée a été menée pour chaque zone et chaque secteur de la commune de manière à mettre en évidence la singularité des enjeux environnementaux et afin d'établir la liste des objectifs spécifiques à atteindre.

Des mesures de réduction marginales des incidences sont quelquefois proposées dans un objectif de limitation des incidences négatives (sans avoir jamais recours toutefois aux compensations en l'absence d'impacts conséquents), puisque la démarche itérative développée tout au long de l'étude a permis de limiter très souvent les impacts sur l'environnement en ajustant in itinere le projet.

6.3 – Modalités d'association et de concertation

L'élaboration du document d'urbanisme, dont le rapport environnemental, s'est appuyée sur le principe de participation et de plus large concertation afin d'arrêter un projet partagé. Les visites de terrain en compagnie des élus, les rencontres avec divers acteurs locaux, les contacts avec les partenaires d'étude, la consultation des divers services administratifs et les réunions publiques ont permis de faire évoluer et d'ajuster progressivement le PLU et de détailler l'évaluation environnementale.

Concertation des Organismes ressources	
Structure	Modalités d'association
Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime	Porter à Connaissance - Participation aux réunions PPA
Chambre d'Agriculture de Seine-Maritime	Participation aux réunions PPA - Diagnostic agricole
Communauté d'Agglomération Havraise	Participation aux réunions PPA - Participation aux réunions de travail sur les pièces réglementaires (service instructeur)
Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de Seine-Maritime	Participation aux réunions PPA - AEU simplifiée sur le site de développement de l'habitat et note de cadrage pour l'aménagement de jardins familiaux
Syndicat Mixte des Bassins Versants Pointe de Caux Etretat	Participation aux réunions PPA - Transmission de données sur le fonctionnement hydraulique
Agence d'Urbanisme du Havre	Participation aux réunions de travail sur la zone d'activités des Jonquilles
Région Normandie	Participation aux réunions PPA
Direction des Routes - Agence de Saint-Romain-de-Colbosc	Participation aux réunions PPA
Direction Régionale de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de Normandie	Invitation aux réunions PPA
Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie	Invitation aux réunions PPA
CCI Seine Estuaire	Invitation aux réunions PPA
Département de Seine-Maritime	Invitation aux réunions PPA
Agence Régionale de la Santé de Normandie	Invitation aux réunions PPA
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Maritime	Invitation aux réunions PPA
Sous-préfecture de Rouen	Invitation aux réunions PPA
Préfecture de Rouen	Invitation aux réunions PPA

Il est important de signaler ici que le **bilan de concertation**, qui reflète tout le protocole de large consultation mis en œuvre durant l'élaboration du document d'urbanisme, est **annexé à la délibération d'arrêt du Plan local d'urbanisme (PLU)**.

6.2 – Evolutions du PLU et environnement

Les propos ci-après ont pour finalité de restituer la démarche itérative qui a été adoptée lors de l'élaboration de la présente évaluation environnementale. **Ils ont pour objet la restitution des critères qui ont présidé aux choix retenus à chaque étape du projet.** Certaines options ont ainsi été remises en cause, ajustées, voire abandonnées au fur et à mesure de la prise en compte des préoccupations environnementales jusqu'à la rédaction du règlement écrit et du zonage.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Gainneville est engagée depuis plusieurs années. Le projet communal a connu plusieurs évolutions, liées à des changements d'orientations politiques exprimés par l'équipe municipale et/ou en raison du contexte réglementaire de l'urbanisme, qui a enregistré de nombreux changements depuis l'entrée en vigueur de la Loi ENE du 10 juillet 2012 au 1^{er} janvier 2013.

De plus, certaines orientations, retenues lors de la phase d'étude, n'ont pas été conservées dans la version arrêtée du document d'urbanisme en raison de la justification insuffisante du besoin exprimé et afin d'opérer les nécessaires ajustements en réponse aux attentes des Personnes Publiques Associées.

Ces évolutions sont développées ci-après, chaque événement ou groupe d'événements étant traité par ordre chronologique et commenté dans le cadre du présent chapitre.

Ainsi, la formalisation est conçue de manière à mettre en évidence, par type de zone, les grandes catégories d'évolution qui ont permis d'aboutir à l'actuel projet communal.

6.2.1 - Justification des objectifs démographiques et protection de l'environnement

Grâce aux enjeux mis en exergue dans le diagnostic territorial et en fonction des objectifs communaux, des projections démographiques ont été réalisées afin d'estimer le besoin en logements d'ici 2027 à Gainneville.

L'équipe municipale de Gainneville envisage ce PLU comme la **feuille de route** indispensable au développement communal dans les prochaines années.

Le projet d'aménagement du territoire a été élaboré pour une période de référence de dix ans, comme tout PLU élaboré en Seine-Maritime conformément à la doctrine des Services de l'Etat. Les orientations du projet communal constitueront un socle de réflexion qui sera éventuellement adapté au regard des enjeux du projet de territoire intercommunal du futur PLUI.

Ainsi, d'ici 10 ans, l'objectif de la commune est principalement de confirmer la croissance démographique, de poursuivre la diversification et l'adaptation du parc de logements aux besoins des gainnevillais et de préserver l'identité rurale de la commune. Cette posture est à mettre en relation avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

Quatre (4) projections démographiques ont été proposées au Conseil Municipal en phase d'études :

- Scénario 1 : « Maintenir le niveau démographique actuel pour les 10 prochaines années »
- Scénario 2 : « Envisager une croissance démographique maîtrisée d'ici 2027 »
- Scénario 3 : « Accélérer la croissance démographique d'ici 10 ans »
- Scénario 4 : « Mener une politique démographique très ambitieuse »

Les élus ont opté pour le scénario 3, qui consisterait à accueillir, sur une période de 10 ans, environ 280 habitants supplémentaires sur Gainneville.

Le choix de ce scénario s'explique par la volonté de la commune de **renouveler sa population, de répondre à la demande de logements**, constatée par les élus, et de pérenniser les **équipements publics et de loisirs**.

Il s'agira de réglementer les urbanisations futures pour les intégrer dans le cadre urbain de la commune **sans pour autant compromettre le caractère rural de Gainneville et en confortant la centralité du village**. Accueillir 280 habitants correspond à un besoin d'environ 145 logements, neufs ou réhabilités (sur une base de 2,65 habitants par logement). L'équipe municipale souhaite **poursuivre la diversification de son offre de logements** en favorisant notamment des logements de petite taille en vue de maintenir les personnes âgées sur la commune et d'accueillir de jeunes couples.

Ces objectifs doivent s'inscrire dans le cadre réglementaire et supra-communal qui s'impose à la commune : les principes **d'économie de l'espace** et de **préservation des espaces naturels et agricoles** doivent être déclinés dans le projet communal.

La **prise en compte des risques naturels** est un enjeu majeur intégré dans la construction du projet communal. De plus, la **sécurisation des cheminements doux** dans **le centre-bourg** et **vers les hameaux** font parties des priorités affichées par l'équipe municipale.

Ces grands principes, ainsi que les enjeux déterminés par le diagnostic territorial (contexte territorial, histoire et évolution urbaine, environnement socio-économique et état initial de l'environnement), sont à la base de la réflexion qui a été menée pour réviser le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

6.2.2 - Justification du projet urbain et protection de l'environnement

Le projet urbain de la commune de Gainneville est fondé sur :

- la densification maîtrisée des espaces urbains du centre-bourg ;
- la requalification du centre-bourg, au droit des équipements sportifs ;
- l'évolution maîtrisée des tissus urbains des secteurs périphériques et en retrait du centre-bourg (le Village, la Queue du Grill, la Maison Blanche, les Cambrettes, la Côte des Châtaigniers, le Grémont) ;
- l'ouverture à l'urbanisation de la Plaine de la Paix, dédiée au développement d'un nouveau pôle sportif (AUI) identifiée au Sud du centre-bourg ;
- les deux zones d'ouverture à l'urbanisation à long terme :
- la zone dédiée au développement de l'habitation à long terme, au Sud du centre-bourg ;
- la zone dédiée au développement économique de la commune (future zone d'activités des Jonquilles), au Nord de la RD.6015.

La principale opération responsable d'un étalement urbain à court terme est l'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 5,3 ha à vocation d'équipements publics (AUI). Il est à noter que ce terrain, actuellement valorisé en prairie et réservé à l'accueil des manifestations communales et du centre de loisirs, n'est pas identifié dans le diagnostic agricole comme parcelle agricole.

Les zones d'ouverture à l'urbanisation à long terme seront, dans la deuxième tranche de vie du PLU, soit d'ici 5 à 10 ans, consommatrices d'espaces agricoles. Ces espaces, actuellement exploités pour l'activité agricole, auront vocation à développer la commune, une fois les besoins justifiés ou les projets précisés.

La zone au Sud du centre-bourg, de 2,3 ha, aura vocation à accueillir principalement des habitations. Toutefois, un projet de requalification du centre-bourg, qui accueillera 70 nouveaux logements derrière la mairie, sera prochainement réalisé.

Projet de requalification du centre-bourg de Gainneville



Afin de phaser le développement de la commune et de gérer la capacité d'accueil des équipements et des réseaux, le site d'ouverture à l'urbanisation ne sera urbanisable qu'après identification d'un besoin de développement urbain.

La réflexion de la CODAH pour l'aménagement de la zone d'activités des Jonquilles n'est à ce jour pas suffisamment aboutie, bien que la zone soit déclarée d'intérêt communautaire depuis 2006 et reportée dans les différents documents supracommunaux. Une procédure d'évolution du PLU permettra d'ouvrir à l'urbanisation une première tranche de 12,8 ha lorsque l'analyse du besoin aura été approfondie.

La délimitation des secteurs urbanisés s'est opérée au plus près des constructions existantes, afin d'éviter tout mitage supplémentaire des espaces non bâtis et de rendre possible les traitements paysagers de qualité dans les espaces de transition.

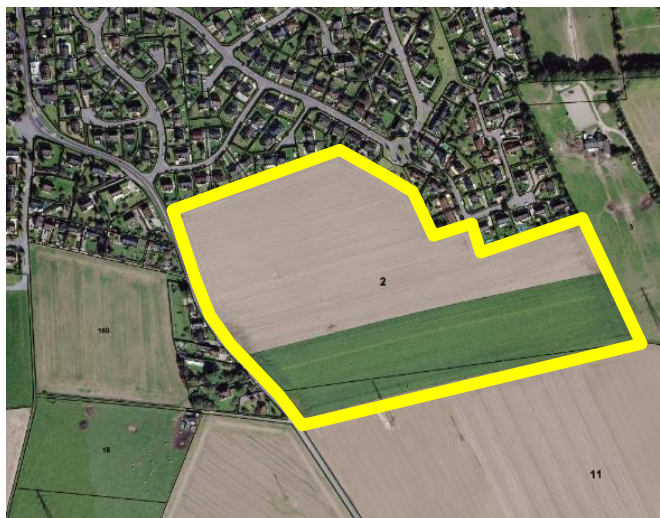
Dès la prescription du document d'urbanisme de Gainneville, l'équipe municipale s'est fixée comme objectif prioritaire de soutenir le développement des activités économiques tout en préservant les paysages et l'environnement caractéristiques d'une commune appartenant au plateau cauchois, à l'entrée d'une agglomération d'envergure régionale.

Le projet communal a connu plusieurs évolutions. Ainsi, certaines orientations, retenues lors de la phase d'étude, et pour certaines présentées aux Personnes Publiques Associées, n'ont pas été conservées dans la version arrêtée du document d'urbanisme (besoin insuffisamment justifié, réponse aux attentes des Personnes Publiques Associées, etc.).



⇒ ÉTAPE D'ÉLABORATION DU PADD (2016) ET DE RECUEIL DE L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES - RÉUNION DE PRÉSENTATION D'AVRIL 2016

[Site 1] Dès les premières réunions de travail sur le PADD, le secteur situé au Sud-Est du centre-bourg a été identifié comme un secteur potentiel de développement du centre-bourg (emprise globale 10 ha, en jaune sur la vue aérienne ci-contre). Compris en zone NA stricte dans le POS, l'équipe municipale a engagé en 2016 une réflexion sur l'aménagement de ce site et sa mise en relation avec les espaces déjà urbanisés. Lors de la réunion avec les Personnes Publiques Associées, plusieurs participants ont signalé le caractère ambitieux du projet communal en termes de consommation d'espaces agricoles et d'accueil de population. A ce stade de la procédure, le projet de requalification du centre-bourg était déjà en réflexion.



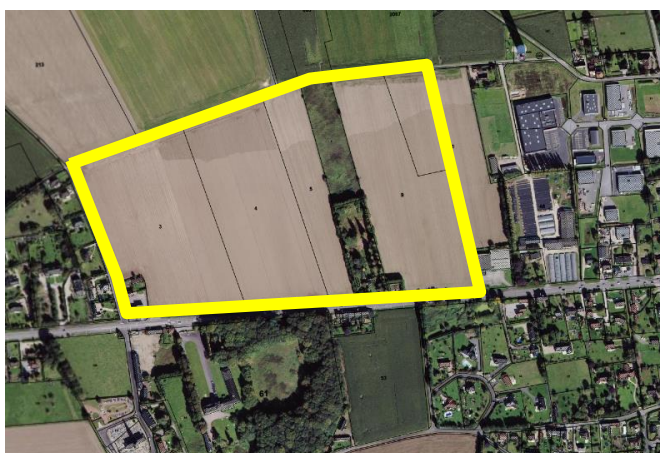
[Site 2] Les élus avaient, dès la phase du PADD, un projet de création d'un nouveau pôle d'équipements sportifs, compte-tenu du projet en cours de requalification du centre-bourg, localisé sur les équipements sportifs existants.

Partiellement compris en zone NAe dans le POS et dans le périmètre de la ZAC de Gerville, l'équipe municipale a engagé en 2016 une réflexion sur l'aménagement de ce site de 8 ha, au Sud-Ouest du centre-bourg, et sa mise en relation avec les espaces déjà urbanisés au Nord.



[Site 3] Lors de la phase de PADD, les élus ont identifié la totalité de la future zone d'activités des Jonquilles, comme secteur de développement économique. Ce site de 18 ha est identifié au SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire. Le projet a été déclaré d'intérêt communautaire lors d'un Conseil Communautaire de la CODAH en 2006 et est, depuis, en cours de réflexion (certains terrains ont déjà fait l'objet d'acquisition foncière par la CODAH).

Les Personnes Publiques Associées présentes en avril 2016 ont signalé le caractère ambitieux et l'absence de projet sur la zone d'activités des Jonquilles.



[Site 4] Dès les premières réunions de travail sur le PADD, la dent creuse située au Nord de la RD.6015 a été identifiée comme un secteur potentiel de développement économique (emprise globale 1,2 ha, en jaune sur la vue aérienne ci-contre). L'équipe municipale a engagé en 2016 une réflexion sur l'aménagement de ce site, permettant l'accueil de nouvelles activités commerciales et de services de proximité.



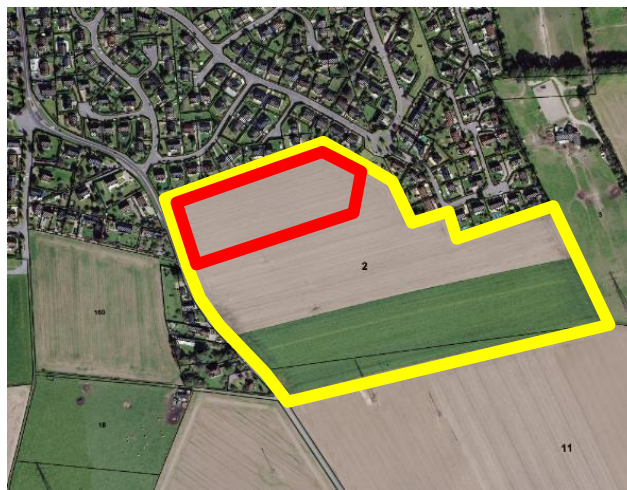
Bilan de l'évaluation environnementale pour le site 4 (1,2 ha)

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------------|
| ○ Zonage dans le POS : | NAz (1,1 ha) et NC (0,1 ha) |
| ○ Zonage évoqué lors de l'étude : | Secteur Urbain (1,2 ha) |
| ○ PLU arrêté : | Secteur Ue (1,2 ha) |
| ○ PLU approuvé : | Secteur Ue (1,2 ha) |

Suite à la réunion avec les Personnes Publiques Associées sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le document a fait l'objet d'un débat en Conseil Municipal en septembre 2016.

⇒ **ETAPE D'ELABORATION DU PIECES REGLEMENTAIRES (2016-2017) ET DE RECUEIL DE L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES - REUNION DE PRESENTATION D'AVRIL 2017**

[Site 1] Suite aux remarques des Personnes Publiques Associées lors de la réunion « PPA » d'avril 2016 et à l'Approche Environnementale de l'Urbanisme Simplifiée réalisée par le CAUE 76 en février 2017, l'équipe municipale a considéré la réduction du site de développement au Sud du centre-bourg (partie en rouge ci-contre). Une surface de 7,7 ha d'espaces agricoles a finalement été maintenue en zone agricole du PLU afin de limiter la consommation d'espaces. Il est à noter que l'équipe municipale a identifié ce site comme espace agricole inconstructible (zone Ai), afin d'anticiper l'évolution urbaine vers le Sud du centre-bourg sur le très long terme, au-delà de l'horizon temporel du PLU.



Suite à la consultation des Personnes Publiques Associées sur le PLU arrêté, une emprise d'environ 2,3 ha, a été retenue pour développer le parc de logements à long terme, tandis que 7,7 ha ont été réintégrés en zone Agricole stricte.

Bilan de l'évaluation environnementale pour le site 1 (10 ha)

- | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------|
| ○ Zonage dans le POS : | NA (10 ha) |
| ○ Zonage évoqué lors de l'étude : | Secteur A Urbaniser (10 ha) |
| ○ PLU arrêté : | Secteur 2AUa (2,3 ha) et secteur Ai (7,7 ha) |
| ○ PLU approuvé : | Secteur 2AUa (2,3 ha) et zone A (7,7 ha) |

[Site 2] Compte-tenu des remarques des Personnes Publiques Associées lors de la réunion « PPA » d'avril 2016 et du projet de pôle d'équipements sportifs, l'équipe municipale a considéré la réduction du site de développement des équipements au Sud du centre-bourg (partie en rouge ci-contre).

Une surface de 2,7 ha d'espaces agricoles a finalement été maintenue en zone agricole du PLU afin de limiter la consommation d'espaces. Effectivement, cet espace n'a pas vocation à accueillir de nouvelle construction. Il est toutefois destiné à accueillir les différentes manifestations communales (fête de la Saint-Jean, vide-grenier, etc.) et éventuellement certaines activités du centre de loisirs (campement, pique-nique, jeux en plein air, etc.).



Bilan de l'évaluation environnementale pour le site 2 (8 ha)

- | | |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| ○ Zonage dans le POS : | NAe (5,3 ha) et NC (2,7 ha) |
| ○ Zonage évoqué lors de l'étude : | Secteur A Urbaniser (8 ha) |
| ○ PLU arrêté : | Secteur AUI (5,3 ha) et zone A stricte (2,7 ha) |
| ○ PLU approuvé : | Secteur AUI (5,3 ha) et zone A stricte (2,7 ha) |

[Site 3] Suite aux réserves émises par les Personnes Publiques Associées lors de la réunion d'association en phase PADD, et de l'avancement de la réflexion sur le projet d'aménagement, une réduction de la zone d'activités des Jonquilles pour les 10 prochaines années a été envisagée lors de la phase réglementaire. Ainsi, une première tranche de la future zone d'activités des Jonquilles a été identifiée comme secteur de développement économique, sur 12,8 ha (partie en rouge ci-contre). La surface de 4,9 ha d'espaces agricoles à l'Est est finalement maintenue en zone agricole du PLU afin de limiter la consommation d'espaces.

Les Personnes Publiques Associées présentes en avril 2017 ont encore une fois signalé le caractère ambitieux et l'absence de projet sur la zone d'activités des Jonquilles.



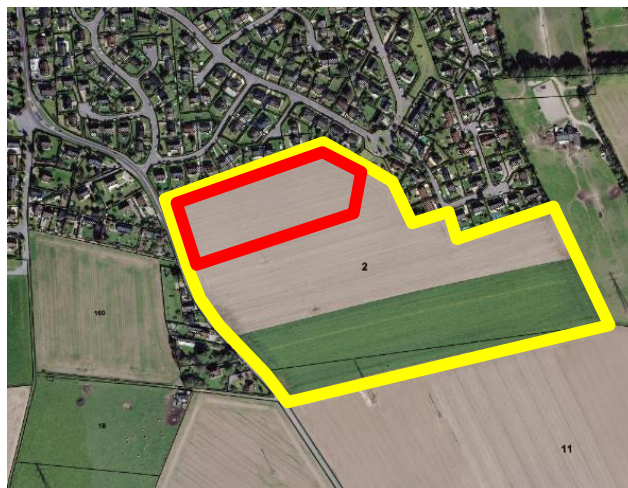
⇒ ETAPE D'ARRET DU PLU (2017) – ARRET DU PLU EN CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUILLET 2017

[Site 3] Finalement, en concertation avec la CODAH, l'équipe municipale a décidé de classer 12,8 ha en zone d'ouverture à l'urbanisation à long terme, pour tenir compte des observations des Personnes Publiques Associées. Une procédure d'évolution du PLU sera nécessaire, une fois le projet d'aménagement de la zone d'activités des Jonquilles défini sur le site. Il est à noter que l'équipe municipale a identifié le site de 4,9 ha à l'Est comme espace agricole inconstructible, afin d'anticiper l'évolution de la future zone d'activités des Jonquilles vers l'Est sur le très long terme.



⇒ ETAPE D'APPROBATION DU PLU (2018) – APPROBATION DU PLU EN CONSEIL MUNICIPAL DU 22 FEVRIER 2018

[Site 1] Suite à la consultation des Personnes Publiques Associées sur le PLU arrêté, une emprise d'environ 2,3 ha, a été retenue pour développer le parc de logements à long terme, tandis que 7,7 ha ont été réintégrés en zone Agricole stricte, le classement Ai étant assimilé à la constitution d'une réserve foncière, qui ne correspond pas à un besoin de développement urbain identifié à l'échelle temporelle du PLU.



Bilan de l'évaluation environnementale pour le site 1 (10 ha)

- | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------|
| ○ Zonage dans le POS : | NA (10 ha) |
| ○ Zonage évoqué lors de l'étude : | Secteur A Urbaniser (10 ha) |
| ○ PLU arrêté : | Secteur 2AUa (2,3 ha) et secteur Ai (7,7 ha) |
| ○ PLU approuvé : | Secteur 2AUa (2,3 ha) et zone A (7,7 ha) |

[Site 3] Suite à la consultation des Personnes Publiques Associées sur le PLU arrêté, les 4,9 ha qui avaient été intégrés en secteur Ai ont été réintégrés en zone Agricole stricte. En effet, le classement Ai était assimilé à la constitution d'une réserve foncière, qui ne correspond pas à un besoin de développement urbain identifié à l'échelle temporelle du PLU.



Bilan de l'évaluation environnementale pour le site 3 (18 ha)

- | | |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| ○ Zonage dans le POS : | NB (2 700 m²), NA (16,9 ha) et UZ (7 700 m²) |
| ○ Zonage évoqué lors de l'étude : | Secteur Urbain (2 700 m²), secteur A Urbaniser (12,8 ha) et secteur Agricole (4,9 ha) |
| ○ Zonage dans le PLU arrêté : | Secteur Up (2 700 m²), zone 2AUe à long terme (12,8 ha) et secteur Ai (4,9 ha) |
| ○ Zonage dans le PLU approuvé : | Secteur Up (2 700 m²), zone 2AUe à long terme (12,8 ha) et zone A stricte (4,9 ha) |

6.2.3 – Potentiels d'ouverture à l'urbanisation non retenus dans le PLU arrêté

Cette section a pour finalité d'exposer de manière détaillée et illustrées les raisons pour lesquelles certaines options d'ouverture à l'urbanisation n'ont pas été retenues ou réduites dans le cadre de la démarche itérative de l'évaluation environnementale.

Sont **mentionnés en rouge** les principaux arguments ayant motivé l'abandon d'une option d'ouverture à l'urbanisation.

Site 1 – Sud du centre-bourg

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ Développement du parc de logements

Superficie : 7,7 ha

Localisation : Sud du centre-bourg, en bordure de la RD.111

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (culture)

Atouts pour l'urbanisation :

- Topographie et ensoleillement favorables ;
- Situation à proximité des futurs équipements (Plaine de la Paix) ;
- Situation en continuité du centre-bourg ;
- Secteur en retrait des zones de richesses environnementales.



Contraintes à l'urbanisation :

- **Consommation d'espace valorisé par l'activité agricole ;**
- Terrain partiellement impacté par un périmètre de risque lié à la présence d'un indice de cavité souterraine à Rogerville.

Statut du projet dans le PLU approuvé :

- ⇒ **Abandon de la destination initialement projetée - Maintien en zone Agricole compte-tenu des objectifs de consommation foncière et des réflexions avancées sur les autres secteurs de développement urbain**
- ⇒ **Réintégration de l'emprise en zone Agricole stricte**

Site 2 – Est de la Plaine de la Paix

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ Développement du pôle d'équipements sportifs

Superficie : 2,7 ha

Localisation : Centre-bourg – Sud

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (culture)

Atouts pour l'urbanisation :

- Situation en continuité du centre-bourg ;
- Topographie et ensoleillement favorables ;
- Proximité des réseaux.

Contraintes à l'urbanisation :

- **Consommation d'espace valorisé par l'activité agricole ;**
- Terrain impacté par un périmètre de risque de cavité souterraine au Nord-Ouest.



Statut du projet dans le PLU approuvé :

- ⇒ **Abandon de la destination initialement projetée - Maintien en zone Agricole**
- ⇒ **Terrain réservé pour l'accueil des manifestations communales et du centre de loisirs**

Site 3 – Est de la ZA des Jonquilles

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ Développement du parc de logements

Superficie : 5 ha

Localisation : Ouest du centre-bourg – RD.6015

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (culture)

Atouts pour l'urbanisation :

- Situation à proximité du centre-bourg ;
- Situation à proximité de la RD.6015, axe structurant du secteur ;
- Proximité des réseaux.

Contraintes à l'urbanisation :

- **Consommation d'espace valorisé par l'activité agricole ;**
- **Terrain impacté par un recul de 75 mètres par rapport à l'axe de la RD.6015 pour toutes les nouvelles constructions ;**
- Site compris dans le périmètre éloigné de protection de la source et du forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir ;
- Site impacté par une zone de bruit de catégorie 2 (RD.6015).



Statut du projet dans le PLU approuvé :

- ⇒ **Abandon de la destination initialement projetée - Maintien en zone Agricole compte-tenu des objectifs de consommation foncière et des réflexions avancées sur les autres secteurs de développement des activités économiques**
- ⇒ **Réintégration de l'emprise en zone Agricole stricte**

6.2.4 – Justification des ouvertures à l'urbanisation retenus dans le PLU arrêté

Cette section a pour finalité d'exposer de manière détaillée et illustrée les raisons pour lesquelles certaines options d'ouverture à l'urbanisation ont été retenues dans le cadre de la démarche itérative de l'évaluation environnementale.

6.2.4.1 – Les sites urbanisables à court terme

Site 2 – la Plaine de la Paix

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ **Développement du parc de logements**

Superficie : 5,2 ha

Localisation : Centre-bourg – Sud

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (culture)

Atouts pour l'urbanisation :

- Topographie et ensoleillement favorables ;
- Situation à proximité du centre-bourg ;
- Proximité des réseaux ;
- Maîtrise foncière communale ;
- Terrain non valorisé par l'activité agricole (accueil du centre de loisirs et des manifestations communales) ;
- Secteur en retrait des zones de richesses environnementales.



Contraintes à l'urbanisation :

- Nord-Est du secteur concerné un périmètre de cavité souterraine.

Statut du projet dans le PLU approuvé :

⇒ **Classement en zone urbaine (AUI) pour développer un nouveau pôle d'équipements sportifs**

Site 4 – La Briqueterie

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ **Développement du parc de logements**

Superficie : 1,2 ha

Localisation : ZA La Briqueterie

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (prairie)

Atouts pour l'urbanisation :

- Situation à proximité des commerces de proximité et de la zone d'activités communale ;
- Proximité des réseaux et de la voirie ;
- Situation à proximité de la RD.6015, axe structurant du secteur ;



Contraintes à l'urbanisation :

- Secteur au Nord de la RD.6015, impliquant des traversées piétonnes pour rejoindre les commerces et services de proximité ;
- Secteur compris dans le périmètre d'un site archéologique ;

- Secteur compris dans le périmètre éloigné de protection de la source et du forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir ;
- Secteur compris dans une zone de bruit de catégorie 4 (RD.6015).

Statut du projet dans le PLU approuvé :

⇒ **Classement en zone urbaine (Ue) pour permettre le développement économique (activités commerciales et de services de proximité)**

6.2.4.2 – Les secteurs d'ouverture à l'urbanisation à long terme

Site 1 – Sud du centre-bourg

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ **Développement du parc de logements**

Superficie : 2,3 ha

Localisation : Centre-bourg – Sud

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (culture)



Atouts pour l'urbanisation :

- Topographie et ensoleillement favorables ;
- Situation à proximité des futurs équipements (Plaine de la Paix) ;
- Proximité des réseaux ;
- Opportunité de développer l'espace bâti à long terme au Sud de la RD.6015 ;
- Opportunité de développer la tâche bâtie dans un second temps, après l'opération de requalification du centre-bourg ;
- Impact paysager mesuré en cas d'urbanisation, en continuité de l'espace bâti ;
- Secteur en retrait des zones de richesses environnementales.

Contraintes à l'urbanisation :

- Consommation d'espace valorisé par l'activité agricole ;
- Procédure d'évolution du PLU nécessaire pour ouvrir le site à l'urbanisation.

Statut du projet dans le PLU approuvé :

⇒ **Classement en zone à urbaniser à long terme (2AUa) pour permettre le développement de l'habitat dans la deuxième tranche de vie du PLU**

Site 3 – la ZA des Jonquilles

Statut du projet lors de la révision du POS en PLU :

⇒ **Développement du parc de logements**

Superficie : 12,8 ha

Localisation : Ouest du centre-bourg– RD.6015

Occupation du sol : terrain valorisé par l'activité agricole (culture)



Atouts pour l'urbanisation :

- Situation à proximité du centre-bourg ;
- Situation à proximité de la RD.6015, axe structurant du secteur ;
- Proximité des réseaux.

Contraintes à l'urbanisation :

- Terrain impacté par un recul de 75 mètres par rapport à l'axe de la RD.6015 pour toutes les nouvelles constructions ;
- Site compris dans le périmètre éloigné de protection de la source et du forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir ;
- Site impacté par une zone de bruit de catégorie 2 (RD.6015).

Statut du projet dans le PLU approuvé :

⇒ **Classement en zone à urbaniser à long terme (2AUa) pour permettre le développement des activités économiques dans la deuxième tranche de vie du PLU**



7 - Présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser (ERC) les conséquences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

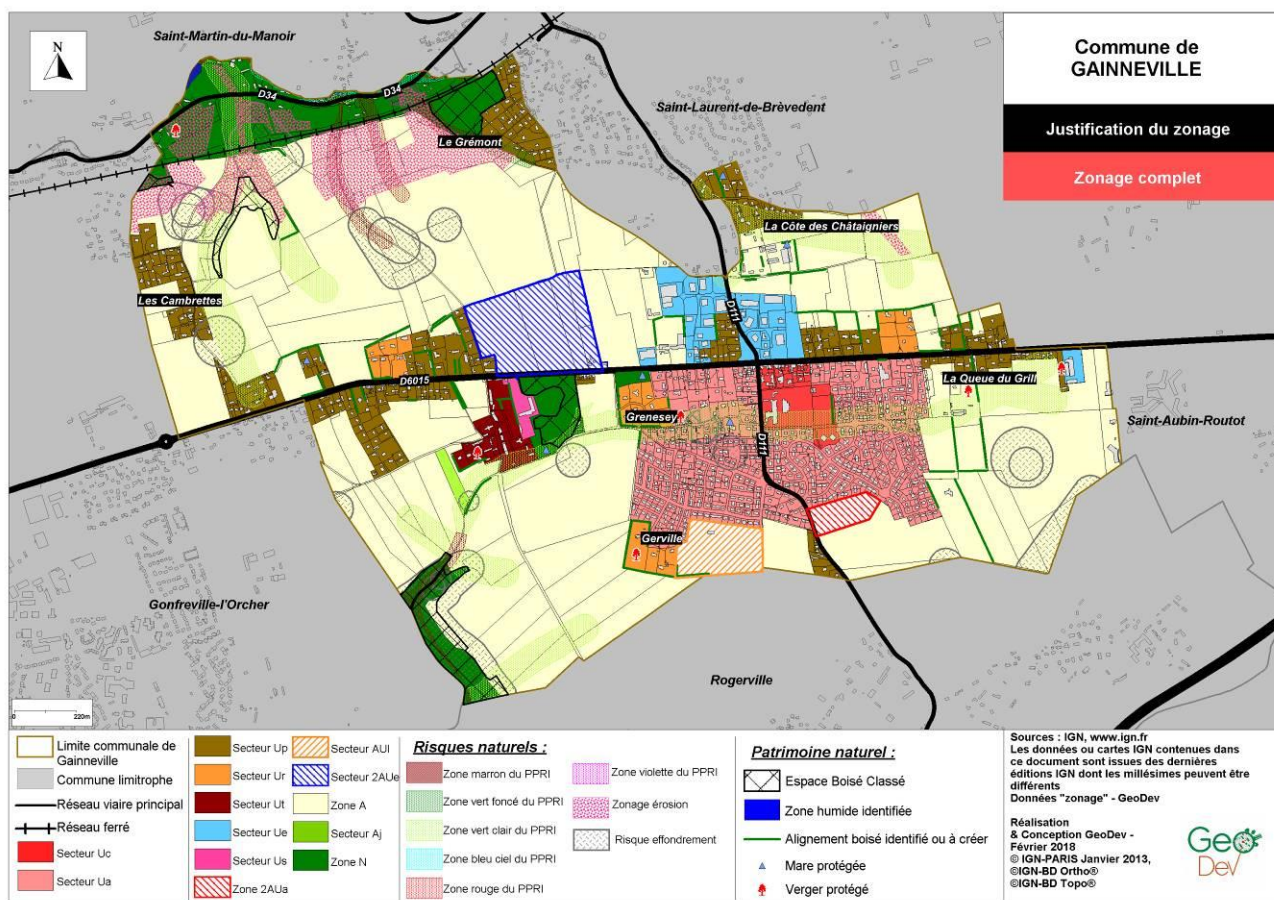
Les dispositions réglementaires du PLU contribuent à la protection et à la mise en valeur de l'environnement. Il convient de présenter les incidences de ces mesures en prenant soin de mentionner en parallèle, dès que possible, les mesures prises en dehors du PLU, dans chacun des domaines évoqués.

Le choix a été fait de soumettre chaque zone du règlement écrit et graphique au filtre des impacts environnementaux. Cette disposition permet de mettre en évidence les singularités du zonage dans ses rapports à l'environnement. Il s'agit alors d'une approche analytique par type de destination des sols (secteurs urbanisés, à urbaniser, agricoles, naturels).

En revanche, lorsque les sujets à traiter au regard de l'évaluation environnementale s'avèrent transversaux, l'approche thématique est privilégiée (risques, eau...).

Il est important de spécifier également que les mesures d'évitement concernent essentiellement les zones U, A et N du PLU, que les mesures de réduction ont essentiellement été développées dans le cadre des zones de projet (AU). Les zones de développement à long terme ne sont pas appréhendées dans cette étude dans la mesure où aucun contenu véritable n'est acté dans le cadre du parti d'urbanisme arrêté.

Aucune mesure compensatoire n'a été nécessaire dans le cadre de la présente évaluation environnementale.



7.1 – Les mesures d'évitement du PADD

Le PADD de Gainneville fixe, comme prévu par la loi, des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain dans le cadre de toutes les zones urbaines ou susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation.

7.1.1 – Les enjeux issus du diagnostic

Dispositions concernant les zones urbaines

- Identifier et préserver les éléments du patrimoine bâti remarquable (belles demeures, séquences urbaines...) ;
- Limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels ;
- Urbaniser sans remettre en cause l'activité agricole ;
- Développer l'activité touristique (randonnée...) en s'appuyant sur les atouts de la commune, à ce titre sont cités l'environnement, les loisirs de plein-air et le patrimoine.

Dispositions concernant les zones agricoles

- Urbaniser sans remettre en cause l'activité agricole ;
- Limiter l'étalement urbain vers les terres agricoles ;
- Conserver l'ambiance à dominante rurale de la commune.

Dispositions concernant les zones naturelles

- Préserver les grandes entités paysagères et naturelles ;
- Conserver la qualité paysagère et l'ambiance rurale de la commune (perspectives sur la mer, continuités et coupures vertes, éléments remarquables...).

Dispositions concernant les nuisances, pollutions et risques

- Concevoir l'urbanisation pour ne pas contribuer à l'insécurité routière ;
- Structurer et valoriser le réseau de cheminements doux (tourisme, déplacements quotidiens...) ;
- Faciliter les modes de transports alternatifs aux véhicules individuels motorisés ;
- Protéger les personnes et les biens face aux différents risques (ruissellement, effondrement...).

Dispositions concernant les ressources naturelles

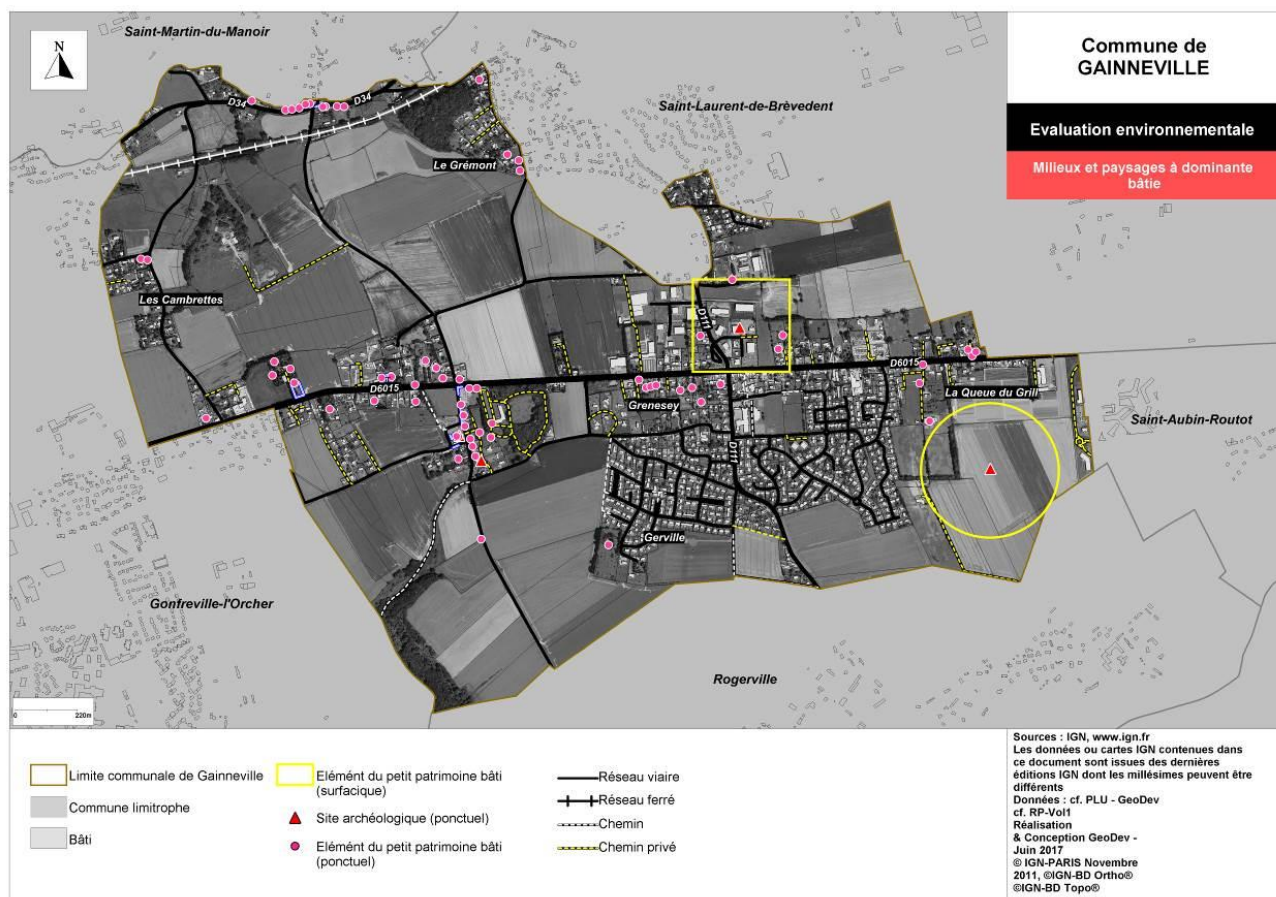
- Préserver les ressources (eau...) ;
- Éviter les pollutions (sols, air...).

7.1.2 – Traduction des mesures d'évitement dans les orientations stratégiques du PADD

Dispositions concernant les zones urbaines

- Comblent les espaces interstitiels cernés par l'urbanisation (dents creuses) ;
- Limiter autant que possible l'étalement urbain vers les terres agricoles et les espaces naturels ;
- Densifier prioritairement les secteurs déjà urbanisés ;
- Encadrer l'évolution de l'habitat diffus sur le territoire communal, notamment dans les hameaux peu structurés ;
- Augmenter la capacité du parc de logements de la commune ;
- Veiller à la qualité architecturale et à l'insertion des nouvelles constructions dans leur environnement paysager et bâti ;
- Identifier les constructions remarquables qui contribuent à l'identité cauchoise de la commune (belles demeures, petit patrimoine bâti...) ;

- Soigner les transitions entre espaces bâtis, espaces agricoles et espaces naturels, notamment dans les secteurs où la densification est possible ;
- Permettre le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère patrimonial, en habitation ;
- Sauvegarder les demeures de caractère, les bâtiments et les linéaires bâtis ayant une architecture remarquable, notamment en maîtrisant l'urbanisation à leurs abords.

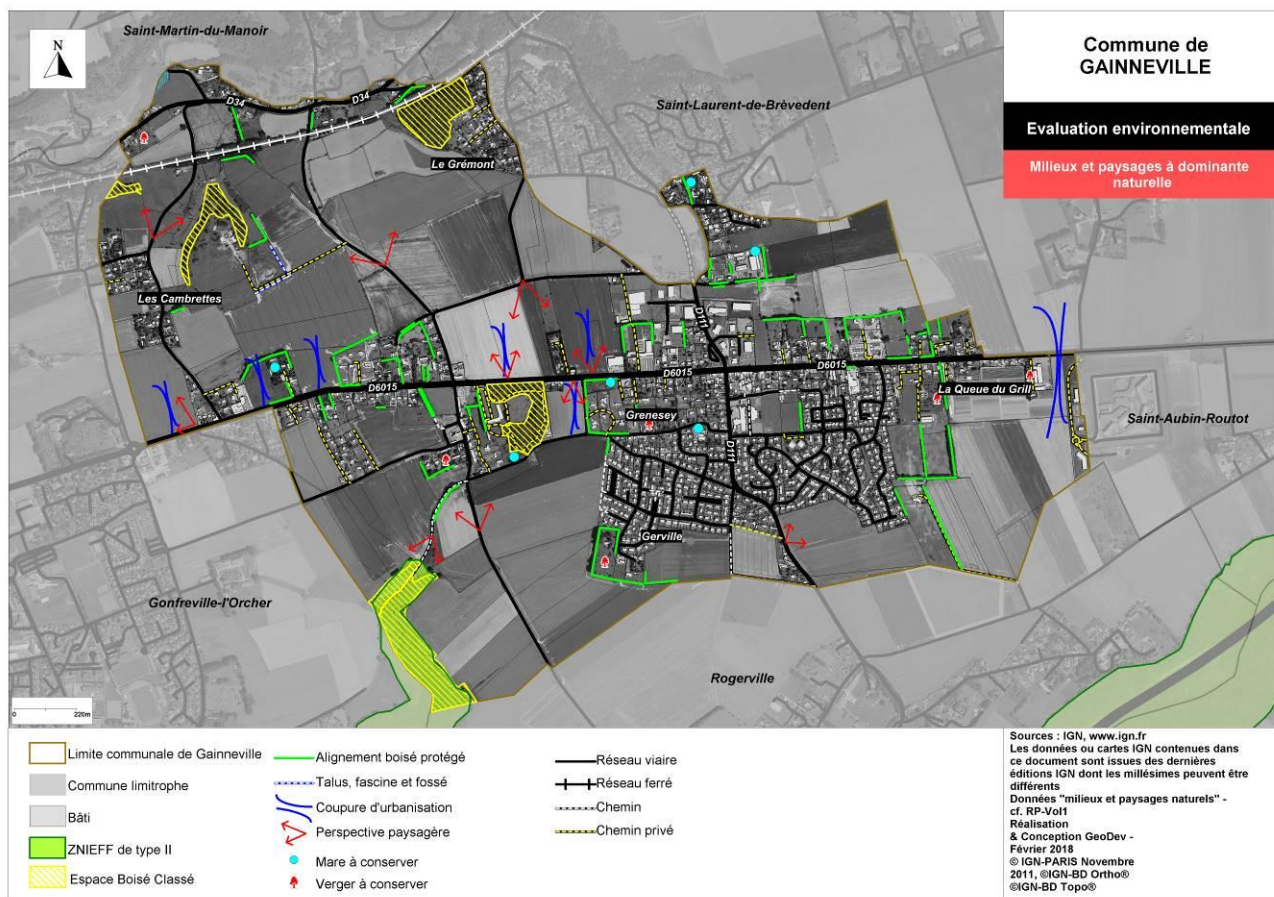


Dispositions concernant les zones agricoles

- Maintenir le bâti agricole à distance du bâti à dominante d'habitat et inversement ;
- Assurer les continuités agricoles à l'échelle supra-communale ;
- Ne pas miter les grands ensembles agricoles ;
- Assurer l'accessibilité aux terres exploitées.

Dispositions concernant les zones naturelles

- Préservation et remise en état des continuités écologiques ;
- Préserver les grandes unités paysagères du territoire ;
- Veiller à la qualité architecturale et à l'insertion des nouvelles constructions dans leur environnement paysager et bâti ;
- Développer les activités de loisirs et de plein-air les sentiers de randonnée ;
- Protéger et valoriser les éléments du patrimoine naturel participant au paysage identitaire de Gainneville, comme les alignements boisés, les mares, les vergers et les boisements ;
- Favoriser les plantations en essences locales.



Dispositions concernant les nuisances, pollutions et risques

- Maîtriser les rejets pluviaux dans le milieu en optimisant la mise en place de dispositifs hydraulique adaptés, y compris lors des futures opérations d'aménagement ;
- Maîtriser l'infiltration des eaux de ruissellement à la parcelle et la rétention des eaux de toiture ;
- Eviter les pollutions de sites et respecter le périmètre éloigné de protection du captage ;
- Interdire les activités nuisibles et dangereuses dans les quartiers d'habitation ;
- Tenir à distance les zones d'extension résidentielle des sources de risque naturel (ruissellement, effondrement...).

Dispositions concernant les ressources naturelles

- Préserver les zones d'intérêts écologiques et forestiers (ZNIEFF...) ;
- Restaurer, conserver le entretenir les mares qui assurent une fonction de réceptacle naturel ;
- Conserver les talus, les alignements boisés et les prairies inondables, afin de favoriser, entre autres, l'infiltration des eaux pluviales et les identités remarquables du paysage local ;
- Inciter à recourir aux énergies renouvelables ;
- Promouvoir le développement des modes actifs (cheminements doux...).



7.2 – Les mesures d'évitement du règlement écrit

Pour tous les secteurs, le règlement écrit détaille un certain nombre de prescriptions permettant la mise en valeur et le respect de l'environnement, relevant certes de l'évitement, puisque édictées en amont de toute opération ou aménagement, donc s'imposant à tous.

7.2.1 - La gestion des eaux pluviales

- Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le milieu récepteur (fossés, cours d'eau, réseau...). La perméabilité des sols sera recherchée.
- Les futurs aménagements, mouvements de terre et débits d'eaux pluviales ne doivent pas créer de désordres d'inondations aux futures constructions, ni à leur sous-sol. De même, ils ne doivent pas constituer une aggravation des risques d'inondation en aval ou en amont par rapport à la situation préexistante.
- Dans les secteurs non desservis en assainissement eaux pluviales, ou dont les collecteurs existants n'ont pas de capacités suffisantes, des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise des débits et l'écoulement des eaux pluviales de ruissellements des parcelles. Ces équipements ainsi que ceux nécessaires au libre écoulement sont à la charge du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.
- Les eaux pluviales doivent être collectées et traitées en priorité par infiltration ou raccordées au réseau public si il existe, ou le cas échéant régulées vers un autre exutoire (fossé, caniveau, thalweg, etc.) à condition de ne pas aggraver la concentration du flux ruisselé. La capacité locale d'infiltration du sol devra être examinée.
- Le traitement qualitatif de l'effluent pluvial devra être adapté au risque de pollution généré par le projet et à la vulnérabilité du milieu récepteur.
- Pour les opérations d'ensemble, la gestion interne des eaux pluviales du projet répondra à une approche globale et intégrée selon un schéma d'aménagement d'ensemble de la zone.
- Pour les opérations d'au moins trois lots et les aménagements d'une surface de plus de 1 ha, la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales implique, à défaut d'étude particulière que : des ouvrages hydrauliques de rétention des eaux pluviales soient réalisés et dimensionnés pour recueillir efficacement tout événement pluviométrique de fréquence centennale ; la totalité de la surface de l'opération soit gérée ; le débit de fuite de l'opération soit limité à 2l/s/ha ; la vidange du dispositif de stockage soit assurée en moins de 2 jours.
- Pour les autres opérations, non raccordables à un équipement collectif de régulation des eaux pluviales des surfaces aménagées, la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales implique que : chaque propriétaire retienne ses eaux pluviales sur la base d'un stockage d'un volume de 1 m³ d'eau par tranche de 20 m² d'emprise imperméabilisée ; ce volume soit vidangé en minimum 1 jour et maximum 2 jours, en priorité par infiltration dans le sol et par défaut vers un exutoire de surface.

7.2.2 - La gestion de l'eau potable

- Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par des canalisations souterraines.

7.2.3 - La gestion des eaux usées

- Toute construction ou installation le nécessitant doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.
- En cas d'impossibilité technique justifiée, un dispositif d'assainissement individuel est autorisé, à condition d'être conforme à la réglementation en vigueur, et contrôlé, conformément aux dispositions du Code de Santé Publique et du Code Général des Collectivités Territoriales, par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

7.2.4 - La collecte des déchets

- Dans le cadre des opérations d'aménagement d'ensemble, une gestion collective des déchets doit être envisagée.
- Les voies en impasse, privées ou publiques, doivent être aménagées de telle sorte que tous les types de véhicules utilitaires puissent faire demi-tour (particulièrement les véhicules de défense incendie et de **collecte des déchets**).

7.2.5 - La gestion des constructions

- L'autorisation d'urbanisme peut être refusée ou subordonnée au respect de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.
- Toutes les constructions, doivent respecter l'harmonie créée par les bâtiments existants et le site. Elles doivent, par leur implantation, leur volume ou leur teinte, contribuer à créer, maintenir ou renforcer l'aspect de la rue.
- Tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit. Les matériaux d'aspect médiocre en parement extérieur des constructions sont interdits.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics doivent s'intégrer à l'environnement par leur aspect et leur implantation. Leurs éléments techniques, telles que les antennes, doivent être masqués.
- Les éléments techniques extérieurs (systèmes d'énergie alternatifs, les autres systèmes de chauffage ou de climatisation ainsi que les systèmes de transmission satellite et autres installations techniques) doivent être les moins visibles possible depuis la rue. Il convient donc de les intégrer aux façades ou aux toitures de façon discrète, soignée et harmonieuse (coffret technique en harmonie avec la façade sur rue par exemple).
- Les travaux d'extension et de réhabilitation des bâtiments ayant un caractère architectural et patrimonial doivent concourir à mettre en valeur le caractère originel des bâtiments.
- Pour les toitures, les couleurs vives et criardes, les aspects brillants et ondulés et les teintes de tuiles étrangères à la région sont interdits pour toutes les toitures des constructions et, les couleurs de toiture des constructions doivent être en harmonie avec les autres constructions et annexes environnantes.
- Les teintes de toitures des annexes et des extensions devront être en harmonie avec celle de la construction principale de l'unité foncière ou avec le site environnant.
- Les toitures des constructions principales doivent présenter deux pentes ou plus. Les pentes de toit des constructions doivent être supérieures à 30° et présenter un débord de toiture de 20 cm minimum, sauf en cas d'implantation en limite séparative.
- Les toitures terrasses et les toitures monopentes peuvent être autorisées : dans le cas d'architecture contemporaine de qualité s'intégrant au site, à condition que la construction présente un ou plusieurs décrochés de façade et/ou de toiture ; dans le cadre de techniques innovantes d'économie ou de production d'énergie ; pour les volumes de toiture de moins de 30 m² ; pour les constructions à vocation d'équipements d'intérêt collectif et les services publics.
- Toutes les façades, murs, pignons et conduits doivent présenter un traitement architectural harmonieux.
- Les façades devront par leur tonalité et leur couleur, s'intégrer dans le contexte urbain et paysager. Les teintes beiges, sable, et autres teintes s'inspirant de la couleur des matériaux traditionnels du Pays de Caux sont à privilégier.
- Les couleurs vives et les couleurs criardes sont interdites. Les façades peuvent, toutefois, être rehaussées, de façon harmonieuse et par petites touches (encadrements des baies, éléments de détail,...) par des couleurs vives pour souligner le parti architectural.
- Les teintes de façade des annexes et des extensions doivent être obligatoirement en harmonie avec les couleurs des façades ou des menuiseries de façade de la construction principale de la parcelle.
- Les matériaux bruts utilisés en façade (béton brut, maçonnerie de briques creuses, blocs béton)

sans enduit extérieur sont interdits.

- Les façades en briques, ou en autres matériaux de qualité, doivent être conservées en bon état. Elles doivent faire l'objet d'un traitement global de qualité visant à maintenir un cachet architectural.

7.2.6 - La gestion des clôtures

- Les clôtures doivent tenir compte de l'écoulement normal des eaux de ruissellement et ne doivent pas constituer un obstacle aux eaux de ruissellement. Les clôtures pleines et à soubassement sont uniquement autorisées en dehors des zones du PPRI du bassin versant de la Lézarde.
- Les clôtures sont réalisées en harmonie avec les bâtiments, les clôtures voisines et le caractère du quartier. Les matériaux bruts (plaques béton, parpaings, etc.) sans traitement qualitatif ne doivent pas être laissés apparents. L'emploi de barbelés, ou de dispositifs de sécurité similaire, sont interdits, sauf en cas de besoin particulier lié à la nature de l'occupation du terrain.
- La hauteur maximum des clôtures est limitée à 2 mètres sur limite séparative et 1,80 mètre sur limite d'emprise publique. Elles peuvent être doublées d'une haie constituée d'essences locales.
- Les clôtures implantées à l'angle de plusieurs voies et emprises publiques devront respecter un dégagement suffisant permettant d'assurer la visibilité des usagers de la voie.

7.2.7 - La gestion des espaces libres et des plantations

- Les haies végétales doivent être constituées d'essences locales. Une liste « palette des essences locales » est à disposition en annexe du règlement écrit.
- Pour les unités foncières recevant des habitations, une surface minimale de 20% de l'unité foncière doit être traitée en espaces verts. De plus, ces espaces verts doivent être plantés à raison d'un arbre minimum par tranche de 200 m² de l'unité foncière.
- Une attention particulière doit être portée à la qualité environnementale et paysagère des aires de stationnement (intégration paysagère, gestions des eaux pluviales, qualité de revêtement...).

7.2.8 - La gestion du stationnement

- Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des usagers doit être assuré sur la parcelle utilisée, en dehors de la voie publique.
- En cas de changement de destination de tout ou partie d'un bâtiment existant, le nombre minimum de places afférentes à la nouvelle destination doit correspondre aux règles définies à l'article 12 du règlement écrit, pour le secteur concerné.
- Un emplacement doit être réservé, par habitation, au stationnement commode et sécurisé des vélos.

7.2.9 - La gestion de la performance énergétique et environnementale

- Les constructions prendront en compte, dans la mesure du possible, les objectifs de développement durable et d'efficacité énergétique. Elles pourront :
 - Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;
 - Intégrer les dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
 - Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;
 - Utiliser les énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire) géothermie...
 - Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.
- Les panneaux solaires sont autorisés, sous réserve d'être intégrés dans les pentes de toiture, en respectant une intégration soignée : sans surépaisseur, alignés ou dans le rythme de la façade.

7.2.10 - La gestion des autres réseaux et infrastructures

- Le raccordement des constructions aux réseaux de télécommunication (téléphone, câble, etc...) et d'énergie (électricité, gaz, etc...) doit **être en souterrain** jusqu'à la limite du domaine public.
- Toute nouvelle construction doit intégrer dans ses réseaux enterrés, entre le domaine public et la construction, des dispositions techniques adaptées pour permettre le raccordement à la fibre optique.

7.2.11 - Les risques inondation et érosion

- Conformément à la loi de février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, le PLU prend en compte les risques naturels existants sur le territoire de Gainneville, comme les risque inondation par ruissellement et érosion.
- Le remblaiement des mares, des bassins et des fossés est interdit.
- Les clôtures faisant obstacle au libre écoulement des eaux de surface sont interdites.
- Les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le milieu récepteur (fossés, cours d'eau, réseau...). La perméabilité des sols sera recherchée.
- Les futurs aménagements, mouvements de terre et débits d'eaux pluviales ne doivent pas créer de désordres d'inondations aux futures constructions, ni à leur sous-sol. De même, ils ne doivent pas constituer une aggravation des risques d'inondation en aval ou en amont par rapport à la situation préexistante.
- Dans les secteurs non desservis en assainissement des eaux pluviales, ou dont les collecteurs existants n'ont pas de capacités suffisantes, des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise des débits et l'écoulement des eaux pluviales de ruissellements des parcelles.
- Les eaux pluviales doivent être collectées et traitées en priorité par infiltration ou raccordées au réseau public si il existe, ou le cas échéant régulées vers un autre exutoire (fossé, caniveau, thalweg...) à condition de ne pas aggraver la concentration du flux ruisselé. La capacité locale d'infiltration du sol devra être examinée.
- Le traitement qualitatif de l'effluent pluvial devra être adapté au risque de pollution généré par le projet et à la vulnérabilité du milieu récepteur.

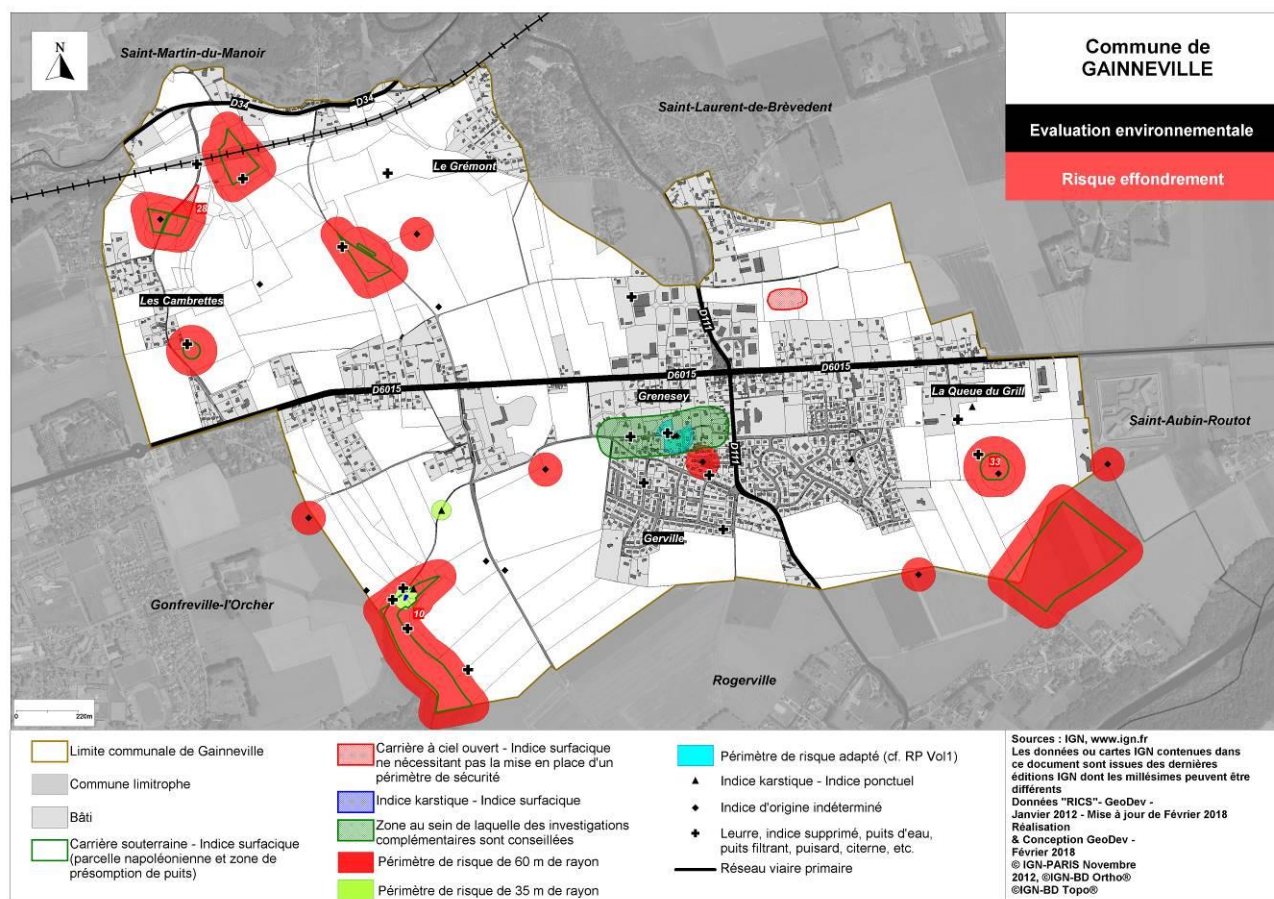
7.2.12 - Le risque effondrement

Le bureau d'études GeoDev a réalisé un Recensement des Indices de Cavités Souterraines (RICS) en 2012 qui a permis d'identifier **48 indices concrétisant le risque d'effondrement sur le territoire communal**.

La répartition des 48 indices ponctuels se fait de la façon suivante :

- 8 indices sont liés à des cavités souterraines (marnières...) ;
- 13 indices d'origine indéterminée ;
- 5 indices karstiques ;
- 2 carrières à ciel ouvert ;
- 1 argillère à ciel ouvert ;
- 5 indices levés suite à un décapage du terrain ;
- 13 indices levés par corrélation avec les archives municipales ;
- 1 indice levé par témoignage écrit.

Dans les zones de risque liées à la présence d'un indice de cavité souterraine, reportées sur le règlement graphique, seules sont autorisées les extensions mesurées des constructions ainsi que les annexes de faible emprise, jointives ou non, dans le cadre de l'amélioration de l'habitat et de la mise aux normes des bâtiments d'activités sous réserve que la vocation de la construction soit autorisée, de ne pas construire au droit de l'indice et que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de logements.



7.2.13 - Le risque technologique

Le risque technologique est présent sur le territoire communal par le biais des exploitations agricoles. Sur les quatre (4) sièges d'exploitation présents, trois (3) relèvent du Régime sanitaire départemental (RSD).

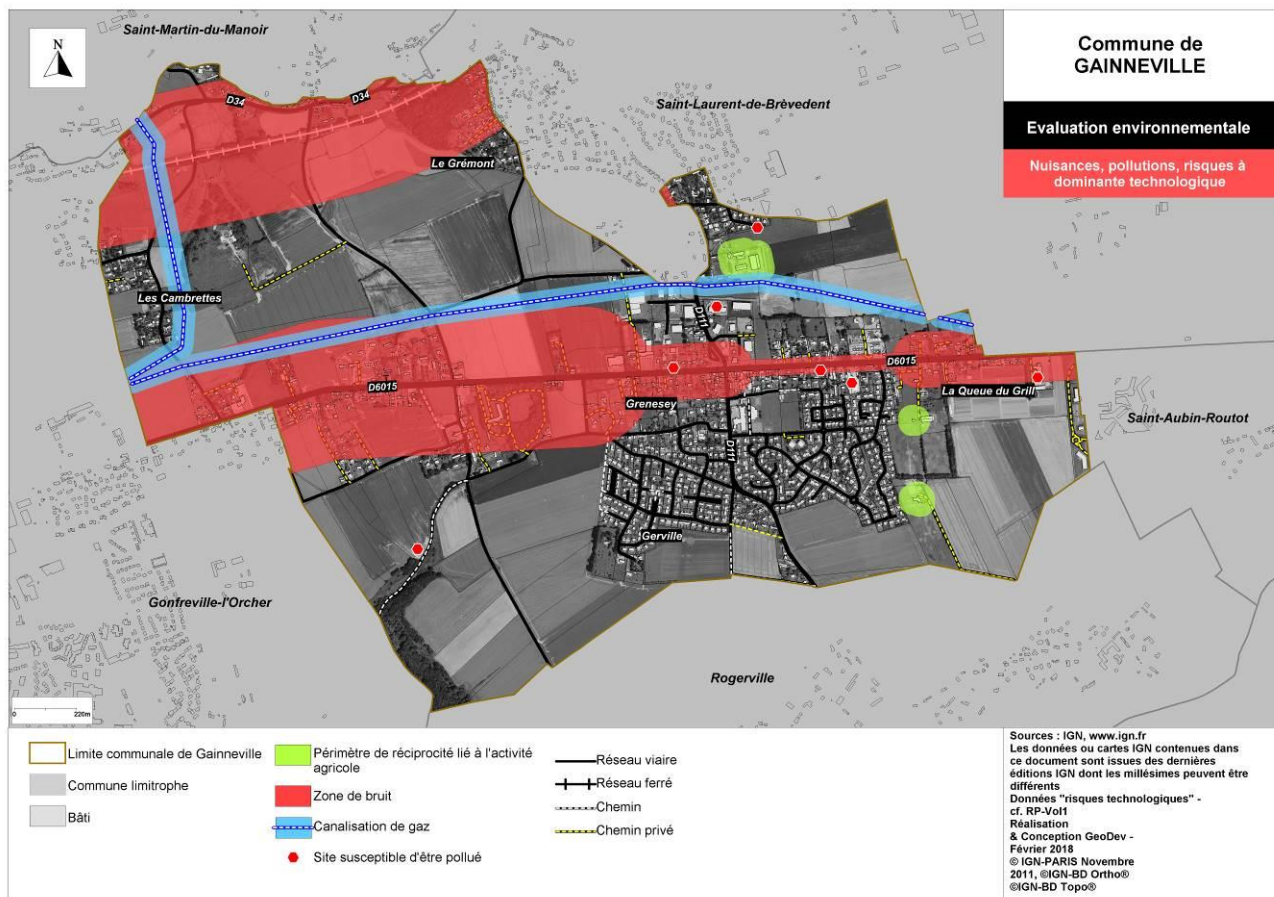
D'autres nuisances et risques liés aux activités humaines sont également répertoriés sur le territoire communal :

- Huit (8) sites susceptibles d'être pollués (inventaire BASIAS) coïncidant avec d'anciens sites industriels majoritairement englobés dans l'enveloppe bâtie, à l'exception d'un, localisé à proximité du bois des Marettes au Sud-Ouest ;
- Un (1) site pollué est officiellement inventorié (Source BASOL) correspondant à une station-service TOTAL sise rue de la Libération ;
- Trois (3) lignes aériennes de transport d'électricité ;
- Deux (2) canalisations sous pression dédiées au transport de gaz, exploitées par la société GRT Gaz ;
- Une (1) voie classée à grande circulation générant une zone d'inconstructibilité de 75 m de part et d'autre de la RD.6015, en dehors des espaces déjà urbanisés.

Ces orientations se sont traduites dans le règlement écrit et dans le zonage :

- Par la maîtrise de l'urbanisation aux abords des exploitations agricoles majoritairement implantées au sein ou à proximité des zones bâties ;
- Par la mise en place de périmètres de risque autour de chaque axe de ruissellement selon l'importance et l'occurrence du risque ;

- Par la réalisation d'une étude de Recensement des Indices de Cavités Souterraines et par des prescriptions particulières en termes de constructions dans le règlement écrit. Le risque lié aux effondrements de falaise est également traité dans le PLU via la déclinaison de la doctrine départementale de la DDTM dans les pièces réglementaires ;
- Par la prise en considération des dispositions inhérentes aux voies classées à grande circulation et aux zones de bruit.



7.2.14 – Les nuisances sonores

Le PLU intègre systématiquement les bandes de protection sonore liées à la protection des habitants contre les nuisances sonores lorsqu'elles sont identifiées (Porter à connaissance de l'Etat). Les infrastructures de transport terrestres sont également classées en fonction de leur niveau acoustique et les secteurs affectés par le bruit sont alors délimités de part et d'autre du tronçon viaire concerné.

La commune de Gainneville est concernée par le classement de deux (2) voies bruyantes générant quatre (4) zones de bruit distinctes :

- Une zone de bruit de catégorie 4 qui s'étend sur 30 m de part et d'autre de l'axe de la RD.111 ;
- Une zone de bruit de catégorie 2 qui se déploie sur 250 m de part et d'autre de l'axe de la RD.6015 ;
- Une zone de bruit de catégorie 3 qui se développe sur 100 m de part et d'autre de l'axe de la RD.6015 ;
- Une zone de bruit de catégorie 4 qui concerne une zone de 30 m de part et d'autre de l'axe de la RD.6015.

7.2.15 – La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre

- Le PLU affiche résolument une volonté de diminuer les obligations de déplacements en voiture solo. Ces résolutions sont plus aisées à mettre en œuvre à l'échelle intra-communale en favorisant la mise en place de cheminements doux, de stationnements propres aux vélos, donc en favorisant la pratique des modes actifs par report modal.
- La commune de Gainneville contribue cependant à ne pas augmenter sa contribution en émission de gaz à effet de serre dans la mesure où aucune implantation de nouvelle voie routière n'est envisagée, à l'exception des dessertes viaires de la zone de densification en secteur Uc.

7.2.16 – La sécurité des usagers

- L'autorisation de construire sera délivrée sous réserve de la compatibilité du traitement des accès avec la circulation et le respect de la sécurité des usagers.
- Les caractéristiques des accès doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, notamment pour les véhicules de lutte contre les incendies et de protection civile.
- Dès que possible (Up), les accès devront être traités comme des entrées charretières afin de sécuriser l'engagement sur la voirie et de permettre le stationnement d'un véhicule de passage.
- La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie qui les dessert.
- Les voies nouvelles doivent être conçues et aménagées de manière à garantir la sécurité des piétons et des cycles.

7.2.17 – La gestion des déchets

- En référence à la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée par la loi du 13 juillet 1992, la circulaire du 28 avril 1998 réaffirme la volonté de développer la valorisation des déchets.
- Le parti d'aménagement retenu consiste à privilégier un développement urbain maîtrisé en favorisant l'intérieur du tissu urbain existant ou en continuité immédiate (future zone à vocation d'habitation). Ces dispositions permettent d'optimiser le système de collecte de déchets déjà en place.
- La gestion des déchets, leur collecte et leur traitement, est une compétence assurée par la Communauté de l'agglomération havraise (CODAH). Elle assure l'ensemble des opérations suivantes : la collecte en porte à porte, la gestion des points d'apports volontaires, l'accueil dans les déchetteries du territoire, le transport vers les centres de traitement des déchets ménagers et assimilés et, la valorisation et le traitement des déchets collectés.
- Les modalités de collecte sont les suivantes : la collecte des recyclables (verre et emballages) est organisée en points d'apport volontaire et, la collecte en porte à porte des ordures ménagères est planifiée tous les jeudis.
- La déchetterie la plus proche est celle de Gonfreville-l'Orcher, située sur la zone d'activités du Parc de l'Estuaire, à 6 km environ de Gainneville.

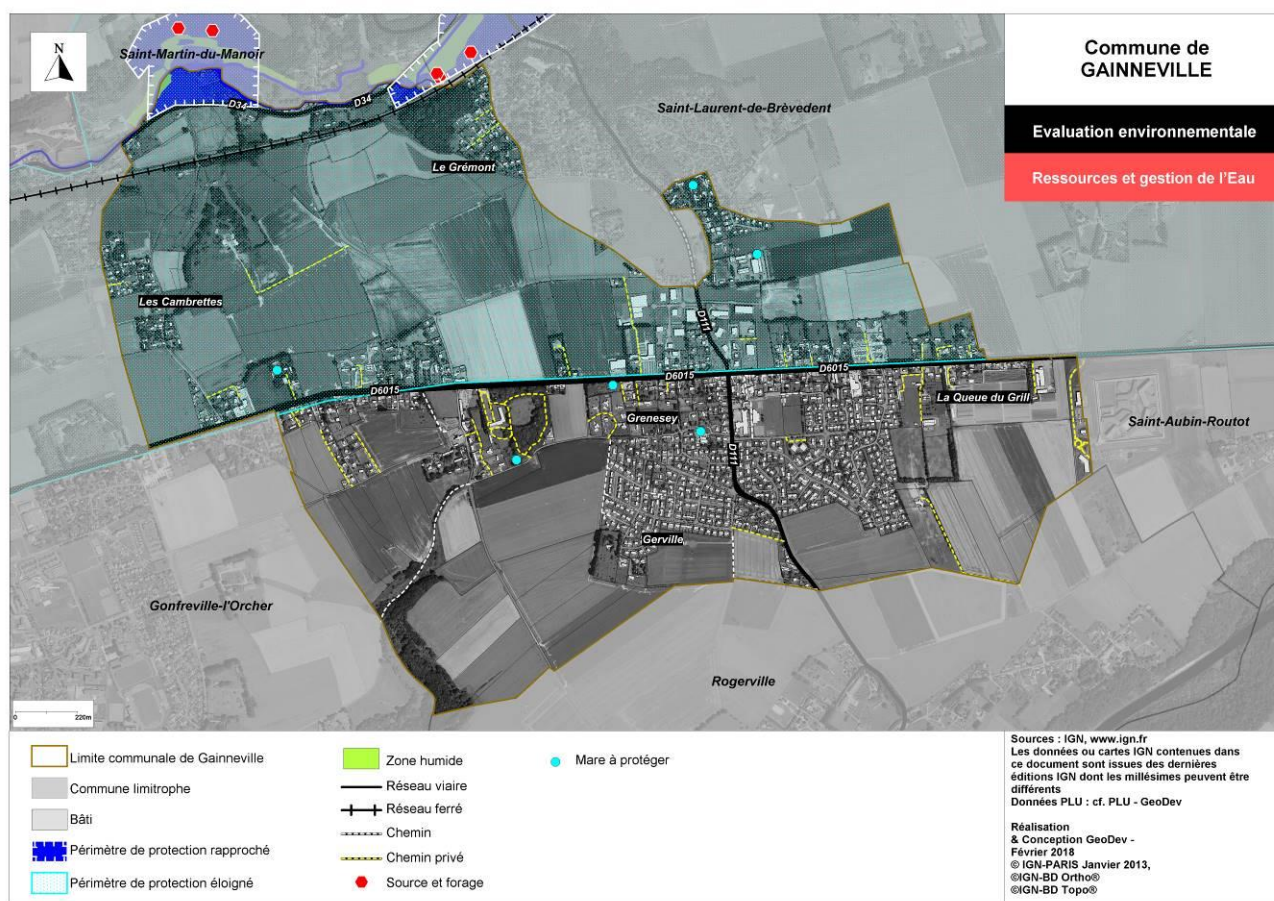
7.2.18 – La qualité de l'eau

- Le règlement écrit mentionne plusieurs dispositions contribuant au maintien, voire à l'amélioration de la qualité de l'eau. Le recours aux techniques d'hydraulique douce a pour effet de lutter contre les phénomènes d'inondation, mais aussi de préserver la qualité de l'eau en évitant le déversement d'eaux de surface souillées puisque les techniques alternatives aux tuyaux ont pour but premier la récupération des eaux de pluie.
- Le PLU est mis en conformité avec les objectifs de la loi sur « l'eau et les milieux aquatiques » de 2006, puisque tout déversement d'eaux usées non domestiques est soumis à autorisation afin de réduire les eaux claires parasites.

- Se trouve également interdits les rejets d'eaux non domestiques dans le réseau d'assainissement, à l'exception de ceux pour lesquels il existe une autorisation obtenue dans le cadre d'une convention de déversement spécial.
- Il serait cependant intéressant que les principaux espaces urbanisés disposent d'un réseau séparatif permettant d'acheminer et de traiter différemment les eaux usées et les eaux pluviales collectées.

7.2.19 – La gestion de la performance énergétique

- Les constructions prendront en compte, dans la mesure du possible, les objectifs de développement durable et d'efficacité énergétique. Elles pourront utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ; intégrer les dispositifs de récupération de l'eau de pluie ; prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ; utiliser les énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire) géothermie... et, orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.
- Les panneaux solaires pourraient être autorisés, sous réserve d'être intégrés dans les pentes de toiture, en respectant une intégration soignée : sans surépaisseur, alignés ou dans le rythme de la façade.



7.2.20 – La qualité de l'air

- La qualité de l'air sur la commune de Gainneville est essentiellement conditionnée par la circulation. Aucun rejet industriel n'est à signaler sur la commune. Il faut cependant noter la proximité immédiate de la zone industrialo-portuaire du Havre dont les émissions aériennes affectent le territoire de Gainneville lorsque les vents du Sud sont dominants.

- Comme précisé dans le cadre des prescriptions concernant l'équipement des terrains, la commune édicte dans son règlement écrit des mesures ayant pour but de développer les dispositifs de cheminement doux (sentes, stationnement pour vélos...) et visant à raisonner le trafic automobile afin de réduire la pollution inhérente à ce mode de transport.
- Aucune autre activité que les seuls déplacements motorisés ne semble atteindre à la qualité de l'air de la commune, sachant que le PLU ne pourrait que très difficilement agir directement pour une réduction de ces nuisances si cela était le cas. Il faut néanmoins remarquer que le PLU de Gainneville n'encourage en aucun cas le développement ou l'implantation d'activités pouvant altérer la qualité de l'air (y compris pour la destination envisagée de la future zone d'activités 2AUE).
- Comme déjà évoqué, le PLU de Gainneville encourage le recours aux énergies les plus favorables pour le maintien de la qualité de l'air en facilitant l'utilisation des énergies renouvelables et en réglementant l'orientation des constructions par rapport à l'ensoleillement.
- Le règlement fait état de plusieurs dispositions permettant ainsi de lutter contre la pollution de l'air en rendant possible l'intégration de surfaces destinées à capter l'énergie solaire en toiture et en façade.

7.2.21 – La promotion des modes doux

- Il est transcrit que des aires réservées au stationnement des vélos doivent être prévues de manière commode, afin que leur usage soit encouragé, limitant ainsi l'augmentation systématique des émissions de gaz polluants affectant la qualité de l'air.
- Les modes doux sont également privilégiés au sein des enveloppes bâties et à l'échelle plus globale du tissu urbain dense, puisque toutes les dispositions sont prises pour assurer la continuité spatiale des cheminements et inciter ainsi au report modal de la voiture vers la marche.
- Enfin, plusieurs infrastructures de cheminements doux, principalement des chemins ou sentes, ont été recensées, mais il est regrettable qu'elles n'aient pas été identifiées au titre de l'article L151-38 du Code de l'Urbanisme. Ainsi, les opérations de constructions à proximité des linéaires identifiés n'auraient pas pu remettre en cause leur continuité.
- Trois (3) des quatre (4) emplacements réservés du PLU ont pour vocation la réalisation ou l'amélioration d'un cheminement piétonnier (Titre V du règlement écrit).
- Un linéaire de plusieurs kilomètres d'infrastructures pour les cheminements doux a ainsi été identifié sur le territoire de Gainneville.



7.3 - Synthèse des mesures d'évitement

Dispositions concernant les zones urbaines

1. Gérer efficacement les eaux pluviales en mettant en œuvre des techniques alternatives aux dispositifs d'hydraulique lourde et aux tout tuyaux, comme le stockage, l'infiltration dans les espaces verts, la récupération des eaux de toitures...
2. Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables ;
3. Optimiser l'orientation des constructions et installations lors de leur implantation de manière à optimiser les consommations d'énergie, essentiellement en fonction de l'ensoleillement et de l'exposition aux vents froids ;
4. Favoriser la récupération des eaux pluviales (à partir de l'égout de toiture) en réglementant la hauteur des constructions et des installations ;
5. Un nombre très important de dispositions réglementaires sont édictées en faveur de la préservation du caractère architectural des bâtiments remarquables et de l'intégration des nouvelles constructions dans leur environnement. Ainsi, les constructions et installations doivent offrir une apparence compatible avec l'ambiance des lieux avoisinants ;
6. Dans les zones les plus densément bâties (Uc et Ua), les prescriptions réglementaires ont pour objet de protéger le patrimoine historique et le bâti ancien, alors que dans les autres zones, les dispositions en vigueur ont pour finalité le maintien des caractéristiques patrimoniales, y compris celles relevant du patrimoine naturel ;
7. A cet effet, que ce soit pour les constructions principales ou les annexes, des critères de mise en cohérence et d'harmonisation avec les parcelles alentours ont été clairement énoncés en terme de matériaux de façade, de volume, de rythme de percement et de coloration ;
8. En cas de non-respect des prescriptions édictées, un permis de construire peut (doit) être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions particulières ;
9. Tous les secteurs classés en U offrent des dispositions destinées à préserver le caractère rural fortement marqué de la commune. A cet effet, un minimum d'espaces verts est implicitement imposé en fonction du coefficient d'emprise au sol des typologies urbaines présentes sur la commune. Le secteur le moins dense (Ur) offre un coefficient d'emprise au sol moins important (5%) que celui du secteur plus dense (50% pour le secteur Uc) de manière à préserver l'écrin végétal des espaces les plus aérés ;
10. Chaque pourcentage d'emprise au sol de la zone U favorise l'introduction de la verdure dans l'espace urbanisé ;
11. Conserver l'identité paysagère de la commune par des prescriptions visant à respecter les plantations existantes ;
12. Avoir recours à des essences locales pour les haies végétales, permettant de structurer le paysage et de renforcer les dispositions du SRCE en termes de corridors écologiques.

Dispositions concernant les zones agricoles

13. Imposer la qualité paysagère des constructions, installations et dispositifs implantés en zone agricole (végétalisation des ouvrages, plantations des abords en essences locales...) ;
14. Ne pas remettre en cause l'activité agricole en instituant des périmètres de réciprocité ;
15. Maintenir l'accessibilité aux terres agricoles et la continuité à l'échelle du terroir ;
16. Limiter le nombre et l'emprise des constructions, annexes et installations de façon à ne pas miter les grands ensembles agricoles ;
17. Maintenir le potentiel de production de nourriture et de matières premières ;
18. Préserver les modalités d'écoulement et d'épuration des eaux ;
19. Contribuer à la lutte contre les inondations ;
20. Adopter des pratiques agricoles responsables ;
21. Valoriser le patrimoine rural (bâti et paysages) ;
22. Promouvoir le tourisme en milieu rural.

Dispositions concernant les zones naturelles

23. Le règlement favorise la qualité environnementale au droit des constructions ;
24. La promotion d'une culture environnementale au sein des espaces publics et des secteurs d'habitat existants ou projetés ;
25. Le respect au plus près des dispositions du SRCE ;
26. Le maintien de surfaces en eau de bon état écologique ;
27. Le maintien d'espaces boisés de qualité avec une protection adaptée (affectés intégralement en Zone N et classement en « Espace boisé classé ») ;
28. Maintien de la diversité paysagère ;
29. Privilégier un tourisme vert au dépend d'autres possibilités de développement ;
30. Protection et préservation des zones écologiquement intéressantes (urbanisation interdite et instauration d'un classement en zone N avec une réglementation stricte encadrant l'occupation des sols) ;
31. Des zones de préservation, en l'absence de sites Natura 2000, ont ainsi été délimitées pour ce qui a trait aux alignements et espaces boisés classés, les mares à protéger, les vergers à conserver, les talus arborés à créer, les coupures d'urbanisation et les sillons d'extension des ruissellements.

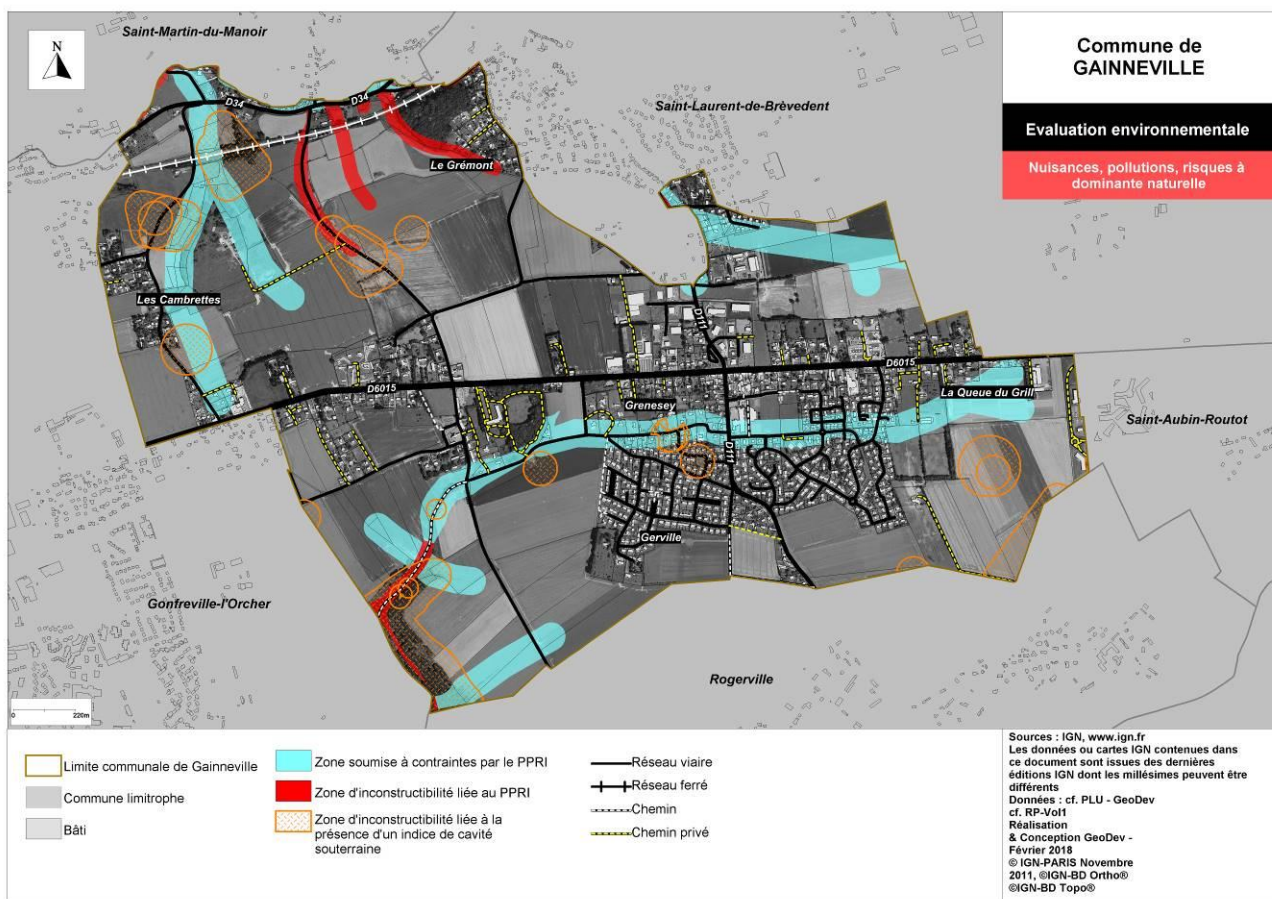
Dispositions concernant les nuisances, pollutions et risques

32. Les règles de protection des haies, des mares et des talus instaurées par le règlement écrit contribuent déjà à limiter fortement les ruissellements. Les dispositions de création de ces mêmes entités naturelles permettront, lors de leur mise en œuvre, de renforcer davantage leur impact ;
33. Les déchets sont pris en charge par la structure intercommunale et des points d'apport volontaire, favorisant la collecte sélective sont d'ores et déjà présents sur le territoire communal ;
34. Par sa volonté de diminuer les déplacements motorisés au sein de son territoire, la commune apporte sa contribution à l'effort national de réduction des émissions de gaz à effet de serre. A cet effet, le développement des cheminements doux et le non-éloignement des futures constructions (par comblement, extension et densification) vis à vis du tissu urbain dense généreront implicitement de moindres émissions, participant également au maintien de la qualité de l'air ;
35. Participer à la régulation du climat (albédo des surfaces végétalisées inférieur à celui des surfaces minéralisées) ;
36. Contribuer au stockage du carbone (par le maintien de surfaces boisées...) ;
37. Proposer des espaces de détente et de loisirs (randonnée, parcours de santé...) et animer certains milieux naturels (point de vue...) ;
38. Valoriser les bio-ressources (boisements...).

Dispositions concernant les ressources naturelles

39. Le PLU met en œuvre des modalités de réduction de la pollution de l'eau en interdisant les rejets d'eau non domestiques sans autorisation préalable ;
40. Le règlement écrit, en autorisant une meilleure gestion de l'eau pluviale, contribue au maintien, voire à l'amélioration de la qualité de l'eau, en privilégiant la réduction des apports d'eaux pluviales dans les réseaux (récupération au moyen de l'hydraulique douce) ;
41. Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables et proposer des dispositifs d'accompagnement de la transition énergétique (économes en énergie et novateurs) ;
42. Réglementer l'intégration de panneaux solaires aux constructions nouvelles et existantes en portant attention à ce que l'impact visuel des équipements visibles de l'espace public soit minimisé en épousant la pente de toiture ;
43. Les articles du règlement écrit, rédigés de manière à faciliter l'utilisation des énergies renouvelables, permettent déjà d'impulser une diminution des dispositifs alimentés par les énergies fossiles, favorisant ainsi l'émergence progressive d'une commune post-carbone ;

44. Promouvoir le développement des liaisons douces entre les différents secteurs de la zone U et les principaux équipements communaux, incitant ainsi à la réduction de l'usage de la voiture pour les courtes distances (entre 0 et 1000 mètres pour la marche et inférieur à 3 km pour le vélo) ;
45. Des solutions de maîtrise de l'énergie, d'utilisation de matériaux respectant l'environnement sont relayées dans divers articles du règlement écrit, permettant ainsi à la soutenabilité d'entrer dans une logique opérationnelle et d'être déclinée à toutes les étapes de la construction ou de la réhabilitation.



7.4 – Les mesures de réduction du PADD

Une zone à urbaniser à vocation d'habitat a été délimitée pour un total d'environ 2,3 ha au sein du secteur Uc. Cette zone se situe ainsi au sein de la tache agglomérée, sur l'emplacement actuel des équipements sportifs du centre-bourg. Ces derniers seront transférés au Sud de l'enveloppe bâtie (AUI), en légère extension du secteur Ua sans prévoir d'artificialisation massive de la parcelle.

Ces choix ont été entérinés, entre autres, afin de limiter les déplacements motorisés quotidiens vers les équipements et les commerces.

Une petite partie du secteur Ue, au lieu-dit « La Maison blanche », fait aussi l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation dans la mesure où, 1,2 ha sont destinés au développement commercial, dans le prolongement de la zone de La Briqueterie. Il s'agit ici de cadrer les modalités de desserte et de transition paysagère à adopter lors de l'aménagement de la seule partie méridionale de la parcelle.

Il est nécessaire de rappeler que les secteurs identifiés pour l'urbanisation à long terme ne sont pas traités dans le cadre de la présente évaluation environnementale dans la mesure où il conviendra d'engager une ou plusieurs procédures d'évolution du document d'urbanisme pour donner un contenu à ces projets.

7.4.1 – Les enjeux au droit des zones de développement

- Optimiser l'utilisation du foncier ;
- Optimiser l'accroche avec le tissu bâti et le réseau viaire ;
- Diversifier l'offre de logements selon des objectifs de mixités sociale et générationnelle ;
- Créer des espaces publics de qualité ;
- Veiller à l'intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions ;
- Moderniser et adapter l'offre d'équipements publics ;
- Réserver des emprises libres pour les manifestations communales ;
- Soigner les transitions paysagères avec l'espace agricole ouvert ;
- Autoriser le développement de la zone d'activité de la Briqueterie vers l'Est.

7.4.2 – Traduction des mesures de réduction dans les orientations stratégiques du PADD

- Fixer des objectifs de densité bâtie pour les zones d'ouverture à l'urbanisation ;
- Ouvrir les secteurs à l'urbanisation proches des principaux lieux de vie de la commune ;
- Privilégier les programmes de construction s'intégrant avec harmonie dans le tissu urbain existant.

7.5 – Les mesures de réduction introduites dans les OAP

Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont été élaborées pour les zones de développement de la commune, afin de faire le lien avec les orientations du PADD.

7.5.1 – Le secteur de requalification du « centre-bourg »

Description sommaire de l'opération

- | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Le secteur est à vocation principale d'habitat mixte (locatif social, accession sociale et accession libre) sous forme de logements individuels et de petits collectifs (65 à 70 logements programmés).▪ Localisé dans le centre-bourg.▪ Proximité de tous les réseaux. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

- La commune dispose de la maîtrise foncière de ce secteur de requalification, assurant ainsi le caractère réalisable du projet à horizon temporel du PLU.

Les prescriptions de réduction des impacts

- Les limites séparatives bénéficieront d'un traitement paysager (plantations en essences locales) avec l'ensemble des plantations existantes conservées ou remplacées.
- Maintien / création d'un masque végétal sur les franges Est et Nord de l'opération.
- Les eaux pluviales seront gérées sur site dans le respect des principes d'hydraulique douce : ouvrages paysagers, noues végétalisées des voiries principales...
- Revêtements perméables imposés pour les cheminements piétons, préconisés pour les aires de stationnement (exemple : dalles engazonnées).
- Réflexion à mener à l'échelle du quartier pour la gestion des déchets (Route du Stade).
- L'implantation optimum des constructions doit être recherchée pour bénéficier des apports gratuits du soleil.
- Un espace public de qualité devra être aménagé dans la partie centrale du site. Cet espace constituera un lieu de rencontre au sein du quartier, aménagé avec un mobilier urbain adapté. La circulation automobile y sera apaisée, Des espaces de promenade, de détente et de jeux pour les jeunes enfants pourraient être développés sur cette placette où la place du végétal devra être valorisée.
- L'intérieur de l'îlot requalifié sera desservi par des voies partagées, valorisant les déplacements en modes doux, et dessinées de manière rationnelle (gabarit et linéaire limités).
- Création de liaisons douces à l'échelle du quartier (trottoirs ou voirie partagée) afin d'assurer la continuité des cheminements doux : entre la Rue Jacques Brel et la Place de la Mairie, de la Rue Louis Aragon vers la RD.6015 au Nord...
- Des poches de stationnement sont à prévoir afin de ne pas congestionner le réseau de voiries (Route du Stade, en cœur d'îlot, à proximité du secteur d'habitat collectif...).
- Aménager des espaces de stationnement pour les vélos à proximité de la mairie.

Impacts du projet sur l'environnement

Il faut souligner le fait que ce projet ne désigne en aucun cas une extension d'urbanisation. Il s'agit d'une opération de requalification du centre-bourg, par densification. L'impact ne relève même pas d'une artificialisation du site aux dépends d'autres modes d'occupation du sol. Les formes bâties projetées semblent adaptées au contexte urbain dans lequel s'insère les 65-70 logements prévus. Compte tenu des prescriptions édictées, il apparaît clairement que ce programme est réalisé dans une perspective de mixité sociale et intergénérationnelle.

7.5.2 – Le secteur du pôle d'équipements sportifs de la Plaine de la Paix

Description sommaire de l'opération

- Le secteur concerné ici (AUI), dont la maîtrise foncière est assurée par la commune, correspondant à 5,2 ha aujourd'hui consacrés à de la culture.
- La création de deux terrains de football, en remplacement de l'équipement actuel, situé dans le centre-bourg et destiné à l'opération de requalification explicitée auparavant. A ces deux terrains de football s'ajoute une salle omnisport.
- Situé à proximité du centre-bourg, en continuité immédiate de l'enveloppe bâtie (Ua).
- Proximité de tous les réseaux.

Les prescriptions de réduction des impacts

- Aménagement d'un merlon planté d'arbres de petit développement sur la frange Nord du site, pour gérer la proximité des habitations existantes (isolation phonique et visuelle).

- Maintien du masque végétal sur la frange Sud-Est du site pour gérer l'interface avec l'espace agricole ouvert.
- Les eaux pluviales seront gérées sur site dans le respect des principes d'hydraulique douce : ouvrages paysagers, noues végétalisées à minima le long de la voirie principale...
- Revêtement perméable et traitement paysager pour les aires de stationnement (comme des dalles engazonnées).
- Aménagement d'un point de collecte des déchets en entrée de zone.
- Stationnement en entrée de site à aménager.
- Traversée du site selon un axe Nord-Sud par la liaison cyclable intercommunale Gonfreville-l'Orcher, Gainneville / Rogerville.
- Prévoir des espaces de stationnement adaptés pour les cycles.

Impacts du projet sur l'environnement

Il faut souligner le fait que ce secteur constitue une légère extension d'une urbanisation, très aérée, dans la continuité du centre-bourg, actuellement occupé par des surfaces labourables, mais destiné à n'être que très peu artificialisé. De plus, il est localisé en retrait des zones de forte valeur écologique (ZNIEFF) et n'affecte aucunement les corridors et les réservoirs de biodiversité identifiés dans le SRCE. Aucun impact environnemental négatif n'est à mettre en exergue au droit de cette parcelle, d'autant que cette dernière, sous maître foncière communale, était déjà temporairement utilisée pour les manifestations communales (foire à tout...). A cet effet, la partie à l'Est de ladite parcelle est prévue pour être maintenue en espace ouvert afin de servir pour les manifestations communales après réalisation des équipements sportifs.

7.5.3 – Le secteur de développement commercial au Nord de la RD.6015

Description sommaire de l'opération

- Le secteur concerne 1,2 ha actuellement occupé par des formations herbacées, cerné par l'urbanisation à l'Est (Up) et par la zone d'activités de La Briqueterie à l'Ouest.
- Ces 1,2 ha sont à vocation d'activités commerciales et de services de proximité.
- Localisé à proximité du centre-bourg.
- Proximité des réseaux et de la voirie.

Les prescriptions de réduction des impacts

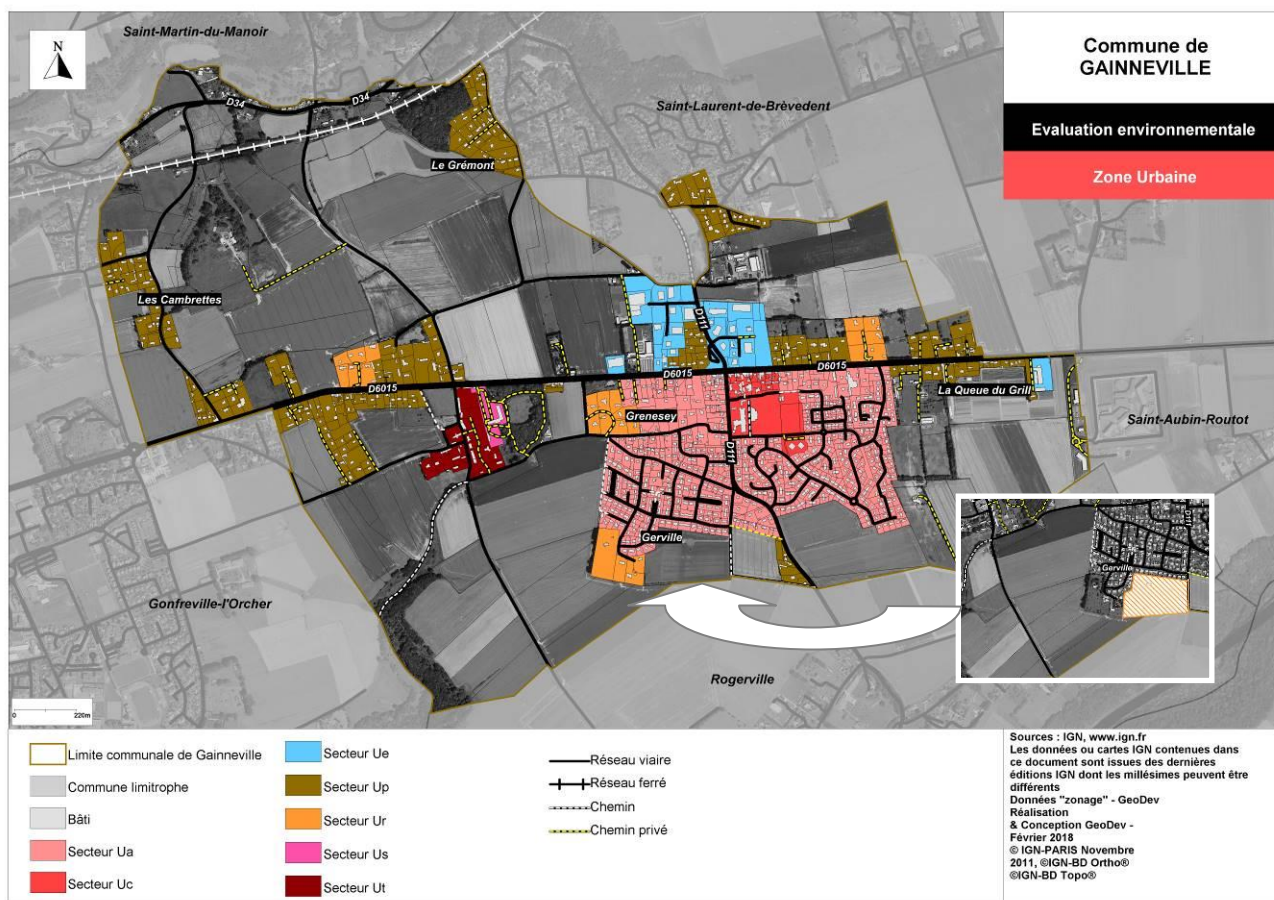
- Veiller à la bonne insertion des constructions dans l'environnement.
- Préserver les alignements boisés existants.
- Les eaux pluviales seront gérées sur site dans le respect des principes d'hydraulique douce : ouvrages paysagers, noues végétalisées à minima le long de la voirie principale...
- Revêtement perméable et traitement paysager pour les aires de stationnement (comme des dalles engazonnées).
- Accès routier principal au site n'est à prévoir par la Rue de la Briqueterie.
- Aucun « tourne à gauche » autorisé depuis la RD.6015 dans le sens Le Havre / Saint-Romain-de-Colbosc.
- Réflexion à approfondir sur la création d'une contre-allée dans le sens Saint-Romain-de-Colbosc / Le Havre, pour faciliter l'accessibilité aux commerces.
- Réflexion à mener sur l'accès depuis le commerce de grande surface voisin (+ mutualisation du stationnement).
- Développer le réseau piéton entre la Rue de la Briqueterie et la RD.6015.
- Les poches de stationnement seront implantées préférentiellement en façade arrière le long de la RD.6015 (à l'exception de quelques places « d'arrêt minute »).

Impacts du projet sur l'environnement

Ce projet peut être considéré comme une opération de densification par comblement d'une « dent creuse » à proximité immédiate septentrionale des zones densément bâties (Uc et Ua) et dans le prolongement contigu de l'actuelle zone d'activités de La Briqueterie.

Il s'agit d'un site de développement de l'activité commerciale de proximité, en complémentarité de l'offre déjà implantée à Gainneville, pouvant être associée à une offre de services de santé. Les cases commerciales seront préférentiellement localisées le long de la RD.6015, afin de bénéficier de l'effet vitrine généré par cette voie structurante, tout en respectant un recul adapté.

Il convient de considérer ce projet comme l'optimisation réussie du foncier à vocation économique, renforçant la cohérence du zonage proposé.



7.6 – Synthèse des mesures de réduction

1. Prise en compte des aspects paysagers (patrimoine bâti et entités naturelles) ;
2. Veiller au traitement des franges qui seront urbanisées ;
3. Être attentif à la préservation des perspectives paysagères ;
4. Restauration d'une continuité verte (ajout d'éléments constitutifs de la trame verte) ;
5. Complémentation de la trame bleue (ajout de noues...) ;
6. Réalisation de nombreuses plantations composées d'essences locales dans le but de structurer le paysage émergent et afin de préserver le paysage local par une intégration réussie ;
7. Traitement des enjeux liés aux déplacements (alternative à la voiture solo), entre autres, par la création d'un réseau de connections douces.

8 - Présentation des modalités de suivi de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

8.1 – éléments de cadrage

Comme énoncé à l'article R.123-2 du Code de l'Urbanisme, le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme doit être complété par des indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme.

Les indicateurs de suivi du PLU devront permettre à la commune de faire un bilan de l'évolution du développement de son territoire. Ils auront pour but de vérifier le respect des objectifs fixés par le PLU, notamment dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Ces indicateurs, définis selon les objectifs visés dans le document d'urbanisme, sont au nombre de vingt-huit (28) et répartis selon les cinq (5) thématiques du PADD :

- Habitat et fonctionnement urbain ;
- Transport et déplacements ;
- Activités économiques ;
- Paysage et patrimoine ;
- Environnement.

Remarque : Cette liste de 21 indicateurs n'est pas exhaustive. Elle regroupe les indicateurs les plus représentatifs du développement de la commune de Gainneville attendu à l'issue du PLU. La commune pourra se doter de nouveaux indicateurs le cas échéant, afin de répondre aux besoins identifiés par l'équipe municipale.

8.2 - Précisions méthodologiques

Il est recommandé de mettre en place ces indicateurs de suivi **3 ans, 6 ans et 10 ans après l'approbation du PLU**. Cela permettra de faire **une évaluation régulière**, en vue d'analyser l'évolution du territoire. Il sera également possible de définir de nouveaux objectifs par rapport à ces résultats pour l'échéance temporelle du prochain PLU.

La finalité est de vérifier que les mesures environnementales préconisées génèrent bien les effets escomptés. Ces mêmes indicateurs permettent ainsi de vérifier que les impacts ont bien été identifiés. Ainsi, aucune action du PLU ne peut être menée sans que ses résultats sur l'environnement soient évalués. Une telle démarche doit permettre à la commune de dresser un bilan régulier de l'évolution de l'environnement sur son territoire.

Ce suivi entre en adéquation avec l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme, selon lequel « *neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une **analyse des résultats de l'application du plan**, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du Code des Transports.*

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan. »

Dans une perspective de protection de l'environnement, doivent être examinées les conditions permettant :

- L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables, les besoins en matière de mobilité, la qualité urbaine, architecturale et paysagère ;
- La prise en compte des objectifs d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Après une présentation des 21 indicateurs de suivi du PLU, un état de référence (**année 0**) est **présenté afin de faciliter l'évaluation future du document. L'année 0 correspond à l'année d'approbation du document**, c'est-à-dire l'année à partir de laquelle des objectifs d'évolution ont été définis pour les dix prochaines années.

Ainsi, après six ans, le Conseil municipal, ou l'EPCI compétent, disposera de deux états de référence pour s'interroger sur l'opportunité ou non de se lancer dans une révision du PLU (Loi ENE). Cette série chronologique comportera trois bilans au moment du débat à organiser après neuf ans d'exécution du PLU, permettant de poser les bases d'une réflexion prospective quant à la question environnementale à traiter dans le futur plan. Il apparaît alors logique de rendre possible la définition de nouveaux objectifs au regard des résultats obtenus pour l'échéance temporelle du prochain PLU.

8.3 - Elaboration et sélection des indicateurs

Les **indicateurs de suivi** se composent des indicateurs de réalisation et de résultats. Ils se rapportent directement à l'action mise en œuvre et informent sur les modalités de mise en application d'une action donnée.

Ainsi, **les indicateurs de réalisation** servent à vérifier si les actions prévues ont été ou non réalisées. Il s'agit ainsi des indicateurs de suivi de l'activité du PLU (action / Moyens). **Les indicateurs de résultats** servent à mesurer le produit immédiat d'une action ou d'une série d'actions. Ils se rapportent aux objectifs opérationnels visés et aux résultats attendus.

Pour déterminer des indicateurs environnementaux pertinents, le recours à trois critères est apparu cohérent :

- **La disponibilité** – Il s'agit de choisir des indicateurs qui puissent être renseignés, ce qui implique de vérifier la disponibilité des données.
- **La précision** - Un indicateur a pour objectif de donner des éléments d'informations visant à accompagner une démarche de réflexion préalablement définie. En ce sens, l'indicateur doit permettre de donner des informations suffisamment précises.
- **L'utilité** - Il ne sert à rien de mettre en place une batterie trop grande d'indicateurs. Il suffit d'en choisir quelques-uns, jugés les plus pertinents car les plus à même de fournir les éléments d'information en adéquation avec la question environnementale. Ils doivent correspondre aux objectifs et aux résultats attendus.

8.4 – Dispositif de suivi et d'application des mesures environnementales du PLU

Le tableau de bord ci-dessous constitue le dispositif communal de suivi et d'application des dispositions environnementales du PLU de Gainneville. Il est composé de **vingt-huit (21)** indicateurs relevant de cinq catégories thématiques distinctes :

- Habitat et fonctionnement urbain ;
- Transport et déplacements ;
- Activités économiques ;
- Paysage et patrimoine ;
- Environnement.

8.4.1- Habitat et fonctionnement urbain

Les indicateurs proposés, liés à l'habitat et au fonctionnement urbain, sont **au nombre de 6**. Ils sont répartis selon les trois orientations présentées dans le PADD, à savoir :

- **A1 – Promouvoir une gestion économe de l'espace et renforcer la centralité**
- **A2 – Adapter l'offre de logements aux besoins de la commune**
- **A3 – Conforter l'offre en équipements et services publics**

A1 – Promouvoir une gestion économe de l'espace et renforcer la centralité

Indicateur n°1 : Croissance démographique

Objectifs : recenser **le nombre de nouveaux habitants** sur le territoire de Gainneville depuis l'approbation du PLU. Il s'agira également de calculer la **densité moyenne d'habitants** par km² sur la commune.

Etat de référence : d'après le recensement communal de 2017, la commune de Gainneville compte **2 684 habitants**. La densité actuelle de la commune est donc de **571,1 habitants par km²**. Pour rappel, les élus ont opté pour **le scénario démographique**, qui consisterait à accueillir, sur une période de 10 ans, environ 280 habitants supplémentaires sur Gainneville.

Indicateur n°2 : Consommation de l'espace

Objectifs : présenter **la surface des nouvelles parcelles urbanisées en extension de la tache urbaine**, et donc consommées pour le développement urbain de la commune, au détriment des espaces agricoles.

Etat de référence : le projet de PLU fixe **un objectif de consommation de l'espace maximum de 2,5 ha pour l'habitat** d'espaces agricoles et naturels. Il s'agira de s'assurer de la réalisation de cet objectif.

A2 – Adapter l'offre de logements aux besoins de la commune

Indicateur n°3 : Production de logement

Objectifs : recenser **le nombre de nouveaux logements** sur le territoire de Gainneville depuis l'approbation du PLU.

Etat de référence : le projet de PLU, tel qu'il est construit, prévoit la réalisation globale de **135 logements**, en cohérence avec les objectifs démographiques et de constructions retenus au PADD. Ce chiffre de référence devra être utilisé pour évaluer le PLU.

Indicateur n°4 : Forme de logements

Objectifs : recenser le nombre de logements en petit collectif ou de type appartement réalisé sur Gainneville, en vue d'**apprécier le principe de mixité des formes urbaines** et de vérifier que l'accès au logement pour tous est facilité.

Etat de référence : en 2013, le parc de logements de Gainneville était composé de **43 appartements pour 918 maisons**. Il faut également ajouter 25 appartements créés en 2016, dans la Résidence du Stade.

Indicateur n°5 : Statut d'occupation des logements

Objectifs : présenter le nombre de logements en accession à la propriété, le nombre de logements en location ainsi que la part du logement social sur la commune en vue d'**apprécier le principe de mixité sociale** et de vérifier que les besoins des ménages sont pris en compte.

Etat de référence : en 2013, on dénombrait **15,9% de ménages locataires** sur la commune.

A3 – Conforter l'offre en équipements et services publics

Indicateur n°6 : Mixité fonctionnelle de la commune

Objectifs : identifier le **nombre d'équipements, infrastructures et services publics voire associatifs pour mesurer l'attractivité du village**.

Etat de référence : en 2017, le Rapport de présentation du PLU fait la liste des associations (10 associations en 2017), des équipements et services du village :

- la mairie
- l'agence postale
- les locaux des services techniques
- le groupe scolaire (école maternelle et école élémentaire)
- la cantine scolaire
- quatre salles polyvalentes
- le gymnase
- le city-stade
- le terrain de pétanque
- la bibliothèque
- deux terrains de football et les vestiaires
- deux terrains de tennis
- le skate-park
- l'église et son cimetière

8.4.2 - Transport et déplacements

Les indicateurs liés au transport et aux déplacements sont au **nombre de 3**. Ils sont répartis selon les trois orientations présentées dans le PADD, à savoir :

- **B1 – Encadrer l'évolution du réseau viaire actuel**
- **B2 – Encourager le développement des transports collectifs**
- **B3 – Compléter le réseau de cheminements doux**

B1 – Encadrer l'évolution du réseau viaire actuel

Indicateur n°7 : Travaux de voirie

Objectifs : identifier les **travaux de voirie** visant à améliorer la voirie pour remédier à des difficultés de stationnement et de circulation.

Etat de référence : le PADD identifie les secteurs à sécuriser prioritairement.

B2 – Encourager le développement des transports collectifs

Indicateur n°8 : Evolution de la desserte en transport en commun

Objectifs : **mesurer** l'évolution de la desserte, des fréquences et des trajets sur le territoire. Ce chiffre pourra aussi être mis en corrélation avec le taux de multimotorisation des ménages.

Etat de référence : Aujourd'hui, il y a une ligne de transport départementale (car) qui dessert la commune. Gainneville est desservi par le réseau de transport en commun LIA (CODAH). De plus, un service de ramassage scolaire est assuré sur la commune. **10 arrêts** sont aménagés sur le territoire communal.

En 2013, **57% des ménages Gainnevillais ont 2 voitures ou plus.**

B3 – Compléter le réseau de cheminements doux

Indicateur n°9 : Réseaux de cheminements doux

Objectifs : **indiquer les travaux réalisés** pour l'aménagement de trottoirs, chemins de randonnée ou autres cheminements doux.

Etat de référence : le centre-bourg de Gainneville bénéficie d'un maillage développé de trottoirs et espaces réservés aux piétons. Un circuit de randonnée traverse le territoire communal. Des emplacements réservés sont identifiés pour relier certains espaces au centre-bourg.

8.4.3 - Activités économiques

Les indicateurs liés au volet « activités économiques » sont **au nombre de 2**. Ils sont répartis selon les deux orientations présentées dans le PADD, à savoir :

- **C1 – Pérenniser l'activité agricole**
- **C2 – Conforter une structure commerciale dynamique**

C1 – Pérenniser l'activité agricole

Indicateur n°10 : Activité agricole de la commune

Objectifs : préciser le nombre d'exploitations agricoles en activité présentes sur la commune ainsi que la surface agricole utilisée (cf. diagnostic agricole).

Etat de référence : le diagnostic agricole de 2015 recense **4 sièges principaux d'exploitation sur Gainneville**. La SAU communale s'élève à **335 ha**.

C2- Conforter une structure commerciale dynamique

Indicateur n°11 : Activités économiques de la commune

Objectifs : recenser le nombre d'entreprises présentes sur la commune et le nombre d'emplois créé sur le territoire. Il s'agira de faire **un point sur le nombre de PC accordé(s)** pour l'implantation d'activités économiques.

Etat de référence : en 2013, l'indicateur de concentration d'emploi de l'INSEE à Gainneville s'élève à **46,1**. On recense **548 emplois** à Gainneville. Le territoire communal compte **114 entreprises**.

Indicateur n°12 : Nombre de commerces de proximité et d'activités de services

Objectifs : recenser le nombre de commerces de proximité et d'activités de services présents sur la commune. Il s'agira également d'analyser la répartition par type de commerce et de services pour appréhender la diversité commerciale (cf. rapport de présentation volume 1). Le **nombre d'emplois** concerné pourra également être comptabilisé.

Etat de référence : Aujourd'hui, la commune compte **11 commerces de proximité**, **7 activités de santé / praticiens médicaux** et une diversité d'**activités artisanales** et de **services divers**.

Indicateur n°13 : Nombre d'hébergements touristiques

Objectifs : recenser le nombre d'hébergements touristiques présents sur la commune, ainsi que leur capacité (gîtes, chambres, camping).

Etat de référence : Aujourd'hui, la commune ne compte **aucun hébergement touristique**.

8.4.4 - Paysage et patrimoine

Les indicateurs liés à l'environnement sont **au nombre de 2**. Ils sont répartis selon les deux orientations présentées dans le PADD, à savoir :

- **D1 – Conforter l'identité rurale de la commune**
- **D2 – Préserver les unités paysagères et les grands ensembles naturels**

D1- Conforter l'identité rurale de la commune

Indicateur n°14 : Evolution du patrimoine bâti remarquable

Objectifs : apprécier la **valeur patrimoniale** de la commune. Il s'agira de **vérifier** si les éléments du patrimoine bâti (belle bâtisse, église, etc.) identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme possède toujours leur qualité architecturale exposée dans le PLU.

Etat de référence : **72 éléments bâtis ont été identifiés comme élément remarquable** au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

D2 – Préserver les unités paysagères et les grands ensembles naturels

Cf. indicateurs n°15, 16 & 17

8.4.5 - Environnement

Les indicateurs liés à la thématique « environnement » sont **au nombre de 7**. Ils sont répartis selon les deux orientations présentées dans le PADD, à savoir :

- **E1 – Préserver et valoriser les ressources**
- **E2 – Limiter l'exposition des personnes et des biens aux risques**

E1 - Préserver et valoriser les ressources

Indicateur n°15 : Préservation de la trame verte

Objectifs : **calculer la longueur des alignements boisés** de la commune identifiée au titre de l'article L.151-23 ou classé au titre des articles L.113-1 et L.113-2 et L.113-2 encore existant.

Etat de référence : la longueur des alignements boisés identifiée au titre de l'article L.151-23 s'élève à **7,16 km**. **Un arbre et 4 haies et fascines** ont également été identifiés. **6 vergers** ont été identifiés au titre du Code de l'Urbanisme.

Indicateur n°16 : Préservation de la trame bleue

Objectifs : **comptabiliser le nombre de mares** identifiées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme non comblées et la **surface des zones humides** répertoriées.

Etat de référence : **6 mares** ont été identifiées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. **0,2 ha de zones humides** ont été répertoriées dans la vallée du Saint-Laurent.

Indicateur n°17 : Evolution des espaces boisés remarquables

Objectifs : **déterminer la surface des Espaces Boisés Classés (EBC)** au titre des L.113-1 et L.113-2 non détériorée depuis l'approbation du PLU.

Etat de référence : **14,6 ha d'Espaces Boisés Classés (EBC)** ont été classés au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme.

Indicateur n°18 : Gestion des eaux usées

Objectifs : évaluer la part de la population bénéficiant de l'assainissement collectif et mesurer la capacité de traitement des eaux usées non utilisée (en équivalent habitants).

Etat de référence : En 2017, environ **90% de la population** bénéficie de l'assainissement collectif à Gainneville. La station d'épuration a une capacité de 322 000 EH. La STEP est en capacité de recevoir de nouveaux branchements.

E2 - Limiter l'exposition des personnes et des biens aux risques

Indicateur n°19 : Catastrophe naturelle

Objectifs : recenser le nombre d'habitations ayant subi une détérioration liée à un risque identifié dans le Rapport de Présentation.

Etat de référence : Il intègre également le R.I.C.S, finalisé en 2012, qui recensait **48 indices de cavité**.

Indicateur n°20 : Performance énergétique et lutte contre le changement climatique

Objectifs : recenser le nombre de dispositifs utilisant des **énergies renouvelables** installés par la commune.

Etat de référence : Aucun dispositif n'est à ce jour recensé.

Indicateur n°21 : Protection face aux risques générés par le transport de matières dangereuses

Objectifs : mesurer le nombre de **canalisations de transport de matières dangereuses** sur la commune.

Etat de référence : **2 canalisations** (gaz) sous pression de transport de matières dangereuses réglementées par l'arrêté du 4 août 2006 (NOR: INDI0608092A) du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et du ministre délégué à l'industrie ont été recensées à Gainneville.

La commune est également traversée par **deux routes départementales** (RD.6015 et RD.111) soumises au risque de transport de matières dangereuses.

Tous ces indicateurs sont prédéfinis pour **l'année 0**, correspondant à la date d'approbation du PLU.

Les différents tableaux, présentés ci-après, permettront aux élus de suivre de manière régulière l'évolution de leur territoire et d'évaluer à l'issue des 10 ans de leur PLU le respect de ces objectifs chiffrés dans le document d'urbanisme. Les résultats à 10 ans doivent tendre vers les résultats « PLU ».

Habitat et fonctionnement urbain

Indicateurs		Année 0	Année 3	Année 6	Année 10
Croissance démographique (données communales)	Nombre de nouveaux habitants (scénario retenu - + 280 hab sur 10 ans – 2 684 habitants en 2017)	-			
	Densité moyenne (hab/km²)	571,1			
Consommation de l'espace (données communales)	Surface des nouvelles parcelles urbanisées (ha) – en extension de la tache urbaine (2,5 ha prévu au PADD)	-			
Production de logements	Nombre de logements neufs construits (scénario retenu – 135 logements sur 10 ans)	-			
Forme de logements (données INSEE)	Proportion de « maisons »	95,4% Soit 918			
	Proportion d' « appartements »	4,6% Soit 43			
Statut d'occupation des logements (données INSEE)	Proportion de propriétaires	84,1%			
	Proportion de locataires	15,9%			
Mixité fonctionnelle de la commune	Nombre d'équipements	une quinzaine d'équipements/services			
	Nombre d'associations	10 associations			

Transport et déplacements

Indicateurs		Année 0	Année 3	Année 6	Année 10
Travaux et voirie (données communales)	Aménagement de voirie réalisé	-			
Evolution de la desserte (données des gestionnaires)	Nombre d'arrêts de transport en commun	10 arrêts			
	Nombre de services quotidiens	Ligne dpt 76 n°20 Ligne LIA n°13			
	Type de modes présent sur la commune	1 ligne de car 1 ligne LIA Service de ramassage scolaire et de transport à la demande			
	Taux de multi-motorisation	57%			
Réseau de cheminements doux (données communales)	Aménagement de voirie réalisé	-			

Activités économiques

Indicateurs		Année 0	Année 3	Année 6	Année 10
Activité agricole (données communales)	Nombre d'exploitations agricoles en activité	4 sièges principaux			
	SAU communale (ha)	335			
Activité économique (données INSEE)	Nombre d'entreprises	114			
	Indicateur de concentration d'emploi	46,1			
	Nombre d'emplois	548			
	PC accordés pour une activité économique	-			
Commerces de proximité et activités de services (données communales)	Nombre de commerce de proximité et d'activités de services	11 commerces de proximité 7 activités de santé/ praticiens médicaux			

Hébergement touristique	Nombre d'hébergements touristiques	-			
--------------------------------	-------------------------------------------	---	--	--	--

Paysage et patrimoine

Indicateurs		Année 0	Année 3	Année 6	Année 10
Evolution du patrimoine bâti remarquable (données communales)	Nombre d'éléments classés qui ont préservé leur qualité architecturale	72 (65 ponctuels et 7 linéaires)			

Environnement

Indicateurs		Année 0	Année 3	Année 6	Année 10
Préservation de la trame verte	Longueur des alignements boisés (km) identifiés	7,16 km 4 haies et fascines 1 arbre			
	Nombre de vergers identifiés	6			
Préservation de la trame bleue	Nombre des mares identifiées	6			
	Surface des zones humides préservées	0,2			
Evolution des espaces boisés remarquables	Surface des EBC (ha)	14,6			
Gestion des eaux usées	Taux de ménages raccordés au réseau d'assainissement collectif	Environ 90%			
	Capacité de la STEP	322 000 EH Environ 116 250 redevables			
Catastrophe naturelle	Nombre d'habitations ayant subi une détérioration	-			
	Nombre d'indices de cavités souterraines	48			
Performance énergétique et lutte contre le changement climatique	Nombre de dispositifs utilisant des énergies renouvelables installés par la commune	-			

Protection face aux risques de TMD	Sources de TMD	2 canalisations de gaz RD.6015, RD.111			
------------------------------------	----------------	-------------------------------------------	--	--	--

Ce tableau de bord constitue un outil dont le contenu peut être modifié, si besoin, par la municipalité, dans la perspective de faciliter l'évaluation du PLU.

